

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

Un péril national :

L'AVORTEMENT

Sa répression.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Ès Sciences Juridiques

SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le 7 Novembre 1921

PAR

GEORGES BLET

MACON

J. BUGUET - COMPTOUR, IMPRIMEUR

4, RUE ST-NIZIER ET 1, RUE SENECE

1921



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITE DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

Un péril national :

L'AVORTEMENT

Sa répression.

Quae prima instituit teneros convellere fœtus,
Militia fuerat digna perire sua.

Ovide, *Les Amours*, II, 14.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Ès Sciences Juridiques

SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le 7 Novembre 1921

PAR

GEORGES BLET



MACON

J. BUGUET - COMPTOUR, IMPRIMEUR
4, RUE ST-NIZIER ET 1, RUE SENECE

1921

UNIVERSITE DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

PROFESSEUR HONORAIRE

- M. APPLETON (Charles), ✱, I. 🌿, professeur honoraire.
M. GARRAUD (R.), ✱, I. 🌿, ✱, correspondant de l'Institut,
professeur honoraire.
-

PROFESSEURS TITULAIRES

- MM. JOSSERAND, I. 🌿, doyen, professeur de Droit civil.
APPLETON (Jean), ✱, I. 🌿, ✱, professeur de Droit administratif.
ANTONNELLI, ✱, I. 🌿, professeur d'Histoire des Doctrines économiques.
BOUVIER (E.), I. 🌿, professeur de Science financière et de Législation française des finances.
BOUVIER-BANGILLON, I. 🌿, professeur de Procédure civile.
COHENDY, A. 🌿, chargé de Cours de Droit commercial.
GARRAUD (P.), professeur de Droit criminel.
GONNARD, I. 🌿, professeur d'Economie politique.
HUVELIN, I. 🌿, professeur de Droit romain.
LAMBERT, A. 🌿, professeur d'Histoire générale du Droit français.
LAMEIRE, I. 🌿, professeur d'Histoire de Droit public et de Droit administratif.
LÉVY, ✱, I. 🌿, professeur de Droit civil.
PIC (Paul), I. 🌿, O. ✱, professeur de Droit international public et de Législation industrielle.
PICARD, A. 🌿, professeur de Droit civil.
PERROUD, professeur de Procédure civile.
-

BECQ (J.), I. 🌿, secrétaire de la Faculté.

MEMBRES DU JURY :

Président : M. GARRAUD.

Assesseurs : MM. GONNARD, LAMBERT.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

Pour être complet, un ouvrage sur l'avortement au point de vue juridique devrait, après avoir montré quel fléau l'avortement constitue pour notre pays, après avoir indiqué quelle est la législation actuelle qui le combat et les différentes observations qu'elle fait naître, chercher si les textes de notre code sont efficaces et si non quels remèdes peuvent être proposés. Entre temps, une grave question serait soulevée, celle de savoir si la répression est légitime ou si, au contraire, l'avortement n'est pas un droit.

Pour étudier les différents moyens propres à lutter contre l'avortement, des recherches sur l'histoire des pénalités qui lui ont été infligées à travers les âges et sur les diverses conceptions qu'ont pu s'en faire les hommes, seraient certes intéressantes, mais peut-être pas excessivement utiles pour découvrir des remèdes destinés à l'époque présente.

Au contraire, une étude sérieuse de législation comparée serait du plus haut intérêt. On ne peut que gagner à examiner ce que font des peuples placés dans des conditions analogues à celles dans lesquelles nous vivons et, si cela est nécessaire, à leur emprunter telle mesure efficace. Malheureusement, malgré tous nos

efforts, nous n'avons pu, dans le cercle évidemment restreint de nos investigations, trouver des documents assez récents et assez nombreux pour mener à bien une étude approfondie, même pour une dizaine de nations seulement. La jurisprudence étrangère nous faisait complètement défaut.

Nous avons donc réduit notre travail aux cinq chapitres suivants, d'inégale étendue :

- I. — Importance du sujet.
 - II. — Définition de l'avortement.
 - III. — Législation actuelle. — Son insuffisance.
 - IV. — Position de la question : l'avortement est-il un crime?
 - V. — Remèdes proposés.
-

CHAPITRE PREMIER

IMPORTANCE DU SUJET

I. — La dépopulation de la France

« Sit ut est; et non erit. »

« Croître ou disparaître. ». Tel est l'angoissant dilemme qui se pose pour notre pays, dilemme encore plus douloureux au lendemain de la victoire si chèrement acquise. La guerre nous a coûté 1.500.000 hommes; la maladie a frappé durement la population civile. Dans tous les départements, sauf deux ou trois, favorisés par des circonstances exceptionnelles, la population est en régression sur les chiffres de 1911. La diminution du capital humain de la France s'est manifestée de façon effrayante.

Notre pays se dépeuple : c'est un fait. Il se dépeuple relativement et absolument.

Relativement en ce sens que s'accroissant moins vite que ses voisins, il perd chaque jour un peu de sa force, de son influence, de sa puissance d'expansion.

Absolument en ce que, certaines années, le nombre des décès ayant dépassé celui des naissances, notre population a véritablement diminué. Ce fut en 1890, 1891, 1892, 1893, 1900, 1907 et 1911 que l'on fit cette douloureuse constatation. Enfin il en fut de même de 1914 à 1919 inclus.

Du reste, bien qu'une énumération de chiffres soit toujours aride, quelques données statistiques feront certainement mieux comprendre l'importance du problème de la dépopulation.

En 1700, la France possédait 40 0/0 de la population totale des grandes nations européennes; en 1789, 27 0/0; en 1815, 20 0/0; en 1880, 13 0/0, et en 1908, 7 0/0 seulement (1).

De 1789 à la veille de la guerre, la population des grandes puissances a augmenté de la manière suivante :

	1789	Dernières années avant 1914
Russie	28 millions d'habitants	130 millions d'habitants
Allemagne	28 —	67 —
Autriche-Hongrie	18 —	53 —
Angleterre	12 —	46 —
France	26 —	39 — (2)

Sous une autre forme, dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, de 1850 à 1900 :

la population Russe s'est accrue de	93 %.
— Allemande s'est accrue de	89 %.
— Anglaise —	52 %.
— Austro-Hongroise s'est accrue de	47 %.
— Italienne —	37 %.
— Française —	9 % (3)

(1) Dr Jacques Bertillon : La dépopulation de la France.

(2) En 1921, 37.500.000. Si l'on comprend l'Alsace-Lorraine, on doit porter ce chiffre à 39.194.550.

(3) *Journal officiel* 1910. Doc. parlem. Sénat. S. E. Annexe n° 354, p. 45 sq. — Rapport sur la dépopulation de la France, par M. le sénateur Lannelongue.

De 1870 à 1914, l'Allemagne a vu le nombre de ses habitants augmenter de près de 30 millions, alors que la France n'a vu croître celui des siens que de 3 millions et demi.

Quelles sont les causes de cette dépopulation?

La France est-elle surpeuplée? Loin de là. Non seulement sa densité kilométrique est peu élevée, mais elle manque de bras, puisque près d'un million et demi d'étrangers vivent sur son territoire.

L'émigration enlève peut-être chaque année de nombreux habitants au pays? Aucunement; 15.000 Français environ s'expatrient annuellement, mais presque tous reviennent après quelques années de séjour à l'étranger (1).

D'autre part, la mortalité n'est pas excessive. Seules quelques nations en ont une plus faible, et en France son taux a continuellement baissé depuis un siècle, grâce aux progrès de l'hygiène.

Taux de la mortalité pour 1.000 habitants :

1810	24,6	1913	17,7
1836	22,3	1914	19,0
1865	24,0	1915	19,1
1870	28,3 (guerre)	1916	18,1
1880	23,7	1917	18,6
1900	20,2	1918	23,8
			(grippe infectieuse)
1910	17,9	1919	19,1 (2)
		1920	17,2

(1) Barcelonnettes au Mexique, habitants d'autres vallées alpestres en Argentine.

(2) De 1914 à 1919 inclus, le taux n'est établi que pour les 77 départements qui n'ont pas été envahis (population civile seulement).

La mortalité française n'est donc pas la cause de la dépopulation (1). Cette faible mortalité n'est d'ailleurs qu'un palliatif momentané. En France, les *vieilles classes* sont plus nombreuses que les jeunes. Quand elles seront finalement emportées par l'âge, le taux de la mortalité s'élèvera de nouveau.

Reste la natalité : sa faiblesse est la seule cause du mal. Le nombre des naissances est insuffisant et toujours plus faible d'année en année. L'excédent de ce nombre sur les décès suit la même courbe décroissante et de nombreuses fois les décès l'ont emporté.

Même quand il y a excédent de naissances, il n'y a pas lieu de se réjouir : cela provient simplement de ce que la science a pu conserver un nombre plus considérable d'existences de vieillards (2).

Le taux de la natalité pour 1.000 habitants, qui était de 38 en 1780 (3), est tombé à 33 en 1800, à 30 en 1830, à 27 en 1850.

Depuis, la diminution s'accroît.

Années	Nombre de naissances	Taux de la natalité pour 1.000 habitants	Excédent des naissances (+) ou des décès (—)
1876	960.000	26,2	+ 133.000
1886	927.000	23	
1896	867.000	22,5	

(1) Cependant on peut faire beaucoup pour réduire la mortalité infantile : il y a encore 170.000 nouveau-nés qui n'atteignent pas l'âge de 2 ans.

(2) La moyenne de la vie française augmente continuellement. Elle a passé de 31 ans en 1820 à 38 en 1870, 43 en 1899, et 45 en 1907. Actuellement, le nombre des personnes atteignant 70 ans est triple de celui de 1830.

(3) Vers la même époque (1784), Necker évaluait l'excédent annuel des naissances sur les décès à 182.000.

Années	Nombre de naissances	Taux de la natalité pour 1.000 habitants	Excédent des naissances (+) ou des décès (—)
1907	774.000	19,7	— 19.000
1908		20,1	+ 48.000
1909		19,6	+ 13.000
1910		19,6	+ 71.000
1911	742.000	18,7	— 35.000
1912	751.000	19,0	+ 57.000
1913	746.000	18,8	+ 41.000

Pendant la même époque l'Allemagne eut parfois plus de 2 millions de naissances par an. Du reste, le taux de notre natalité était inférieur à celui de tous les autres pays. Alors qu'en 1913 il n'y avait en France que 18,8 naissances pour 1.000 habitants, il y en avait en :

Roumanie.....	42,1	Pays-Bas	28,1
Hongrie	34,3	Danemark	25,6
Portugal.....	33,0	Ecosse.....	25,5
Italie.....	31,7	Norvège.....	25,2
Espagne.....	30,3	Angleterre et Pays de Galles..	24,1
Autriche.....	29,6	Irlande	22,8
Allemagne.....	28,3	Belgique.....	21,6

Par suite, on constate dans tous ces pays de considérables excédents de naissances sur les décès, excédents qui sont parfois même restés notables pendant les années de guerre.

Au contraire, la natalité de la France a diminué régulièrement durant la même époque; les excédents de décès civils furent formidables (1).

(1) Cette statistique ne porte que sur les 77 départements non envahis (population civile, seulement).

Années	Nombre de naissances	Taux de la natalité pour 1.000 habitants	Excédent de décès (—)
1914	394.222	18,0	— 53.327
1915	387.806	11,3	— 267.340
1916	315.087	9,4	— 292.655
1917	343.310	10,4	— 269.838
1918	399.041	12,1	— 389.575 (1)
1919	403.502	12,4	— 217.181

Alors que la population civile française était en recul constant au cours de ces années, celle de presque tous les pays voisins continuait de s'accroître. Dans aucune nation, le taux de la natalité n'est tombé aussi bas que chez nous. En Allemagne, il était encore de 17 en 1916; en Belgique, il n'est pas descendu en dessous de 11,3 (en 1918).

Du reste, voici quel fut l'excédent des naissances ou des décès (—) dans les états limitrophes de la France au cours de la guerre :

	Allemagne	Angleterre et Pays de Galles	Belgique	Espagne	Italie
1913	833.800	376.915	52.344	168.501	438.516
1914	766.011	362.354	40.849	157.867	470.736
1915	362.888	252.351	21.519	178.983	368.040
1916	68.817	277.303	— 2.646	157.338	159.779
1917—	142.396	169.424	— 34.312	136.417	11.917
1918 (2)		50.782	— 64.173	— 83.064	— 509.058
1919		188.426	12.588	103.322	77.645

(1) Chiffre élevé par suite de l'épidémie de grippe qui fit passer le nombre des décès de 613.148 en 1917 à 788.616 en 1918.

(2) Epidémie de grippe infectieuse.

La faiblesse (1) de la natalité est donc la seule cause de la dépopulation de notre pays, mais d'où provient-elle? Elle ne semble pas tenir à une impuissance physiologique. Le taux de la natalité est resté très élevé au Canada. Aujourd'hui même, dans la population algérienne, formée de colons en majorité Français, récemment immigrés, il est supérieur à ce qu'il est en France. Il faut donc chercher la raison de cette faible natalité dans un fait uniquement volontaire : infécondité voulue et, si les moyens anticonceptionnels n'ont pas réussi, recours à l'avortement.

Voilà la véritable cause du fléau.

On ne peut invoquer une nuptialité trop faible. Le nombre des nouveaux mariés, pour 1.000 habitants, était en 1913 de 15, analogue à celui des autres nations :

Roumanie.....	18,3	Italie.....	14,9
Hongrie.....	18,2	Danemark.....	14,4
Japon.....	16,2	Suisse.....	13,8
Belgique.....	16,1	Espagne.....	13,6
Angleterre.....	15,7	Autriche.....	13,4
Pays-Bas.....	15,5	Portugal.....	13,2
Allemagne.....	15,4	Norvège.....	12,6
France.....	15	Suède.....	11,8

La nuptialité ne peut donc être incriminée. Cependant, son taux (2) pourrait s'améliorer si le mariage

(1) Une réaction qui se manifeste toujours après toutes les guerres meurtrières a eu lieu. En 1920, pour l'ensemble du territoire (Alsace-Lorraine comprise), le chiffre des naissances a été de 834.411, entraînant un excédent de 159.790. Il faut noter d'ailleurs que cet excédent de naissances, inconnu depuis 1874, est dû à des causes exceptionnelles (taux très élevé de la nuptialité, 27,6 0/00 en 1919) qui n'agiront que passagèrement.

Le taux de la natalité (21,3 0/00) est du reste bien inférieur à celui des autres nations. En 1920, l'Allemagne (non compris le Wurtemberg et le Mecklembourg) a eu un excédent de 623.367 naissances et l'Angleterre (sans l'Ecosse et l'Irlande) un de 491.781.

(2) Ce taux a inévitablement diminué au cours de la guerre. Il est passé de 15 pour 1.000 habitants en 1913, à 10,2 en 1914, 4,6 en

avait lieu plus tôt, si l'on encourageait les unions précoces.

Ce n'est pas non plus la stérilité pure et simple qui est la cause du mal, car le nombre des familles sans enfants diminue. De 18 pour 100 ménages en 1856, ce taux est passé à 17 en 1891 et à 15 en 1910. Cette stérilité absolue est presque toujours physiologique et souvent la conséquence de deux autres fléaux : l'alcoolisme et la syphilis. Elle est rarement volontaire, car on désire perpétuer sa race. Comme le disait M. Paul Leroy-Beaulieu : « L'enfant unique, surtout garçon, si l'on était sûr qu'il vécût et que lui-même en eût à son tour et ainsi de suite, serait le rêve d'un nombre très considérable de familles françaises. Le deuxième enfant est considéré comme un en-cas ou pour mêler les sexes; le troisième, comme une erreur encore acceptable et le quatrième comme une fâcheuse surprise (1). »

On ne veut pas avoir trop d'enfants pour pouvoir leur donner une situation égale, sinon supérieure à la sienne. Aussi voici les tristes conséquences de ce raisonnement : sur 100 ménages, 15 n'ont pas d'enfants, 26 n'en ont qu'un, 23 n'en ont que deux, soit 64 qui ont moins de trois enfants, chiffre de la famille normale (2).

Donc la faiblesse de notre natalité tient à une infécondité voulue (3), encouragée par une propagande anticonceptionnelle effrénée. La France traverse une crise morale; la diminution des sentiments religieux

1915, 6,6 en 1916, 9,6 en 1917 et 10,7 en 1918. En 1919, il est monté à 27,6. En 1920, il a atteint le chiffre formidable de 31,8. Le nombre des mariages a dépassé 623.000. Jusqu'alors on en avait compté au plus 352.000 (en 1872).

(1) P. Leroy-Beaulieu. — La question de la population, 1913, p. 259.

(2) Deux enfants pour remplacer les parents, un pour parer au décès ou à l'infécondité d'un de ses aînés.

(3) D'après le Dr Maurel, 60 0/0 des familles qui n'ont eu qu'un ou deux enfants auraient pu en avoir davantage. (*Journal officiel*, 1910, Documents Parlem. Sénat S. E. Annexe n° 354, p. 59 sq.)

n'est certes pas étrangère à ce mal. Il est prouvé que, généralement, les peuples les plus religieux sont les plus prolifiques (Canadiens catholiques, Luthériens d'Allemagne, Orthodoxes Bulgares, Serbes, Roumains et Russes). Avant la guerre, le taux des naissances était en France de 25,9 dans le Finistère, 24,8 dans le Morbihan; mais seulement de 17,4 dans le Var, 13,7 dans l'Yonne (1). De plus, dès 1919, alors que tous les autres départements avaient des excédents de décès, seuls marquaient un accroissement de population le Finistère, le Bas-Rhin et la Moselle (2).

Telles sont les causes de notre dépopulation. Il n'y a pas lieu de s'attarder longtemps sur les conséquences désastreuses de ce mal.

Diminution de l'influence française (3); exploitation infructueuse de nos colonies par suite de l'impossibilité d'envoyer de nombreux colons dans nos possessions d'outre-mer.

Les enfants peu nombreux sont élevés trop tendrement : ils ne désirent améliorer leur situation que par l'épargne, d'où disparition de l'esprit d'initiative, abandon des entreprises aléatoires. Par suite, le commerce est moins prospère, la marine ne trouve plus de recrues,

(1) *Bulletin de l'Académie de Médecine* du 15 mai 1917, p. 604 sq. — Rapport de M. le professeur Charles Richet.

(2) Déjà, en 1892, alors que notre population accusait un déficit de 20.041 décès (en réalité le déficit de la population française était de 27.658, les étrangers résidant en France ayant eu un accroissement de 7.617 naissances), on constatait que les cinq départements bretons avaient à eux seuls un excédent de 15.688 naissances. (*Le Correspondant*, 25 avril 1894 : Un cri d'alarme. M. de Nadaillac.) De même pendant le premier semestre de 1912, il y eut en France un excédent de 14.171 naissances sur les décès, mais à eux seuls quatre départements bretons en ont eu un de 13.270. L'excédent fut donc de 901 pour le reste de la France! (*J. O.* 1913. Débats Parlem. Sénat, p. 25. Séance du 31 janvier. M. Charles Riou.)

(3) Dans les pays de l'Amérique latine, la législation anglo-saxonne tend de plus en plus à supplanter la nôtre.

Le français tend à perdre son rôle de langue diplomatique.

les carrières à revenus fixes tentent de plus en plus : on répugne aux travaux pénibles.

De plus, la richesse nationale diminue, puisque la production diminue ; les charges fiscales sont de plus en plus onéreuses, les dépenses croissant malgré l'état stationnaire de la population. Les charges militaires sont également plus lourdes : durée plus longue du service militaire, les classes étant moins nombreuses, nécessité d'appeler un plus grand nombre de conscrits au lieu de faire une bonne sélection physique.

Cela entraîne diminution de la moralité et de la solidarité. Quelle ironie de parler de fraternité à ceux qui n'ont pas connu celle de la famille, qui n'ont eu ni frères, ni sœurs ! De tels Français ne sont capables de comprendre que l'individualisme, c'est-à-dire l'égoïsme, et hélas, ils sont légion !

Enfin, conséquence la plus grave de toutes : diminution de notre force, d'où tentation pour les pays voisins de coloniser la France, en attendant qu'ils ne l'annexent. Les Allemands avaient essayé ce moyen, et s'ils n'avaient été si impatients, rien ne prouve qu'ils n'eussent connu le triomphe.

« Le moment approche, écrivait le docteur Rommel avant la guerre, où les cinq fils pauvres de la famille allemande viendront facilement à bout du fils unique de la famille française. Quand une nation grossissante en coudoie une autre plus clairsemée qui, par suite, forme un centre de dépression, il s'établit un courant d'air vulgairement appelé invasion, phénomène pendant lequel le droit et la morale sont mis provisoirement de côté. »

Peu s'en fallut que cette prédiction ne se réalisât et nombreux sont les Allemands qui considèrent que la victoire française a simplement retardé cette échéance.

De là dernière conséquence de la dépopulation : la guerre.

Quelle eût été la situation de la France si sa population s'était accrue depuis 1870 dans la même proportion que celle de l'Allemagne? En 1914, son armée eût été presque double, et les Allemands n'escomptant pas son infériorité numérique, n'eussent jamais osé tenter l'attaque.

A ceux qui disent : « Nous ne voulons pas élever d'enfants pour les faire tuer, nous ne voulons pas avoir de fils pour qu'on les envoie à la boucherie », il faut répondre : « Plus il y aura de Français, plus la France sera respectée et de moins en moins nombreux seront les risques de guerre. Un pays faible et dont la population diminue excitera toujours les convoitises de ses voisins. Un peuple fort s'accroissant régulièrement, pourra prospérer tranquille dans la paix et le travail. »

En tout cas, il est une chose qu'il ne faut pas craindre de trop répéter. C'est que ce sont les sept millions et demi (1) de ménages qui n'ont pas voulu avoir trois enfants et aussi les 1.350.000 célibataires masculins de plus de 30 ans qui sont cause de la dépopulation de la France. Ce sont eux les vrais responsables de la guerre!

Combien de parents n'ayant qu'un fils et l'ayant perdu au front doivent reconnaître la faute que leur fit commettre leur égoïsme? Ils n'ont personne pour les consoler.

Telles sont les effroyables conséquences de la dépopulation française. Non seulement, si elle ne réagit pas,

(1) Evidemment, il ne faut pas incriminer les familles, en petit nombre sans doute, physiologiquement stériles ou qui, pour les mêmes raisons, n'ont pu avoir plus d'un ou de deux enfants.

la France ne pourra plus ambitionner une place honorable pour son commerce, son industrie, mais elle devra renoncer à marcher à la tête des nations sur le chemin de la civilisation; elle devra même renoncer à se défendre, renoncer à son existence nationale.

Le problème de la dépopulation est d'une gravité inouïe : il s'agit de la vie ou de la mort du pays. Il faudrait à la France 500.000 naissances annuelles de plus pour qu'elle conserve sa place dans le monde. Peut-on espérer les obtenir? Peut-être : en agissant sur les causes primordiales de décroissance de la natalité : la restriction volontaire, la propagande anticonceptionnelle et l'avortement. L'avortement? Est-il donc si répandu qu'on puisse espérer, en en réduisant le chiffre, obtenir un accroissement sensible du taux de la natalité? On va en juger.

II. - Statistique de l'Avortement

« Je conseille à toutes les personnes qui se désolent sur l'avenir de notre pays, au point de vue de la natalité, d'aller regarder le nombre de fœtus que ramènent les râdeaux des égouts. Allez voir les milliers de victimes qui sont emportées à la Seine, ou qui, en cours de route, sont arrêtées par les râdeaux d'acier des égouts. Et quand vous aurez vu ce spectacle d'épouvante, vous comprendrez la nécessité qui s'impose à nous d'étudier le problème de la dépopulation. »

Dr MESLIER (1).

Comment évaluer le nombre des avortements volontaires qui se pratiquent annuellement en France? Est-ce

(1) J. O. 1913, Débats Parlem. Chambre, séance du 28 mars.

à l'aide de la statistique des affaires qui passent devant le jury? Non, car les affaires qui viennent à la barre sont bien loin de représenter le nombre réel de ces actes. Cependant on peut toutefois retirer un enseignement de leur étude.

Il reste, de plus, la statistique des maternités, cliniques, hôpitaux, qui montrent l'augmentation du nombre des avortements par rapport aux accouchements, et des évaluations approximatives qui, malgré l'autorité de ceux qui les avancent, sont sujettes à caution.

Si, par la statistique judiciaire, on n'apprend pas le nombre des avortements, on peut toujours voir dans quelle proportion ils ont augmenté. C'est ainsi que l'on constate qu'ils sont trois fois plus fréquents depuis la guerre. Alors qu'en 1909, 1910, 1911, 27, 34 et 30 affaires de cette sorte furent soumises au jury, leur nombre monta à 124 en 1916, 122 en 1917, 125 en 1918 et 104 en 1919.

D'autre part, en 1913, pour cent crimes de toute nature on comptait 4,13 avortements, et en 1914 3,05. Cette proportion, encore de 4,79 en 1915, monta brusquement à 11,04 en 1916, 10,82 en 1917, 10,53 en 1918, et se maintint à 8,55 en 1919.

Donc, le nombre de ces affaires a plus que triplé en dix ans. Sur dix crimes poursuivis, un est un avortement.

Si l'on étudie maintenant les statistiques des maternités et cliniques, on constate que la proportion des avortements, par rapport aux accouchements, croît d'année en année. Du reste, ces chiffres sont sujets à caution, car seuls sont connus des services médicaux

les avortements ayant eu des suites morbides, et même pas tous, beaucoup de femmes se faisant soigner à domicile.

Toutefois, cela permet de constater leur progression rapide.

Proportion des avortements pour 100 accouchements (1)

	1893	1901	1906	1910	1911	1914	1917
Maternité de Tenon	5.07	15.03					
— de Beaujon	13.80	17.18					
— Lariboisière	11.16	17.03					
— St-Antoine	6.66	18.49		26.72	27.59		
— Boucicaut	7.8	17.7	22.18				
Clinique Tarnier (2)	6.5					16.5	12.6

Mais, dira-t-on, ces avortements peuvent être naturels? Certes, pas tous cependant. Les praticiens qui sont le mieux placés pour recevoir les confidences de leurs clientes estiment que la moitié au moins de ces avortements sont criminels (Dr Doléris). Le docteur Boissard porte cette proportion à 70 0/0.

Ce sont les médecins qui peuvent le plus exactement nous renseigner sur la gravité du fléau. Beaucoup ont fait des évaluations approximatives. Le 21 décembre 1910, le professeur Lacassagne faisait paraître, dans le *Matin*, un article intitulé : « Le crime national : 500.000 enfants manquent chaque année à la France, assassinés avant d'avoir vu le jour. »

Ce nombre semble formidable, et cependant, si l'on se reporte à l'évaluation faite par le même médecin pour Lyon, on arrive à cette conclusion : c'est qu'il y a plus d'avortements que de naissances. En effet, ce pra-

(1) Résultat d'observations faites par MM. les docteurs Doléris et Bar.

(2) Cette proportion était de 2,7 en 1834.

ticien estime que, dans cette seule ville, il se pratique annuellement 10.000 avortements, alors qu'il n'y a que 8 à 9.000 naissances.

Cet avis, malheureusement, n'est pas unique : pour M. le docteur Bar, le nombre des avortements criminels égale celui des naissances. C'est aussi l'avis du docteur Paul Landroy. D'autres donnent des chiffres de deux, trois ou quatre cent mille. En 1909, dans son congrès, la « Société obstétricale de France » estima que l'avortement détruisait le tiers des produits de la conception.

Le professeur Budin évalue le nombre de ces pratiques à 500 par jour, soit 185.000 par an.

Pour Paris seul, le docteur Robert Monin donne un chiffre de 100.000 (1), alors qu'il n'y a annuellement que 60.000 naissances dans la capitale. Le docteur Georges Bertillon évalue à 50.000 le nombre des avortements à Paris. Il se base sur trois constatations pour démontrer leur augmentation continue dans la capitale :

1° La diminution des naissances illégitimes.

En 1852-55, pour 1.000 femmes de 15 à 49 ans non mariées, il y avait 72,1 naissances illégitimes; en 1901-1905, il n'y en avait plus que 32.

Cette décroissance subite provenait sans doute de ce que, depuis une vingtaine d'années, l'avortement est devenu dans la classe des irréguliers une habitude, une institution.

2° L'accroissement du nombre des mort-nés. Leur nombre, qui était de 55 pour 1.000 naissances de 1817 à 1835, a passé à 80 en 1890. Le plus grand nombre doit

(1) D'après le docteur Blondel, si les avortements sont en si grand nombre à Paris, cela provient de ce que de pudiques anglaises y viennent à cette seule fin, parfois du samedi au lundi. Séance du 17 avril 1907, de la Société d'Obstétrique, rapporté dans la *Revue philanthropique*, 1907, p. 145 sq. Drouineau. De l'avortement, mesures à prendre.

être occasionné par des avortements criminels. Le docteur Doléris a également fait la même constatation.

3° Enfin accroissement continu de la morbidité puerpérale. Alors qu'à Paris le nombre des accouchements reste sensiblement le même, celui des accidents passe de 1959 en 1905 à 4.142 en 1908, ce qui ne peut s'expliquer que par l'infection des voies génitales, par les mains malpropres et inhabiles des avorteurs.

L'avortement est donc un mal considérable, beaucoup plus qu'on ne le croit généralement. Quelques affaires en ont démontré l'étendue; ainsi, à Montargis, une avorteuse avait fait 15.000 victimes (1); à Paris, en juin 1921, on arrêta une *faiseuse d'anges* qui avait provoqué plus de 1.000 avortements.

« Les manœuvres abortives sont pratiquées dans toutes les classes de la société, avec une fréquence qui va croissant d'année en année. Cette maladie sociale menace à brève échéance la vie même de la nation (2). »

En 1915, il y en avait deux fois plus qu'en 1906, six fois plus qu'en 1896 (3)!

Mais, s'il y a vraiment là un danger, des mesures législatives sévères ont dû être prises pour y parer? Il

(1) J. O. 1914, Débats Parlem. Sénat, séance du 5 mars. — M. le sénateur Cazeneuve.

(2) Congrès des médecins praticiens de France de 1910, d'après J. O. 1919, Documents Parl. Chambre. Annexe n° 6679, p. 2347.

(3) A remarquer que le nombre des avortements croît avec les progrès de la science médicale et de l'antisepsie. Aussi est-il beaucoup plus développé dans les villes (60 0/0 des affaires). Au contraire, c'est l'infanticide qui domine dans les campagnes (75 0/0 des affaires).

manque annuellement 500.000 naissances à la France. Or, une sommité médicale ne disait-elle pas que tel était le nombre des avortements? Leur réduction s'impose donc et la justice doit y appliquer une répression efficace. C'est ce qu'il faut étudier maintenant, non sans avoir essayé au préalable de donner une définition de l'avortement.

CHAPITRE II

DÉFINITION DE L'AVORTEMENT

En médecine, l'avortement est l'expulsion spontanée « fausse couche », ou non spontanée « avortement proprement dit », du produit de la conception non viable, par opposition à l'accouchement prématuré qui s'applique à un enfant viable et a lieu à partir du septième mois de la grossesse.

Il y a diverses sortes d'avortements :

1° Les avortements spontanés ou involontaires, plus couramment connus sous le nom de fausses couches ;

2° Les avortements provoqués qui se subdivisent en : avortements nécessaires ou thérapeutiques, et en avortements criminels.

Le Code français est muet sur la légitimité des premiers, mais en revanche auteurs et jurisprudence sont d'accord pour admettre qu'il n'y a, dans ce cas, aucune faute pour le médecin. L'état de nécessité entraîne pour

lui l'impunité. Donc, cet acte est licite quand il est « publiquement pratiqué par les gens de l'art, pour sauver la vie de la mère (1). »

Mais il ne doit avoir lieu que dans des cas tout à fait exceptionnels. Seuls certains accidents graves peuvent le légitimer. Du reste, le plus souvent, le médecin en procédant à l'avortement ne fait que précéder la nature qui rejetterait spontanément le produit de la conception. Ainsi, il ne sacrifie pas le fœtus fatalement condamné et il peut espérer sauver la mère. La preuve de l'état de nécessité dans lequel se trouve le praticien, établie à l'aide du témoignage d'un confrère consultant, suffit à sa justification.

L'avortement criminel est le seul réprimé par la loi qui veut par là : assurer l'évolution normale des grossesses et protéger la vie de l'enfant.

Le Code pénal ne donne aucune définition de l'avortement criminel. Aussi chaque auteur a-t-il proposé la sienne.

Pour M. Garraud, c'est « l'expulsion prématurée, volontairement provoquée, du produit de la conception (2). » Par leur concision, ces quelques mots nous montrent que l'on doit totalement faire abstraction des conditions de forme régulière, de viabilité et d'âge du produit expulsé.

Le professeur Laccassagne dit que « c'est l'expulsion avant terme du produit de la conception, par suite de manœuvres criminelles (3). »

Enfin, voici la définition la plus développée, celle de

(1) Ceci est controversé en droit canonique.

F. Montier. — *De l'avortement criminel*, p. 51. Paris 1894.

(2) Garraud, René. — *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, 2^e édition. Paris, 1900, t. IV, p. 707 sq.

(3) Laccassagne, A. — *Précis de médecine judiciaire*, 2^e édition. Paris 1886, p. 526 sq.

Tardieu : « L'avortement est l'expulsion prématurée et violemment provoquée du produit de la conception, indépendamment de toutes les circonstances d'âge, de viabilité et même de formation régulière (1). »

Ce qu'il faut retenir de toutes ces définitions, quelle que soit celle que l'on adopte, c'est que la vitalité du fœtus n'est nullement un des éléments de l'avortement. Sa mort n'influe en rien sur la criminalité du fait.

Admettre le contraire serait revenir à l'ancienne distinction entre l'effluxio et l'abortio (2).

(1) Tardieu. — Etude médico-légale sur l'avortement. Paris 1881, p. 4.

(2) Vieille théorie grecque distinguant le fœtus animatus et non animatus, et ne considérant l'avortement comme un crime que du jour, arbitrairement fixé, où celui-ci avait reçu le souffle de vie.

CHAPITRE III

LÉGISLATION ACTUELLE. - SON INSUFFISANCE

I. Législation actuelle

Les dispositions relatives à l'avortement se trouvent dans l'article 317 du Code pénal, qui n'a subi aucune modification depuis 1810.

Article 317 : « Quiconque, par aliments, breuvages, médicaments, violences ou par tout autre moyen, aura procuré l'avortement d'une femme enceinte, soit qu'elle y ait consenti ou non, sera puni de la réclusion.

« La même peine sera prononcée contre la femme qui se sera procurée l'avortement à elle-même, ou qui aura consenti à faire usage des moyens à elle indiqués ou administrés à cet effet, si l'avortement s'en est suivi.

« Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens qui auront indiqué ou administré ces moyens, seront condamnés à la peine des

travaux forcés à temps, dans le cas où l'avortement aurait eu lieu. »

Il faut étudier successivement : les éléments constitutifs du crime d'avortement (puisqu'il est considéré comme tel par le Code pénal), la pénalité et les circonstances aggravantes, enfin les problèmes soulevés relativement à la tentative et à la complicité.

§ I. — ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DE L'AVORTEMENT.

La doctrine et la jurisprudence n'ont pu se mettre d'accord pour les fixer. Alors que la première déclare que la consommation du crime est un élément essentiel, la seconde n'admet pas cette solution et estime que la simple tentative est punissable. Par suite, elle est obligée d'admettre la grossesse de la femme comme élément du crime. Donc, trois faits sont indispensables pour qu'il y ait avortement :

1° Des manœuvres abortives : non limitativement déterminées, puisque le premier paragraphe de l'article 317 ajoute « et par tout autre moyen ». Si les moyens mis en œuvre pour provoquer l'avortement étaient inopérants et qu'il y eut intention criminelle, on pourrait toujours poursuivre pour coups et blessures ou ingestion de substances nuisibles à la santé (Montpellier, 6 décembre 1869. D. 1870. 2. 179).

2° Pratiquées sur une femme enceinte. En effet, la doctrine admettant qu'il n'y a avortement qu'en cas de consommation du crime, il est évident que la grossesse de la femme est nécessaire. Mais même la jurisprudence

admet qu'il ne peut y avoir tentative d'avortement que sur une femme enceinte. En cas d'absence de grossesse, des manœuvres abortives ne constitueraient pas le crime d'avortement. Il y aurait impossibilité légale. C'est ce qu'a admis la Cour de cassation dans un arrêt du 6 janvier 1859 (1). Elle a même décidé que ce serait là un élément à retenir dans le questionnaire posé au jury, surtout en cas de tentative.

C'est là la théorie du crime impossible. Sur ce point, deux thèses sont en présence :

a) La thèse objectiviste : celle de la doctrine et de la jurisprudence françaises. Pas de grossesse, pas d'infraction : certes, la résolution criminelle apparaît, mais n'est pas jugée suffisante pour engager la responsabilité de l'agent.

Toutefois, en cas de manœuvres pratiquées pour faire avorter une femme dont la grossesse n'est qu'apparente, l'agent pourra être poursuivi pour administration de substances nuisibles à la santé (article 317, Code pénal, § 4, 5, 6), soit pour blessures involontaires (article 320, Code pénal) (2), ou pour violences volontaires (articles 309 à 312, Code pénal).

b) Thèse subjectiviste : d'après elle, il y a crime dès que la volonté criminelle de l'agent est formelle et non équivoque. Beaucoup plus logique que la précédente,

(1) D. 1859. 1. 336 : « Attendu que d'après l'esprit et les termes de l'article 317, la grossesse de la femme sur laquelle le crime est commis est une condition constitutive de ce crime..., qu'il peut se faire que des pratiques coupables, semblables à celles que prévoit l'article 317, soient opérées sur une femme ayant l'apparence d'une femme enceinte, alors qu'en réalité il n'existe pas de grossesse, et que par suite il n'y a pas d'avortement possible; que là où se rencontre une impossibilité matérielle à la perpétration du crime même, se rencontre une impossibilité de même nature pour l'existence en fait et la qualification en droit de la tentative... »

(2) Voir : Montpellier, 6 décembre 1869. D. 1870. 2. 179.

elle est admise depuis une décision du 30 mars 1883 par la jurisprudence du Tribunal suprême de l'Empire allemand. Depuis, elle a été de nouveau consacrée à plusieurs reprises.

Il serait à souhaiter qu'une semblable jurisprudence s'implantât en France, ou qu'un texte législatif rendit inapplicable la théorie du crime impossible à l'avortement. Le projet de loi voté par le Sénat, le 29 janvier 1919, contenait cette heureuse modification, mais la Commission de la Chambre la repoussa, estimant que les articles du Code pénal réprimant les violences atteindront suffisamment les auteurs des crimes impossibles (1).

3° L'intention criminelle de procurer l'avortement. Cet élément doit consister dans la volonté, soit de la part de la femme enceinte, soit de la part d'un tiers, d'atteindre le but visé, c'est-à-dire l'expulsion du fœtus. De plus, il est de toute nécessité que cette intention soit criminelle : c'est pourquoi l'avortement thérapeutique n'est pas réprimé par la loi.

L'intention criminelle est aujourd'hui unanimement admise comme élément du crime d'avortement. Il n'en fut pas toujours de même et l'on cite un arrêt de la Cour de Rome du 8 octobre 1812, qui applique l'article 317 au cas où l'avortement n'est que le résultat involontaire de coups volontairement portés (2). Cette décision est unique. C'est avec raison que la jurisprudence ne l'a pas suivie.

Tels sont les éléments constitutifs du crime d'avortement. Il n'y en a pas d'autres. En particulier, il n'y a

(1) *J. O.* 1919. Doc. Parlem. Chambre. S. O. Séance du 7 août. Annexe n° 6679, p. 2347.

(2) Blanche. — *Etudes pratiques sur le Code pénal.* Paris 1888, t. IV, p. 855.

pas lieu de s'enquérir de la vie ou de la vitalité du fœtus : la théorie de l'animation n'existe plus.

§ 2. — PEINES ET CIRCONSTANCES AGGRAVANTES.

L'article 317 du Code pénal punit l'avortement de la réclusion, peine dont la durée est de cinq ans au moins et dix ans au plus (Article 21, Code pénal). La loi applique la même peine à la femme qui s'est procuré l'avortement à elle-même et au tiers qui a indiqué ou administré les moyens propres à le procurer. Pour les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens, le paragraphe 3 de l'article 317 édicte la peine des travaux forcés à temps dont la durée est de cinq à vingt ans (Article 19 du Code pénal).

La loi n'a reconnu aucune circonstance atténuante, mais le jury est toujours libre de les accorder aux accusés. Dans ce cas, par application de l'article 463 du Code pénal, la femme et ses complices sont condamnés de un à cinq ans de prison sans que la Cour puisse abaisser la peine au-dessous du minimum de un an; quant aux personnes visées par le paragraphe 3, elles seront condamnées soit à la réclusion, soit à l'emprisonnement, avec un minimum de deux ans.

Par contre, le Code pénal a prévu une circonstance aggravante subjective pour les médecins, chirurgiens, etc.; elle est tout à fait compréhensible; en effet, ces derniers sont bien plus coupables que la femme quand ils font usage, pour détruire, d'un art qu'ils ne devraient employer que pour conserver la vie. Si la femme

ne trouvait pas tant de facilité à se procurer les moyens d'avortement, la crainte d'exposer sa propre existence, en usant de médicaments inconnus d'elle, la ferait réfléchir; souvent elle différerait son acte et serait peut-être, par la suite, arrêtée par le remords. Ces considérations justifient amplement cette aggravation de peine.

Il n'y aurait rien de plus à dire sur elle si les termes peu précis de la loi n'avaient soulevé une importante controverse relative aux personnes visées par le paragraphe 3 de l'article 317 : l'expression « et autres officiers de santé » vise-t-elle les sages-femmes et les herboristes? On comprend facilement l'intérêt pratique considérable qu'il y aurait à donner pareille extension aux termes du Code, car c'est surtout parmi ces deux professions que se recrute la classe des avorteurs.

I. — Pour les sages-femmes, seule une faible partie de la doctrine (1) et un seul arrêt (2) ne veulent pas leur appliquer l'aggravation de peine, car chaque fois, disent-ils, que le Code a voulu parler des sages-femmes, il l'a fait clairement. Ainsi, l'article 378, sur le secret médical, les cite expressément après les officiers de santé. De même, la loi du 19 ventôse an XI a nettement séparé ces deux classes de gens de l'art. Or, en matière de droit pénal, tout est de droit strict. Enfin, les sages-femmes ne peuvent être comprises dans l'expression « et autres officiers de santé », puisque, quand la loi du 30 novembre 1892 a supprimé ces derniers, on n'a nullement considéré le maintien des sages-femmes comme une exception.

(1) Chauveau et Faustin Hélie. — Théorie du Code pénal. Paris 1872, t. IV, n° 1369 sq.

Le Graverend. — Traité de la législation criminelle en France, 3^e édition. Paris 1830, t. II, p. 125.

(2) Orléans, 30 décembre 1850. D. 1851. 2. 8.

Par contre, une jurisprudence (1) constante aujourd'hui et la majorité des auteurs (2) étendent la circonstance aggravante aux sages-femmes, pour le même motif qui l'a fait établir pour le médecin, car l'une comme l'autre ne doit employer son art que pour conserver. C'est certes la solution la plus équitable.

Toutefois, la jurisprudence n'admet pas l'aggravation de peine quand la sage-femme se procure l'avortement à elle-même. En effet, c'est contraire à la seule interprétation possible des termes « qui auront indiqué ou administré ces moyens » (Besançon, 20 février 1888, arrêt précité).

II. — Faut-il étendre l'expression « et autres officiers de santé » aux herboristes? C'est beaucoup plus difficile à admettre que pour les sages-femmes. Aussi la controverse reste-t-elle entière.

En effet, leur profession n'a pas pour but de conserver la vie. On ne peut les assimiler aux pharmaciens, car ce serait procéder par analogie, ce qui est contraire au principe de l'interprétation pénale. De plus, l'examen qu'ils subissent n'exige de leur part aucune connaissance obstétricale dont l'abus deviendrait une circonstance aggravante du crime. Tel est l'avis de M. Garraud (3). De même, la cour d'assises de l'Aube (4) n'a

(1) Cass. 26 janvier 1839 (S. 39. 1. 230). — 9 janvier 1847 (D. 47. 1. 96). — 10 décembre 1868 (D. 70. 5. 36). — 23 novembre 1872 (D. 72. 1. 430). — Toulouse, 13 janvier 1881 (D. 81. 2. 84). — Besançon, 20 février 1888 (D. 88. 2. 235). — Assises de la Somme, 22 avril 1852 (D. 52. 5. 52). — Tribunal de Saint-Marcellin, 26 décembre 1872 (D. 74. 2. 69).

(2) Blanche, op. cit. T. IV, n° 621. — Garraud, op. cit. T. IV, p. 718 sq.

(3) Garraud, René. — Traité théorique et pratique de droit pénal français, t. IV, 2^e édition. Paris 1900, p. 718 sq.

(4) 16 février 1883 (S. 86. 2. 47).

pu voir des officiers de santé dans les herboristes et les a fait rentrer dans le droit commun.

Quant à l'opinion contraire, elle se base sur un arrêt de la Cour de cassation (10 décembre 1868 précité) se rapportant à une sage-femme, dans lequel fut posé le principe que l'on considérerait comme officier de santé, « toute personne munie d'un titre légal qui se livre à l'une des branches de l'art de guérir ». Or, les herboristes exercent-ils « l'art de guérir » ? On peut le contester (1).

Aucune autre circonstance aggravante n'existe dans la loi française. L'avortement salarié n'est pas réprimé plus sévèrement. On ne distingue pas entre le cas où le tiers a pratiqué un avortement sur une femme enceinte avec son consentement, et celui où il a agi sans consentement, peut-être même malgré sa résistance formelle et avec violence. Et pourtant, dans le second cas, le crime est beaucoup plus grave, car il n'atteint pas seulement à l'intérêt social et à la vie future de l'enfant en germe, mais aussi à la liberté, à l'honneur et parfois même à la santé ou à la vie de la mère.

La peine n'est pas plus forte, au cas d'une lésion qui compromettrait la santé de la femme, ou au cas de coups contre une femme enceinte dont résulte l'avortement.

Quand la mort résulte des pratiques abortives, il n'y a pas circonstance aggravante, mais l'on intente deux poursuites : une pour avortement ; l'autre pour coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort, sans intention de la donner (article 309, Code pénal, § 4). La

(1) Le projet de loi voté par le Sénat le 29 janvier 1919 nomme expressément les sages-femmes, herboristes...

peine prévue est celle des travaux forcés à temps : il en résulte que seule la situation des coupables autres que les gens de l'art est aggravée.

§ 3. — DE LA TENTATIVE.

La loi punit la tentative comme le crime même (article 2, Code pénal). Mais ce principe reçoit une exception en cas d'avortement criminel, car sa rigoureuse application aurait des conséquences fâcheuses. Toutefois, la doctrine et la jurisprudence sont loin de s'entendre sur l'étendue de cette exception.

Alors que la doctrine est presque unanime à déclarer que la tentative d'avortement n'est jamais punissable parce que la poursuivre serait un scandale inutile puisqu'il n'y a pas eu dommage ; au contraire, la jurisprudence n'admet l'impunité que pour la femme coupable d'une tentative d'avortement pratiquée sur elle-même.

Il faut donc distinguer : la tentative commise par la femme et celle commise par un tiers.

I. — Tentative commise par la femme : Dans ce cas, le texte du paragraphe 2 de l'article 317 est formel, donc tout le monde est d'accord et il ne pourrait en être autrement. Le législateur a admis ici l'impunité parce que, le plus souvent, la femme qui se livre sur elle-même à des pratiques abortives ne songe qu'à se soustraire au déshonneur. De plus, il ne faut pas que l'on puisse accuser légèrement l'innocence des femmes, étant données les crises plus ou moins graves que traverse leur santé durant la grossesse et dont souvent le médecin lui-même est incapable d'établir le véritable caractère.

2. — Tentative commise par les tiers : Ici une controverse célèbre divise la doctrine et la jurisprudence.

D'un côté toute la jurisprudence (1) et un seul auteur, M. Blanche (2), soutiennent que la tentative est punissable.

De l'autre, la doctrine (3) confond le tiers et la femme dans la même impunité.

A. — Voilà quel est le système établi par la jurisprudence :

1° La tentative d'avortement essayé par tout autre que par la femme ou un homme de l'art, doit être punie comme le crime même aux termes du paragraphe premier de l'article 317;

2° Dans le cas du troisième paragraphe, la tentative essayée par un homme de l'art doit être punie non con-

(1) Cass. 16 octobre 1817 (S. 18. 1. 75). — 29 janvier 1852 (D. 55. 2. 52). — 20 janvier 1853 (D. 53. 1. 72). — 24 juin 1858 (D. 58. 1. 428). — 7 octobre 1858 (D. 58. 1. 474). — 26 juillet 1860 (D. 60. 1. 470). — 3 mars 1864 (D. 64. 1. 406). — 22 septembre 1881 (S. 83. 1. 789).

(2) Blanche. — Etudes pratiques sur le Code pénal. Paris 1888, t. IV, p. 860 sq. D'après cet auteur, le paragraphe premier de l'article 317 reste muet sur la tentative comme pour le meurtre, l'assassinat, le parricide..., parce que, aux termes de l'article 2, toute tentative de crime est considérée comme le crime même. Pourquoi en serait-il autrement à l'égard de l'avortement?

(3) Rauter. — Traité théorique et pratique de droit criminel, t. II. Paris, 1836.

Le Graverend. — Traité de la législation criminelle en France. Paris 1830, t. I, p. 123.

Boitard. — Leçons de droit criminel revues par Gustave de Linage et Faustin Hélie, 1867, 3^e leçon, n° 23, p. 43. — Garraud, op. cit., t. IV, p. 721.

Le Sellyer. — Traité de la criminalité, de la pénalité et de la responsabilité, t. I, n° 37, p. 66 sq., Paris 1874.

Chauveau et Faustin Hélie. — Théorie du Code pénal. Paris 1872, t. IV, p. 67 sq.

De même : Revue critique de législation et de jurisprudence, t. XV, p. 167. — Tentative d'avortement. Médecin, par Girard de Vasson.

formément au paragraphe 3, qui veut que l'avortement ait réellement eu lieu, mais à l'aide du paragraphe premier.

En effet, la jurisprudence a été embarrassée par les derniers mots du troisième alinéa : « Dans le cas où l'avortement aurait eu lieu. » Le législateur aurait-il voulu laisser impunie la tentative commise par les gens de l'art? Non, car ce serait leur faire une situation meilleure qu'à toute autre personne coupable d'une tentative; aussi la jurisprudence décide-t-elle que le paragraphe 3 ne déroge au paragraphe premier que pour aggraver la peine dans le cas où l'avortement a eu lieu effectivement et que, dans le cas contraire, on doit appliquer l'alinéa premier. Il en résulte qu'en cas de simple tentative, les gens de l'art sont punis de la réclusion, et qu'en cas de consommation du crime, ils encourrent les travaux forcés à temps.

Telle est la thèse jurisprudentielle développée pour la première fois dans un arrêt de la Cour de cassation du 16 octobre 1817.

Les auteurs la réfutent en montrant qu'un tel système torture l'article 317 sans rentrer dans le cadre de l'article 2. Il faut appliquer ou l'un ou l'autre de ces deux articles. Si l'on applique l'article 317 la tentative est toujours impunie; si l'on applique l'article 2, l'homme de l'art doit être puni des travaux forcés à temps. Mais cette dernière solution se heurte à la disposition formelle du paragraphe 3 *in fine*. Aussi la jurisprudence qui veut se rapprocher le plus possible de l'article 2, a-t-elle pris un moyen terme inadmissible, puisque pour les gens de l'art celui-ci ne réprime pas la tentative comme le crime même.

« Il me semble difficile, je l'avoue, dit M. Le Grave-
rend, d'accumuler plus de subtilités et de contradictions

pour arriver à une décision contraire au texte du code, a'nsi qu'au commentaire légal qu'en a donné le rapporteur de la commission au Corps législatif, et également en opposition avec le but moral du législateur et l'intérêt de la Société. »

B. — La doctrine base sa théorie sur le texte même de l'article 317 et sur les travaux préparatoires du Code pénal.

I. — Sur le texte. Au paragraphe premier, l'expression « aura procuré » ne prouve-t-elle pas que seul le crime consommé est visé? Non; c'est là un mauvais argument, car la plupart des dispositions pénales sont rédigées dans des termes tels qu'elles paraissent ne punir que le crime achevé. Or, malgré ces termes, nul n'a songé à accorder l'impunité à la tentative de meurtre, d'assassinat, de parricide, d'infanticide... (1).

Si ce premier argument a peu de valeur par lui-même, la combinaison des mots employés dans ce paragraphe premier avec ceux des autres paragraphes, pèse d'un grand poids en faveur de la thèse de la doctrine.

En effet, au paragraphe 2 la loi emploie pour la femme l'expression « se sera procuré », c'est-à-dire la même qu'à l'alinéa précédent. Donc les termes étant les mêmes, la solution doit être la même et la tentative sera ou punie ou impunie dans les deux cas.

Or, le législateur a dû employer à dessein le mot « procuré » pour bien montrer qu'il ne sévissait que contre le crime consommé. Quand il a employé d'autres expressions, il n'a pas manqué d'ajouter « si l'avortement s'en est suivi », « dans le cas où l'avortement au-

(1) A condition, bien entendu, que les conditions exigées par l'article 2 soient réunies.

rait eu lieu ». C'est ce qu'il a fait aux paragraphes 2 et 3 où il spécifie que la tentative n'est pas punissable pour la femme « qui a consenti à faire usage des moyens à elle indiqués » et pour l'homme de l'art qui a indiqué ou administré les moyens d'avortement.

Une telle précision dans ces cas permet de supposer que, pour le législateur, le mot « procuré » ne visait que le crime consommé, et qu'il a toujours voulu laisser la tentative d'avortement impunie, à moins que l'on admette une peine pour la tentative quand la femme s'est procuré l'avortement, et l'impunité quand elle a consenti à faire usage des moyens indiqués ou administrés à cet effet. Pareille solution est inacceptable.

Par contre, toutes les contradictions des différents paragraphes de l'article 317 disparaissent si l'on admet comme une règle commune à eux tous, que l'avortement n'est puni soit à l'égard de la femme, des tiers, ou des gens de l'art, qu'autant qu'il s'est effectué.

2. — Sur les travaux préparatoires : Ces documents indiquent nettement que le législateur n'a jamais voulu atteindre la tentative. Au cours de la discussion au Conseil d'Etat et au Corps législatif des amendements proposés pour punir la tentative furent repoussés. La pensée des rédacteurs de l'article apparaît clairement. La tentative n'est punissable dans aucun cas.

Donc l'article 317 est une exception formelle au principe de l'article 2. Il s'applique à un crime consommé, c'est-à-dire suivi des faits et non point à une tentative impuissante. Le crime tenté, même manqué, c'est-à-dire tenté jusqu'au bout, n'est frappé d'aucune peine. Cela ressort nettement de l'étude du texte.

Au contraire les subtilités amassées par la jurisprudence pour rendre admissible l'opinion contraire n'ont abouti qu'à un système illogique, car la tentative et le

crime sont punis d'une peine inégale chez les gens de l'art, ce qui est contraire au principe fondamental de l'article 2.

Mais pourquoi alors les décisions judiciaires persistent-elles dans cette voie et conservent-elles ce non-sens juridique? Y a-t-il donc un intérêt social de première importance à réprimer la tentative? N'est-ce pas, au contraire, M. Le Graverend, partisan de la thèse de l'impunité, qui invoquait en sa faveur le but moral voulu par le législateur et l'intérêt de la société?

Il faut en conclure que des intérêts très grands sont en conflit.

Le législateur n'a incriminé que l'avortement consommé par suite de la difficulté de constater une intention presque toujours incertaine et équivoque, par suite de la difficulté de preuve de la tentative. Il n'a eu pour mobile que la crainte du scandale et le respect de l'honneur de la femme : motifs éminemment dignes d'intérêt.

Par contre, le législateur n'a pas songé que l'avortement tenté sans le consentement de la mère nécessite une répression. C'est à cette lacune que la jurisprudence a voulu pourvoir, mais comme la loi ne distingue pas selon que l'avortement est ou non consenti, elle a dû déclarer la tentative punissable dans tous les cas (1).

Y a-t-il lieu d'admettre qu'une peine s'impose toujours contre la tentative commise par un tiers, et ce, dans un intérêt général? Il semble qu'une réponse affirmative s'impose. En tout cas, c'est ce qu'a admis le Sénat dans le projet de loi tendant à réprimer les avortements voté le 29 janvier 1919 (2).

(1) F. Montier. — De l'avortement criminel. Paris 1894, p. 56 sq.

(2) Il est à remarquer que, par suite de la correctionnalisation de l'avortement, la tentative ne devient punissable qu'en cas de disposition expresse (art. 3 du Code pénal).

§ 4. — DE LA COMPLICITÉ.

Le principe que le complice est puni de la même peine que l'auteur (sous réserve des circonstances atténuantes) s'applique au crime d'avortement.

Il en résulte qu'au cas de tentative, le complice sera impuni comme la femme elle-même, si c'est elle qui en est l'auteur. Au contraire, il sera condamné si l'auteur est un tiers. La jurisprudence (1) admet même, ce qui est contestable, que le complice du médecin, pharmacien, etc., doit subir l'aggravation de peine du paragraphe 3, en cas de crime consommé.

Donc, quand il y a plusieurs auteurs, par exemple la femme enceinte et un homme de l'art, il faut distinguer les faits de complicité suivant l'auteur principal auquel ils se rapportent, puisque la pénalité sera différente. C'est ainsi que la Cour de Besançon (2) a décidé que la femme consentante à ce que l'avortement soit pratiqué sur elle commet un crime distinct de celui commis par la personne qui lui a procuré l'avortement et, par suite, ne peut être considérée comme la complice de celle-ci. Donc, la Cour en a conclu que, dans une affaire où les poursuites étaient dirigées à la fois contre une sage-femme, contre la femme elle-même et leurs complices, il y avait lieu de préciser par des qualifications distinctes, si les faits de complicité se rattachaient à l'accusation dirigée contre la sage-femme ou à celle dirigée contre la femme (3).

(1) Cass. 16 juin 1855 (D. 55. 5. 47). — 23 novembre 1872 (D. 72. 1. 430).

(2) Besançon, 20 février 1888 (S. 89. 2. 38. — D. 88. 2. 235).

(3) De même Toulouse, 13 janvier 1881 (D. 81. 2. 84).

Telle est la législation actuelle tendant à réprimer l'avortement, et, brièvement exposées, les différentes observations auxquelles donnent lieu son étude. Des peines sévères pour la femme ou les tiers auteurs, une aggravation de pénalité pour les gens de l'art, la même peine pour le complice que pour l'auteur principal et la répression de la tentative quand elle est l'œuvre d'un tiers, voici l'ensemble des moyens répressifs donnés à la justice pour combattre ce fléau. La lutte est-elle efficace? On va en juger.

II. Impuissance de la législation actuelle

Une rapide esquisse statistique permet de constater avec quelle faiblesse est exercée la répression du crime d'avortement. Le nombre des procès intentés chaque année est tout à fait minime. Voici quel il fut par période quinquennale depuis 1826 :

1826 à 1830	8	1871 à 1875	20
1831 à 1835	8	1876 à 1880	20
1836 à 1840	13	1881 à 1885	22
1841 à 1845	18	1886 à 1890	22
1846 à 1850	22	1891 à 1895	34
1851 à 1855	35	1896 à 1900	24
1856 à 1860	30	1901 à 1905	21
1861 à 1865	24	1906 à 1910	28
1866 à 1870	17		

Des données statistiques plus complètes concernant les affaires d'avortement, de 1908 à 1913, faciliteront les explications qui vont suivre.

Années	Affaires classées sans suite	Non-lien	AFFAIRES JUGÉES			
			Nombre d'affaires	Nombre d'accusés	Acquit- tements	Condam- nations
1908			25	66	54	12
1909	788	136	27	77	57	20 (1)
1910	760	154	34	103	69	34
1911	895	147	30	78	49	31
1912	858	166	45	96	57	39
1913	856	213	89	287	193	94 (2)

Enfin, depuis 1914, par suite de l'augmentation du nombre des avortements, celui des affaires soumises au jury s'est aussi notablement relevé. Il fut, en 1914, de 50; en 1915, de 44; en 1916, de 124; en 1917, de 122; en 1918, de 125; en 1919, de 104.

Il résulte nettement de ces quelques chiffres que la répression a toujours été exercée avec une faiblesse indiscutable. Quand on évalue les avortements criminels, c'est par centaines de mille qu'il faut compter; mais quand on dénombre les condamnations, il ne s'agit plus que de dizaines d'unités.

Non seulement les affaires poursuivies sont en petit nombre, mais la proportion des acquittements prononcés par le jury est considérable (3).

(1) Dont 19 avec circonstances atténuantes.

(2) L'augmentation du nombre des affaires et des condamnations en 1913 est due à ce que l'opuscule de MM. Balthazard et Prévost : « Une plaie sociale », fut répandu à profusion. (*Revue pénitentiaire*, mars-avril 1917, p. 104).

(3) Dans le ressort de Nancy, de 1915 à 1920, les acquittements interviennent dans la proportion de 75 0/0.

Alors qu'ils étaient intervenus dans la proportion de 63,3 0/0 de 1880 à 1905, ils sont intervenus dans celle de 79 0/0 en 1907, 81,8 0/0 en 1908, 74 0/0 en 1909 et 68 0/0 en 1910.

De 1844 à 1845, période où la répression atteignit son maximum d'intensité, la proportion des acquittements fut encore de 50,5 0/0.

De plus, rarement les peines prévues par le Code sont appliquées aux condamnés; en effet, dans un très grand nombre de cas, les circonstances atténuantes sont accordées.

Cette proportion fut de :

1851 à 1855	64 %	1881 à 1885	84 %
1856 à 1860	75 %	1886 à 1890	81 %
1861 à 1865	68 %	1891 à 1895	89 %
1866 à 1870	67 %	1896 à 1900	86 %
1871 à 1875	71 %	1901 à 1905	84 %
1876 à 1880	77 %	1906 à 1910	83 %

En 1911, elle fut de 89 0/0.

En 1909, elle avait atteint le chiffre formidable de 95 0/0.

En outre, la nature des condamnations varie : le nombre des peines correctionnelles augmente, celui des peines criminelles diminue.

Périodes	Peines correctionnelles	Réclusion	Travaux forcés à temps
1851 à 1880	65 %	30 %	5 %
1881 à 1905	85 %	12 %	3 %

Cette indulgence déplorable a eu pour résultat une augmentation du nombre des récidivistes. Dans la période 1876-1880, il y en avait 21 pour 100 accusés. Cette proportion est montée à 24,6 de 1886 à 1890, et à 36,6 de 1901 à 1905.

Elle a eu également un autre résultat non moins regrettable : c'est d'arrêter le zèle des parquets. En effet, la fréquence des acquittements n'est pas faite pour l'exciter, et bien souvent les membres du Ministère public aiment mieux classer une affaire que susciter un débat où ils prévoient que la loi subira un échec.

Si l'on joint à cela la difficulté qu'ont les parquets et les juges d'instruction à faire les poursuites, on comprend facilement pourquoi le nombre des affaires classées et des ordonnances de non-lieu croît sans cesse.

Le nombre des affaires classées sans suite est passé de 24 en 1832 à 69 en 1842, 120 en 1852, 183 en 1862, 248 en 1882, 788 en 1909, 895 en 1911, 856 en 1913. La proportion des affaires impoursuivies par rapport à celles soumises au jury, qui était de 92 0/0 en 1871-75, est montée à 97 0/0 en 1911.

A quoi tient donc cette impunité dont semblent bénéficier avortées et avorteurs ? A deux choses : d'une part à la difficulté d'exercer des poursuites, d'autre part à la mentalité du jury.

En effet, des difficultés considérables de preuves existent même pour le médecin légiste, car il est souvent impossible d'acquérir la certitude de la criminalité d'un avortement. D'autres fois, par suite de l'étendue du fléau, des magistrats faisant à tort passer l'intérêt individuel avant l'intérêt général, hésitent à poursuivre, de peur d'un scandale trop considérable (1). Enfin, le

(1) C'est ainsi que dans une petite ville des environs de Paris, on arrêta une sage-femme à la suite d'une dénonciation. L'inculpée présenta au juge d'instruction son registre où figurait le nom des clientes qu'elle avait fait avorter. Il y avait là des femmes du peuple, des femmes de négociants très honorables, des femmes d'officiers et celle d'un magistrat ! Par esprit de fausse camaraderie, le juge d'instruction éprouva le besoin de se faire mettre en congé. Son successeur ne continua pas la poursuite. Aujourd'hui, la sage-femme

fait que la jurisprudence déclare le secret médical intangible n'est pas non plus pour faciliter les poursuites. La loi elle-même, à cause de la théorie du crime impossible, entrave l'œuvre de la justice (1).

En second lieu, l'impuissance de notre législation tient à la mentalité du jury. Recruté dans le peuple, il se laisse facilement aller à l'émotion, à la pitié, et les avocats ne se font pas faute de faire naître ces sentiments en lui. Le juré ne réprime sévèrement que les crimes dont un jour ou l'autre il peut être victime. Il ne comprend pas que la faute sociale est aussi grande, que l'on supprime une vie, ou une espérance de vie. Implacable pour l'assassin, il sera plein d'indulgence pour l'avorteuse, ou pour l'auteur d'un crime passionnel. Certains jurys, celui de la Seine en particulier, composé vraisemblablement de Parisiens névropathes, se sont acquis par là une triste réputation. En 1891, dans l'affaire des avortements de Clichy, il acquitta 49 accusés à la fois. Il semble bien que là c'était le crime lui-même qui était absous. Evidemment, parmi

exerce ouvertement son métier. (D'après le docteur Le Bee à la Société générale des prisons. *Revue pénitentiaire*, juillet-septembre 1917, p. 167.)

(1) Témoin l'affaire suivante, arrivée à Tourcoing. M. Dron, maire de cette ville, ayant appris que 26 avorteuses exerçaient dans sa cité, en avisa le Parquet. Leurs ravages étaient visibles, puisqu'en 1898 Tourcoing comptait 2.450 naissances et 1.675 en 1906. Le procureur jugea inutile de poursuivre, n'ayant pas d'éléments suffisants d'accusation. M. Dron obtint alors de M. Clémenceau, président du Conseil, quelques agents de la Sûreté pour trouver des preuves. Ils agirent si bien qu'ils obtinrent le consentement des 26 avorteuses à l'opération abortive sur une femme qui les accompagnait. Au jour dit, la femme se rend chez une avorteuse et au moment précis où l'opération commence, les agents font irruption dans la place et dressent procès-verbal. L'affaire se termina par une ordonnance de non-lieu, parce que la femme n'était pas enceinte.

Rapporté par M. De Las Cases à la séance du Sénat du 31 janvier 1913. *J. O. Débats parlém.*, 1913, Sénat, p. 29.

les jurés, certains avaient dû se livrer à l'acte poursuivi sur la personne de leur femme, fille ou maîtresse. Quelle bonne occasion pour eux de se préserver eux-mêmes et de mettre leur conscience en repos, si toutefois elle avait des remords!

« L'avortement détruit le pays, mais n'atteint pas les douze gardes nationaux de la magistrature (1). »

Alors que le Code considère la destruction du fœtus comme un crime, le jury, se transformant en législateur, a cru devoir, quand il n'acquitte pas, ne prononcer que des peines correctionnelles. Cela montre clairement ce qu'a d'incomplet l'institution du jury, institution qui, par ailleurs, a donné des résultats tout à fait satisfaisants.

En résumé, pour ces diverses causes, le crime d'avortement reste impuni au vu et su de l'autorité judiciaire qui est frappée à son égard d'une impuissance absolue.

Les enfants assassinés avant d'avoir vu le jour se comptent par centaines de mille, les accusés sont au nombre de quelques dizaines; les quatre cinquièmes d'entre eux sont acquittés. Quant aux quelques condamnés restant, 90 0/0 bénéficient des circonstances atténuantes.

Voilà à quoi aboutit tout le sévère appareil de l'article 317. C'est bien là « une faillite judiciaire » (2).

Quelle attitude prendre en présence d'une telle constatation? Ou bien, comme le disait M. Barthou, alors garde des Sceaux : « Il existe un intérêt social de premier ordre à ce que l'avortement ne bénéficie pas plus

(1) *Revue politique et parlementaire*, novembre 1917. — Article de M. Berthélemy.

(2) *Revue hebdomadaire*, 1^{er} décembre 1917: — Le Secret professionnel, par Ch. Morizot-Thibault, de l'Académie des sciences morales et politiques.

longtemps d'une aussi dangereuse impunité » ; dans ce cas, il faut agir et non pas se contenter de proclamer, en 1910, l'extrême urgence d'une réforme non encore réalisée actuellement ; ou bien, il faut, constatant l'unanimité du jury à accorder l'impunité à ce crime, se demander si la conscience populaire n'a pas raison de l'absoudre, si le législateur n'a pas fait fausse route en le réprimant et si l'on ne doit pas, purement et simplement, biffer l'article 317 du Code pénal.

CHAPITRE IV

POSITION DE LA QUESTION. -- L'AVORTEMENT EST-IL UN CRIME ? (1)

I. Le droit à l'avortement

Ce droit est admis par tous les néo-malthusiens. C'est une conséquence fatale de leurs théories qui reposent sur les deux bases suivantes : libre amour et maternité consentie.

« Nous, les femmes, affranchies des préjugés ancestraux, qui nous refusons à voir dans l'amour une souillure et dans la souffrance une nécessité... nous prétendons disposer librement de nos flancs qui nous appartiennent, n'être mères qu'à notre gré, en choisissant

(1) Crime est pris ici dans le sens d'action nuisible que la loi doit punir et non dans son sens juridique par opposition à délit.

nous-mêmes le moment opportun, sans qu'aucune considération religieuse ou patriotique vienne influencer sur notre décision, sans que personne ait à examiner les raisons qui nous font craindre ou désirer la conception. La liberté de la maternité nous apparaît comme la liberté primordiale, sans laquelle toutes les autres ne sont jamais qu'un leurre (1). »

C'est le même raisonnement que font beaucoup de jeunes mariés : « Notre corps, disent-ils, est un merveilleux instrument de plaisir; nous en ferons vibrer toutes les cordes, tous nos nerfs auront leur secousse, mais quant à supporter les conséquences de nos jouissances, non jamais ! » Et ce droit à l'amour conduit directement à la prophylaxie anti-conceptionnelle, et indirectement, si ces manœuvres sont inefficaces, à l'avortement.

Ce droit à l'avortement est réclamé par les partis socialistes. On l'a vu clairement en 1911, lors des poursuites intentées, à Bayonne, contre le docteur Long-Savigny. Le placard suivant a été affiché dans tout le département des Basses-Pyrénées : « Le parti socialiste affirme hautement les principes suivants : ... la femme devrait avoir le droit de se soustraire à une maternité non désirée en se faisant avorter, avec le concours légal du médecin; l'avortement pratiqué ainsi et en temps utile, délivré de tous procédés empiriques, n'exposerait plus l'avortée aux conséquences d'une opération effectuée clandestinement par des mains inexpérimentées et incompetentes; l'avortement deviendrait ainsi une opération normale et sans risques. Le fait d'avortement volontaire ne constituerait ni crime, ni délit, ni pour l'avortée, ni pour l'avorteur. »

(1) Nelly Roussel, dans enquête de la *Chronique Médicale* de 1904 sur la légitimité de la prophylaxie anti-conceptionnelle.

Cette question du droit à l'avortement avait déjà été débattue en 1909, dans une enquête faite à ce sujet par la *Chronique Médicale*. D'intéressantes réponses lui parvinrent. Mais il ne suffit pas de constater que nombreux sont ceux qui légitiment cette opération, il faut de plus se demander pourquoi. La réponse est simple : c'est que, pour eux, l'avortement n'est un crime ni contre les mœurs, ni vis-à-vis de la mère, ni vis-à-vis du fœtus, ni vis-à-vis de la société.

1. — *Ce n'est pas un crime contre les mœurs.* — En effet, on ne peut voir là un attentat à la pudeur si la femme est consentante. On ne peut y voir non plus un délit contre les mœurs. Cet acte est toujours secret; c'est, au contraire, la publicité qu'entraîne sa répression qui fait naître le scandale et qui crée la contagion, mais, par lui-même, il n'y a dans l'avortement nulle offense pour les bonnes mœurs.

2. — *Vis-à-vis de la mère ce n'est pas plus un crime.* — Certains voient là une atteinte à l'intégrité personnelle. La femme met ses jours en danger : cet argument ne peut être retenu. Pour qu'il y ait faute, il faut qu'il y ait violation d'un droit. Or, l'homme n'a pas de droits vis-à-vis de lui-même. De plus, la loi n'a jamais réprimé, ni l'alcoolisme, ni la débauche, qui entraînent pourtant des atteintes à l'intégrité personnelle. C'est que la première des libertés, pour la femme, est celle de son corps : elle doit avoir le droit d'être mère à son gré. Donc, quand la femme est consentante, pas de crime : *volenti non fit injuria*. Quand elle ne l'est pas, il y a évidemment un délit commis à son égard, mais il n'est nullement besoin pour cela d'invoquer une infraction spéciale, le délit de violences suffit.

3. — *Vis-à-vis du fœtus.* — Pas plus que précédemment il n'y a crime, et c'est un tort de vouloir tenter

une assimilation avec l'infanticide. Pour qu'il y ait infraction, il faut qu'il y ait violation d'un droit. Mais il n'y a pas de droit sans sujet; le droit est une relation d'homme à homme; le sujet du droit est l'homme en tant qu'il fait partie de la société; or, la vie humaine ne commence pas avec la conception, donc le fœtus n'est pas un homme, il n'est pas dans la société. Il n'en fera partie qu'à la naissance, lorsqu'il prendra contact avec le monde extérieur. Auparavant, il est étroitement lié à la mère et, pour être logique, la loi devrait poursuivre les imprudences de la femme enceinte qui peuvent mettre en danger la vie du fœtus; elle ne le fait pas, elle ne doit pas non plus punir la destruction de l'enfant à venir.

Donc, il ne peut exister de rapports juridiques qu'entre hommes, par suite le fœtus n'a pas de droits et sa suppression n'est pas un crime (1).

Jusqu'à la naissance, le fœtus fait partie du corps de la mère. C'est là la vieille conception du droit romain : « *Infans pars viscerum matris.* » Par suite, la femme qui le supprime ne peut pas plus être châtiée que si elle s'attaquait à une de ses mains, à un de ses doigts. L'embryon ne peut être considéré comme un être individuel, il ne vit qu'en fonction de la mère, dont il fait partie intégrante; elle a le droit absolu de le sacrifier comme ses cheveux, ses ongles, ou même l'un de ses membres. C'est ce que l'on pouvait lire dans le numéro de septembre 1907 du journal *Régénération* (2) :

(1) Tel est l'avis de M. Victor Margueritte, qui pense que le droit à l'avortement est absolu : « Tant qu'un être n'a pas vu le jour et n'existe que de la vie fœtale, il me semble faire partie intégrante de la chair qui le porte. Qui songerait à restreindre les droits de l'individu sur lui-même? Le droit à l'avortement m'apparaît comme l'un des pleins droits individuels. »

(2) D'après Alphonse Dumas. — Contribution à l'étude de l'avortement criminel. Paris 1911, p. 63.

« Un fœtus n'est qu'une portion du corps d'une femme; elle peut en disposer comme de ses cheveux, de ses ongles, de ses excréments; l'oppression de dirigeants ineptes et malfaisants a seule pu en décider autrement. »

Donc le fœtus n'est pas un individu; il a seulement quelques chances de le devenir et, en le détruisant, ce sont ces chances que l'on anéantit. Ce n'est qu'un tissu éventuel, qui n'est rien encore « que ce que l'on voudra qu'il soit (1) », et qui n'a d'autres droits que ceux que lui accordent son ou ses auteurs. Il ne saurait avoir de droits personnels reconnus par le législateur.

Cependant, tous les partisans du droit à l'avortement ne le sont pas d'une manière aussi absolue. Beaucoup ne le légitiment que dans les premiers mois de la gestation (2). Ils basent leur opinion sur les difficultés que rencontre l'expert pour apprécier s'il y a eu avortement au début d'une grossesse. Mais ils se heurtent à une autre difficulté non moins grande, c'est de dire à quelle époque le fœtus prend forme humaine et cesse d'être une masse de chair, à quelle époque il y a crime?

Il y a impossibilité de fixer l'âge auquel commenceraient les droits de l'enfant à venir, donc il faut admettre qu'ils ne commencent qu'à la naissance; auparavant il n'en a aucun, même pas le droit à l'existence.

4. — *Vis-à-vis de la Société.* — Pour que la Société en éprouve un dommage, il faudrait d'abord prouver que l'accroissement illimité de la population est un

(1) Docteur Courtault. — Enquête de la *Chronique médicale*, 15 février-15 avril 1909.

(2) Spiral. — Essai d'une étude sur l'avortement. Nancy 1882.
Docteur Edouard Ritter von Liszt. — *Die Kriminelle Fruchtabtreibung*, d'après S. Du Moriez. — L'avortement. Paris 1912.

bien en soi. De plus, la collectivité n'éprouve aucune lésion, car les enfants supprimés par l'avortement sont des indésirables et des indésirés. Ce sont, la plupart du temps, des illégitimes, des miséreux. S'il étaient nés, ils auraient été abandonnés par leur mère et à la charge de la Société; plus tard, tous ces enfants qui n'auraient pas dû naître deviennent des hommes vicieux, sans utilité pour le pays. L'avortement permet de les éliminer. C'est donc un bien.

La Société ne doit élever que des êtres utiles et non pas un grand nombre d'inutiles qui restent à sa charge. Du reste, si elle perdait quelque chose à un avortement, tout ce qu'elle pourrait exercer ce serait une action en dommage, mais elle ne pourrait nullement infliger une peine.

La Société n'a aucun droit à la naissance du fœtus : l'opinion contraire oblige à lutter contre les pratiques anti-conceptionnelles qui causent le même tort que l'avortement; or, cette lutte n'est-elle pas impossible (1) ?

Tels sont les différents sujets actifs qui peuvent exister dans l'avortement; or, le droit d'aucun d'eux n'est violé, donc il ne peut y avoir crime.

A cela, les partisans du droit à l'avortement ajoutent de nombreuses considérations pour le légitimer dans des cas particuliers. Ainsi, M. Spiral l'admet quand la femme agit par crainte de la misère, car alors, non seulement elle se sauve du déshonneur, mais elle rend service à la Société. Il rappelle les paroles de Louis Blanc :

(1) C'est le reproche que fait Mme Séverine à la thèse de la répression : « A quel moment est-il légal l'avortement? A quel moment ne l'est-il pas? L'Eglise est logique au moins dans ses restrictions, ses défenses, mais le Code... Ah! le blagueur! » — Enquête de la *Chronique médicale* de février 1909.

« La misère est horriblement prolifique; c'est un fait prouvé par des chiffres. La fécondité du pauvre jette dans la Société des malheureux qui ont besoin de travailler et ne trouvent pas de travail. Arrivée là, une Société n'a plus qu'à choisir entre : tuer les pauvres ou les nourrir gratuitement : atrocité ou folie (1). »

En second lieu, on légitime l'avortement quand la femme a été enceinte à la suite d'un viol. Nul ne peut exiger d'une femme qu'elle respecte la conséquence d'un crime perpétré sur sa personne (2). Pour les partisans du droit à l'avortement, cet argument est inébranlable.

On prétend également qu'il n'y a pas crime quand il

(1) En tout cas, il n'y a pas à hésiter : quand des miséreux sont venus au monde il faut faire la *folie* de les assister; l'Etat ayant besoin de bras pour produire, la Patrie de poitrines pour la défendre, il est nécessaire que l'on vienne en aide aux pauvres.

(2) Cette question est devenue, au cours de la guerre, d'une douloureuse réalité par suite des innombrables attentats commis par les troupes allemandes sur les femmes françaises et belges.

En France, le sénateur Louis Martin déposa une proposition de loi demandant que le fait déclaré criminel dans les circonstances normales, ne fut pas réprimé dans les régions envahies, de même que pour les réfugiés de ces provinces. Ce texte avait le tort de laisser certainement échapper des criminelles, femmes non enceintes des œuvres d'un ennemi qui, avortées, auraient profité de cette mesure de faveur.

Ce problème fut porté devant l'opinion par la *Revue* (15 février-1^{er} mars 1915). L'enfant du crime doit-il naître? Oui, d'après MM. Daudet, l'abbé Wetterlé, mais il doit être confié à l'Assistance publique. Il pourrait être inscrit sur les registres de l'état civil comme né de père et mère inconnus. La grande majorité des personnalités consultées admirent une excuse dans ce cas et nombreuses furent celles qui reconnurent le droit à l'avortement. Cependant, certains s'y opposèrent, car une telle pratique met la vie de la mère en danger. Et cependant, au cours de la guerre, était-ce la Cour d'assises ou n'était-ce pas plutôt une glorieuse citation qui attendait celui qui tuait un ennemi? Or, la femme violente ne faisait-elle pas de même? Avait-elle le devoir de servir de terrain passif de culture? Non. N'avait-elle pas au contraire le droit d'expulser le germe, comme on expulse l'assaillant de chez soi? C'est là l'avis de nombreuses autorités, entre autres de M. le professeur

s'agit d'expulser le fruit malsain d'un tuberculeux, d'un syphilitique, d'un alcoolique ou d'un fou (1).

Il en est de même quand la vie de la mère est en péril. Et puisque, dans certains cas, on sacrifie le fœtus pour sauver la mère, on doit aussi le supprimer quand la fille-mère, pour échapper au déshonneur, veut se suicider.

Certains légitiment le droit à l'avortement dans les conceptions illégitimes jusqu'au sixième mois de la

Bossi, de Gênes. Quant au Gouvernement français, il ne suivit pas les tendances qui auraient eu pour effet d'encourager l'avortement des malheureuses femmes ou jeunes filles violentées par l'ennemi. Il décida de faciliter l'abandon de l'enfant dans des conditions de secret absolu, tout en permettant à la mère de le retrouver.

Il est presque inutile d'ajouter que chaque fois qu'une affaire d'avortement survenu dans ces circonstances est passée à la Cour d'assises, le jury, sans même rechercher si le produit expulsé était bien celui d'un Allemand, si la mère dénaturée avait bien été violée, n'a pas manqué une si belle occasion de prononcer un acquittement, peut-être déplorable, mais en tout cas sensationnel et patriotique.

Sur ce sujet, voir : Schterbanoff. — *Réflexions médico-légales sur l'avortement*. Thèse Montpellier, 1915.

J. O. Documents Parlem. Sénat 1915, séance du 18 février. — Annexes n^{os} 41 et 42, p. 17 et 18.

Scuola Positiva, 25^e série, III-6-1915 :

Salvatore Messina. — *Le viol en temps de guerre et le droit à l'avortement*, p. 289.

Silvio Longhi. — *Les femmes violentées en temps de guerre et le « cas de nécessité »*, p. 481.

Bernardino Alimena. — *Conclusion sur la violence charnelle et le droit à l'avortement*, p. 673.

(1) De même des sommités médicales allemandes justifiaient la stérilisation artificielle quand de nouvelles grossesses amèneraient la misère dans la famille, ou au cas de tare héréditaire. *Über Indikationen und Methoden der fakultativen Sterilisierung der Frau*, par O. Sarwey, professeur à la Faculté de Tubingen in *Deutsche Med. Wochensh.* 1905, n^o 8, p. 292, et *Légitimité et indication de l'empêchement à la conception*, par A. Gœnner. *Zeit. für Gyn.* 1905, n^o 2, p. 94. — Analysés tous deux dans les *Annales de Gynécologie*, 1905, p. 245 sq. et 250 sq.

grossesse par la mère elle-même (1). D'autres le réclament pour toute fille-mère.

De plus, les partisans de ce droit estiment que l'article 317 est dangereux, parce que : la publicité faite autour des procès augmente la contagion; l'avortement doit être forcément clandestin, si bien qu'il se pratique dans de mauvaises conditions. Si, au contraire, on confiait aux médecins le soin de faire avorter les femmes, à ce décidées, on éviterait toutes complications pour leur santé, l'opération serait pratiquée avec le minimum de risques. S'il y a tant d'accidents actuellement, cela tient uniquement à ce qu'il faut se cacher.

Autre raison : l'avortement évite un mal plus grand : l'infanticide. Si le premier est licite, le second diminuera.

Non seulement l'existence de la répression met en péril l'existence de nombreuses femmes, qui se font avorter par des non-médecins, mais de plus certaines filles-mères se suicident; certaines femmes meurent d'accouchements pénibles, car on ne les a pas fait avorter de peur de la loi.

L'article 317 n'est pas seulement inutile, puisque la grande majorité des avortements reste impunie, mais il est hautement immoral, puisqu'il n'atteint que de rares malheureuses ignorantes, pauvres, malhabiles ou malchanceuses.

Enfin certains disent : la vie ne vaut pas la peine d'être vécue, et c'est rendre service au fœtus en l'empêchant de naître. L'avortement est un bien, c'est une soupape pour les indésirés qui sont souvent indési-

(1) Le Crime et la Réforme du droit pénal, par le docteur Hans Schneikert, de Berlin, in *Archiv. für kriminalanthropologie und kriminalistik*, 18^e volume, 2^e et 3^e livraisons, p. 105.

rables. C'est peut-être une faute contre la morale personnelle, au même titre que l'alcoolisme ou la débauche, mais la loi punit-elle dans ces cas? Non. L'ivrognerie n'est réprimée qu'en cas de scandale public; quant à la débauche, elle est au contraire réglementée. Pourtant ces deux fléaux ont des conséquences sociales infiniment plus graves que celles de l'avortement.

Et, même si l'on ne veut pas reconnaître ce droit à l'avortement, la répression sera toujours peu efficace. Elle ne peut atteindre que la femme dont la grossesse est déjà avancée de quelques mois. Dans les premiers mois de la gestation, il est difficile de distinguer l'avortement de la fausse couche. D'ailleurs, la volonté de ne pas procréer existe aussi dans l'usage des moyens anti-conceptionnels. Or, ceux-ci ne sont pas réprimés, car ils échappent à toute investigation. Est-ce donc la possibilité de punir qui fait naître la faute?

Telles sont les différentes raisons que les partisans du droit à l'avortement émettent à l'appui de leur thèse. Quelles sont celles de leurs adversaires?

II. L'avortement est un crime

La grande majorité du corps médical voit dans l'avortement un crime. Tel fut l'avis de la Société de médecine légale dans sa séance du 12 mars 1907. En 1910, le congrès des médecins-praticiens reconnut que tout avortement provoqué était un crime et se refusa de discuter le principe du droit à l'avortement. En 1917, l'Académie de médecine émit une opinion analogue.

Ceux qui admettent la répression de l'avortement rejettent d'abord la notion de la liberté de soi qu'admettent les néo-malthusiens. C'est pour eux une des fautes les plus graves commises envers la Société : « Elle est à la base de toute anarchie morale, physique ou intellectuelle et elle ne s'explique que par le culte effréné de l'égoïsme qui ravage notre époque. Dans tout milieu social, il n'existe pas de liberté absolue et notre liberté particulière est intimement liée à l'intérêt général, sinon toute législation croule fatalement (1). »

La femme ne peut avoir le droit à l'avortement, car elle n'est pas libre de son corps. Chacun d'entre nous a un rôle social bien déterminé. La femme ne saurait échapper à sa mission de transmettre la vie.

De même qu'au cours de la guerre tout Français avait le droit de défendre la Patrie, même au prix de sa vie, et que nul n'avait le droit de revendiquer sa liberté propre, la liberté de son corps; de même la mère ne peut se soustraire à l'espèce d'obligation militaire qui consiste, pour elle, à mener sa grossesse à terme, et elle ne peut couvrir son crime en réclamant la liberté de son corps.

Le droit à l'avortement ne peut être considéré, comme le fait M. Victor Margueritte, comme l'un des pleins droits individuels, car la liberté consiste à faire tout ce qui ne nuit pas à autrui (2); or, la suppression d'un homme en puissance est certainement nuisible à la collectivité tout entière, c'est-à-dire à autrui.

Prenons un à un les arguments des adversaires du droit à l'avortement.

L'avortement est un crime :

(1) Ch. Boulay. — La dépopulation française. Paris 1915, p. 58.

(2) Art. 4 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

1. — *Contre les mœurs* (1). — Il est immoral, il porte atteinte à l'amour maternel, il est contraire au but du mariage. Il se peut, mais ce n'est pas là une raison suffisante pour le réprimer, car, à ce compte, la débauche, le mensonge, tous les vices enfin seraient punissables. Ce n'est que quand nos actes nuisent à autrui que la loi intervient pour les réprimer.

L'avortement est contraire au but du mariage, mais alors, disent ceux qui veulent en faire un droit, pourquoi ne poursuivez-vous pas les pratiques anti-conceptionnelles? Evidemment, ces actes sont, comme celui qui nous occupe, des fautes contre la morale personnelle, mais les seconds ne sont pas réprimés par suite d'une impossibilité matérielle.

La suppression du fœtus est, de plus, destructive de la famille. N'est-ce pas plutôt la grossesse quand elle est adultérine, répondent ceux qui ne voient pas là un crime, qui porte atteinte à l'unité du foyer?

2. — *Vis-à-vis de la mère*. — Il y a crime si elle n'a pas consenti. Dans la plupart des cas, il y a d'ailleurs consentement de la mère. Par conséquent, il n'y a pas crime.

3. — *Vis-à-vis du père*. — De même il est lésé s'il n'était pas consentant. Du jour où sa femme est enceinte, il a acquis un droit sur ce germe. Il doit obtenir le fruit de ses œuvres. Le mariage ayant pour but la conservation de la société, si la femme se refuse systématiquement à avoir des enfants, il y a atteinte aux droits du mari.

D'ailleurs, comme dans la plupart des cas, ce dernier ne considère pas que le mariage a pour but la conser-

(1) C'est l'avis du docteur Hans Schneikert, de Berlin. Op. cit.

vation de la Société (1), et consent à l'avortement, il ne saurait y avoir lésion de son droit.

Quant au père naturel, son droit est certainement beaucoup plus discutable.

4. — *Vis-à-vis du fœtus.* — L'avortement porte atteinte à ses droits, car il a des droits. Le germe que la femme a pour mission d'enfanter, loin d'être une partie d'elle-même, est une individualité dont elle a la garde et la protection.

A la théorie qui le considère comme *pars mulieris*, on en oppose une autre qui voit en lui une personne : « Homo est qui futurus est », disait Tertullien, donc la suppression de cet enfant en puissance est un crime. Non, objecte-t-on, le fœtus n'a que quelques chances de devenir un individu et ce sont ces chances seulement que l'on détruit. Mais, alors, pourquoi poursuivre l'assassin, puisque, tout homme étant mortel, ce ne sont que les chances de survie de sa victime qu'il anéantit? De plus, la mortalité infantile étant très élevée, bien supérieure à la mortalité fœtale, pourquoi ne pas autoriser l'infanticide?

Certains n'admettaient pas complètement l'individualité du fœtus. Les Grecs et les Pères de l'Eglise distinguaient suivant son âge. Aujourd'hui encore, les embryologistes accordent au fœtus une vie propre, personnelle, distincte de celle de la mère, dès le troisième mois de la grossesse. Du reste, peu importe la date à laquelle il peut être animé. Du moment qu'à un moment, indéterminable exactement, de la grossesse, la femme porte en elle un être menant une vie indépendante, cela suffit

(1) Les partisans du droit à l'avortement estiment que le mariage n'a pas pour unique but la procréation, mais aussi l'agrément personnel des époux. Aussi l'union libre est-elle légitimée par la plupart d'entre eux.

pour établir que, dès le premier jour de la conception, le fœtus mérite la protection légale accordée à l'homme. Il a des droits à l'existence égaux à ceux de la mère, et non pas inférieurs comme le prétendent les néo-malthusiens, en disant que ces droits éventuels à la vie ne peuvent balancer avec les droits de la mère, même ceux au plaisir.

Donc, puisqu'on ne peut fixer avec certitude l'époque où le fœtus a une existence distincte, ne faut-il pas admettre que, quelle que soit la date de l'avortement, il y a toujours un droit lésé?

Le droit du fœtus à la vie est incontestable. D'ailleurs, la loi civile lui reconnaît une personnalité : les fils posthumes héritent de leur père. Les articles 725 du Code civil français et 1716 du Code civil allemand, dérivant du vieil adage : « *Infans conceptus pro nato habetur quoties de commodis ejus agitur* », confirment également cette manière de voir.

Tout cela montre bien que le fœtus est un être qui a des droits dont la violation nécessite une sanction. Mais alors, disent les partisans du droit à l'avortement, pour être logique il faut protéger non seulement la vie du fœtus, mais aussi son intégrité et sa santé, par suite régir le genre de vie de la mère, proscrire le port de corsets trop serrés, etc... Evidemment, cela devrait être, mais en pareille matière il faut tenir compte de la possibilité d'application pratique des dispositions légales qui seraient édictées.

En résumé, dès la conception, il y a dans le sein de la mère un être dont le droit à la vie est indéniable. C'est un crime de le faire périr et le devoir de la femme est de mettre son enfant au monde, quelque frêle et incertaine que soit son existence.

5. — *Vis-à-vis de la Société.* — De par sa constitution

même, il est impossible d'admettre le droit à l'avortement, car il s'attaque directement aux principes fondamentaux de toute société quelle qu'elle soit. Une nation qui considérerait cette opération comme licite se condamnerait à une disparition rapide. Ce serait une faute vis-à-vis des générations futures mises en état d'infériorité pour lutter contre les peuples voisins. Une nation est un ensemble de générations passées, présentes et futures; c'est une trahison contre ces dernières que de les empêcher de profiter du patrimoine amassé par les générations passées.

Il y a donc là un fait punissable dans l'intérêt de la nation. Le premier devoir de la Société est de vivre, de se conserver : *primo vivere, deinde philosophari*. L'avortement est un acte anti-social. Il doit donc être réprimé, car il menace la collectivité dans son existence.

Mais alors, objecte-t-on, dans les pays qui redoutent la surpopulation, l'avortement doit être autorisé? Nullement, car il porte atteinte non seulement à la natalité présente, mais aussi à la natalité future de la nation et à la vitalité des individus. Le congrès d'obstétrique de 1908 a précisé que « dans la grande majorité des cas de longues et sérieuses maladies s'en suivent. Dans les deux tiers des cas environ, des affections très graves mettent la vie de la mère en péril et occasionnent une incapacité de travail allant de plusieurs mois à plusieurs années et une incapacité fonctionnelle définitive. Les survivantes restent infirmes. Dans 6 0/0 des cas enfin, la mort qui respecte les accouchées normalement, suit immédiatement ou à bref délai les pratiques abortives. »

Enfin, de plus, cette opération empêche très souvent la mère d'avoir d'autres enfants. C'est pourquoi, même quand un pays ne souffre pas d'une crise de dépopula-

tion, on doit néanmoins y réprimer l'avortement par mesure d'hygiène sociale.

Pour notre pays en particulier, comme on l'a vu, c'est une nécessité vitale.

Telles sont les raisons qui militent en faveur de la répression de l'avortement. Mais que répondent ses partisans, à ceux qui légitiment cet acte en cas de misère, de viol, etc?...

A la première objection, on répond que cette misère n'est qu'aléatoire et que souvent des enfants de malheureux arrivent à des situations élevées.

De plus, la misère ne sera pas moindre parce que les naissances baisseront. La diminution de la population entraînera celle, non seulement des consommateurs, mais aussi des producteurs. Par suite, le paupérisme augmentera. Du reste, on a pu trop souvent faire la triste constatation que la destruction de milliers d'hommes par les guerres n'a jamais été suivie d'aucune augmentation de bonheur pour les survivants.

Donc, l'objection de la misère possible de l'enfant à naître est à rejeter. Le devoir de la mère est de donner la vie à l'être qu'elle porte en elle et celui de la Société est de la secourir si elle manque de ressources. C'est là un devoir strict pour la collectivité. Elle doit assurer l'existence et l'éducation des enfants indigents.

L'hypothèse du viol est évidemment délicate. Mais il s'agit là d'une question de fait que l'on ne peut régler par voie de disposition générale. Il est certain que bien souvent une excuse est admissible. En tout cas, cela montre quelles situations exceptionnelles sont obligées de supposer les partisans du droit à l'avortement pour résoudre le problème en leur faveur.

Légitimer la suppression du fœtus, parce que l'enfant naîtra atteint d'une tare héréditaire, est tout à fait inadmissible. En effet, dans de nombreux cas, on ne peut pas dire avec certitude quel est le père, et de plus rien ne prouve que les enfants seront fatalement et inévitablement frappés. On ne peut jamais affirmer que le fils d'un syphilitique, d'un tuberculeux le sera également.

L'avortement, dit-on, évite un crime plus grand : l'infanticide. Mais depuis quand a-t-on permis à un individu de réaliser un crime pour éviter qu'il n'en accomplisse un plus grave ? Mais non seulement il est impossible que le premier de ces deux crimes évite l'autre, mais il est certain qu'admettre le droit à l'avortement, c'est admettre le droit à l'infanticide. Si les pratiques anti-conceptionnelles sont inefficaces, disent les néomalthusiens, ayez recours à l'avortement. Par suite, logiquement, la mère peut aussi disposer de sa progéniture. Donc, si les manœuvres abortives n'ont pas eu de succès, il faut tuer le nouveau-né. Telle est la suite normale de ces théories.

On ne peut pas plus légitimer la destruction du fœtus sous prétexte qu'il peut mener la fille-mère au suicide. Il n'y a là aucune certitude du décès de la femme enceinte, tandis que l'avortement thérapeutique n'existe que dans ce cas. De plus, la liberté de décision est refusée à la mère. Il n'est pas possible d'admettre qu'elle puisse juger par elle-même des dangers que peut lui faire courir son état de grossesse.

Quant au dernier argument des partisans du droit à l'avortement : la vie ne vaut pas la peine d'être vécue et c'est rendre service au fœtus en l'empêchant de naître, on le réfute facilement. Il n'a jamais été permis de tuer un homme même sur son désir formellement

exprimé. Si le fœtus pouvait faire connaître ses sentiments, il serait donc impossible d'attenter à son existence. En effet, la base sur laquelle repose la civilisation est le respect de la vie et c'est là un droit sacré.

Les partisans de la répression de l'avortement prétendent encore que cet acte est destructif de la famille. Pas de liens entre les époux qui n'ont pas d'enfants. Personne dans leur vieillesse ne leur rendra les soins qu'ils n'ont pas voulu donner à l'être qu'ils ont supprimé. A quels devoirs peut s'attacher celui qui se dérobe au premier et au plus important de tous, celui de la paternité? De plus, c'est là la porte ouverte au divorce, car son principal et souvent son unique obstacle, les enfants, n'existe pas.

Telles sont les raisons qu'invoquent les partisans de la répression de l'avortement. Pas de liberté absolue pour la mère. A l'émancipation utopique il faut opposer un féminisme basé non pas tant sur les droits que sur les devoirs. L'organisme de la femme étant adapté spécialement à la fonction de reproduction et de gestation, ce n'est pas sans enfreindre les lois de la nature qu'elle peut se soustraire à son rôle primordial.

Des excuses peuvent être admises dans certains cas, principalement celle du viol, mais il ne peut y en avoir aucune pour celles qui tentent de se soustraire à leur devoir de mère de famille.

Il y a là une violence contre la nature qui ne peut être érigée en principe. L'avortement est un crime contre l'individu (fœtus), la famille, la Société. C'est le crime le plus anti-social qui soit. C'est une cause importante de dépopulation; or, la force et la puissance d'une nation est en raison directe de sa natalité.

Admettre le droit à l'avortement, c'est admettre le droit à l'assassinat : « Théoriquement, pratiquement, ce droit ne peut être accordé. « Il n'y a pas de droit contre le droit », a dit Bossuet. Des excuses, des circonstances atténuant la gravité de l'acte illégitime, oui, il y en a : mais l'avortement n'en reste pas moins un crime, dans aucun cas il ne peut être droit (1). »

C'est aussi l'avis du docteur Vincent, de Lyon (2) : « Si l'on concédait légalement au médecin le droit de tuer l'embryon, on serait forcé de lui concéder celui de tuer les enfants difformes, mal venus et idiots, puis celui de tuer les malades incurables, d'achever les moribonds. On lui donnerait un droit de vie et de mort sur ses semblables, droit dont les conséquences seraient effrayantes. »

Telles sont les deux thèses en présence. Il semble difficile de contester le droit à l'existence du fœtus, auquel le Code civil accorde déjà la personnalité.

De plus, l'avortement étant destructif de la Société, celle-ci a le droit de se défendre et de le proscrire.

Le législateur est favorable à cette thèse et admet que l'avortement est un crime au sens général et au sens juridique du mot. Cependant, on va voir qu'à ce dernier point de vue il modifie actuellement son opinion.

(1) J. Vidal. — Le droit à l'avortement. Thèse médecine, Toulouse 1908, p. 87.

(2) Enquête de la *Chronique médicale* de 1909.

CHAPITRE V

REMÈDES PROPOSÉS

Devant l'impuissance de la législation actuelle à l'égard de l'avortement, on dut rechercher si un nouvel ensemble de moyens ne serait pas plus efficace pour lutter contre lui. On imagina pour cela tout un appareil répressif. La tendance nettement marquée de l'opinion, l'indulgence de plus en plus grande pour cet infanticide avant la lettre, oblige le législateur à réduire la peine, mais il ne le fait du reste qu'en espérant bien trouver là un moyen plus efficace de répression. Du reste, seuls, les moyens répressifs proprement dits seraient insuffisants contre ce crime, car il ne s'accomplit pas au grand jour, mais au contraire dans le secret, de là tout un ensemble de moyens imaginés pour faciliter la recherche des preuves. Et enfin, bien qu'il soit plus

facile de réprimer que de prévenir, on envisage tout un ensemble de dispositions de nature à diminuer le nombre des pratiques abortives.

Au point de vue répressif proprement dit, la mesure prévue est la correctionnalisation. Pour faciliter des poursuites, on veut accorder le droit de les intenter aux syndicats de médecins, sages-femmes, enfin de toute profession intéressée à la lutte contre l'avortement et aussi aux associations créées pour combattre la dépopulation; on veut de plus rendre obligatoire la déclaration des fausses couches, limiter le secret médical pour permettre aux gens de l'art d'apporter l'appui de leur témoignage à la justice, et accorder une excuse absolutoire à l'avortée qui dénoncera l'auteur des manœuvres abortives dont elle fut victime.

Comme moyens préventifs, on préconise la répression de la propagande anti-conceptionnelle, la réglementation de la profession de sage-femme et la surveillance des maisons d'accouchement, de plus le rétablissement des tours et tout un ensemble de mesures propres à honorer la maternité, à en alléger les charges et à relever la mentalité publique.

A peu près toutes ces dispositions ont été envisagées par les diverses propositions de loi déposées depuis 1891. Du reste, en voici un sommaire historique.

C'est après l'affaire des avortements de Clichy, où 49 femmes furent acquittées par le jury de la Seine, que M. Trouillot déposa la première proposition. « C'est l'avortement lui-même, disait-il dans l'exposé des motifs, et non plus telle ou telle accusée, qui vient d'être absous, et c'est la jurisprudence de l'acquittement qui s'installe définitivement dans les prétoires de nos Cours d'assises (1). » Ce texte ne vint jamais en discussion.

(1) *J. O. Documents Parlem. Chambre 1891*, p. 2963.

En 1902, Waldeck-Rousseau créa une commission pour étudier les mesures propres à combattre la dépopulation. Elle siégea dix ans. Elle donna naissance à quelques rapports remarquables de M. le sénateur Strauss, de M. Laurent Atthalin, conseiller à la Cour de cassation, de M. le docteur Drouineau, et c'est tout.

En 1910, M. Barthou, garde des Sceaux, déposa un nouveau projet. La même année, la commission de la dépopulation nomma dans son sein une sous-commission chargée d'étudier les mesures à prendre contre l'avortement. C'est de ses travaux qu'est sortie la proposition de M. le sénateur Lannelongue.

Sur ces entrefaites, M. Klotz créa une nouvelle commission (1) chargée de mener la lutte contre la dépopulation. Inaugurée le 26 novembre 1912, cette Assemblée n'avait pas encore ébauché ses travaux lors de la guerre.

Entre temps, dans ses séances des 7 février 1913 et 5 mars 1914, le Sénat a adopté, en première lecture, la proposition Lannelongue. Ce n'est que le 28 janvier 1919 qu'il la vota définitivement et put enfin en saisir la Chambre. Du reste, en 1917 et 1918, des propositions de MM. Lefas et Leredu et de M. Henry Fougère avaient été déposées sur le bureau de la Chambre. Le projet voté par la Haute Assemblée alla les rejoindre et rien ne serait encore fait si le 23 juillet 1920 M. Ignace et plusieurs de ses collègues, désespérant de voir à bref délai de nouvelles dispositions légales combattre l'avortement, n'avaient déposé une proposition de loi tendant à réprimer la provocation à l'avortement et la propagande

(1) Elle ne comptait pas moins de 250 membres.

anti-conceptionnelle, et n'en avaient demandé le vote d'urgence. Ce fut la loi du 31 juillet 1920 (1).

Donc, en trente ans, rien ou presque rien n'a été fait. Le péril a été maintes fois dénoncé. L'urgence des mesures à prendre est connue de tous, mais la lenteur du travail parlementaire ne permet pas d'agir. Une loi nouvelle s'impose. Elle est prête, tous les moyens supposés efficaces sont prévus. Qu'on la vote, la vie du pays en dépend.

I. Remèdes répressifs

On a vu plus haut qu'il existe deux sortes de mesures rentrant dans le nouvel appareil répressif : les premières établissant une pénalité nouvelle, les secondes tendant à faciliter les poursuites.

I. — CORRECTIONNALISATION DE L'AVORTEMENT.

Proposée en 1891 par M. Trouillot, préconisée par M. Laurent Atthalin, offerte par le Gouvernement dans le projet Barthou en 1910, elle fut votée en première lecture par le Sénat en février 1913.

(1) Elle reproduit les articles de la proposition votée par le Sénat, relatifs à ces questions.

La mentalité du jury étant telle qu'on ne peut obtenir de lui la répression de ce crime, il n'en connaîtra plus et ces affaires seront de la compétence des magistrats. « La Cour d'assises ne condamnait pas, le Tribunal correctionnel est saisi. Et l'exemple de l'infanticide, pour lequel les peines étaient trop sévères — elles ont été modifiées par la loi du 21 novembre 1901 — démontre que l'atténuation de la peine et surtout la compétence du Tribunal correctionnel peuvent permettre d'espérer qu'on n'assistera plus à l'impunité dont je viens de révéler ou de rappeler au Sénat le douloureux spectacle », disait en 1913 M. Barthou (1).

Arrivera-t-on ainsi au résultat attendu? Des peines moins élevées, mais mieux appliquées. Il faut le souhaiter. En effet, mieux vaut un délit réprimé qu'un crime impuni. Peut-être en essayant de frapper moins fort obtiendra-t-on qu'on frappe plus souvent et plus sûrement? Cependant, nombreux sont ceux qui s'élèvent contre cette mesure, de peur que les peines infligées par suite du jeu des circonstances atténuantes ne soient plus que des peines de simple police, et que l'avortement ne devienne une simple contravention. Ce danger semble chimérique et, en tout cas, comme on le verra plus loin, il sera facile d'y pallier. C'est ainsi que M. le professeur Pinard s'élève contre la correctionnalisation, qui tend à faire juger « ce meurtre et ce crime individuel contre la nation, par un tribunal qui, aux yeux du public, est chargé de punir les fautes vénielles (2). » M. Bureau, professeur à la Faculté libre de droit, manifeste les mêmes craintes : « Il est très grave, dit-il, de conférer au magistrat le pouvoir de déclarer que le

(1) *J. O. Documents Parlem. Sénat. Séance du 31 janvier 1913*, p. 34.

(2) *Revue pénitentiaire*, juillet-septembre 1917, p. 185 sq.

meurtre d'un petit enfant dans le sein de sa mère n'est qu'un délit. On ne développe pas le sens moral d'un pays, on ne développe pas sa conscience en lui présentant comme un délit ce qui est un crime abominable contre l'individu et la Société (1). » Peu nombreux cependant sont ceux qui redoutent la correctionnalisation de l'avortement (2).

Nombreux, au contraire, sont ceux qui la réclament, parce que, comme le dit M. le conseiller Brégeault : « Il y a quelque chose de pire au point de vue de l'exemplarité que le défaut de poursuites, c'est d'amener devant le jury des accusés de crimes graves qui bénéficient d'acquittements scandaleux et parfois triomphants (3). » Ceux-ci demandent dans tous les cas la transformation de l'avortement en délit (4). Par contre, quelques autres, dont M. Nast (5), demandent à ce que l'on continue à considérer comme un crime le fait de pratiquer l'avortement sur une femme non consentante. De même la proposition de loi Trouillot, de 1891, réprimait toujours la destruction du fœtus comme un crime quand elle était l'œuvre de médecins, sages-femmes, etc..., ou de professionnels.

(1) *Revue pénitentiaire*, juillet-septembre 1917, p. 217 sq.

(2) Il faut signaler l'avis de la Commission d'hygiène de la Chambre, formulé par M. Georges Lévy, qui, sans bien nettement en indiquer les raisons, s'attaque à tous les remèdes proposés, rejette la diminution de pénalité, repousse toute atteinte au secret médical, redoute l'excuse absolutoire par peur du chantage et ne s'associe pas aux mesures contre la propagande anti-conceptionnelle. A son avis, seuls les moyens préventifs (aide à la maternité) seront efficaces. (*J. O.* 1920. Documents Parlem. Chambre. Annexe n° 940, p. 1523.)

(3) *Revue pénitentiaire*, juillet-septembre 1917, p. 222.

(4) C'est également l'avis de M. Garraud, de M. le docteur Bertillon au Congrès des Praticiens de 1910, de M. Morizot-Thibault et de M. Millerand, président de la République.

(5) A. Nast. — La loi et l'avortement.

Voici le texte des articles relatifs à la correctionnalisation et à tout ce qui concerne la pénalité de l'avortement tels qu'ils ont été votés par le Sénat le 29 janvier 1919 :

« ART. 13. — Les trois premiers paragraphes de l'article 317 du Code pénal sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Quiconque par aliments, breuvages, médicaments, manœuvres, violences, ou par tout autre moyen, aura procuré ou tenté de procurer l'avortement d'une femme enceinte ou qu'il croyait enceinte, soit qu'elle y ait consenti ou non, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 500 francs à 10.000 fr.

« Sera punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 100 à 2.000 francs, la femme qui se sera procuré l'avortement à elle-même, ou qui aura consenti à faire usage des moyens à elle indiqués ou administrés à cet effet, si l'avortement s'en est suivi.

« Les médecins, officiers de santé, sages-femmes, chirurgiens-dentistes, pharmaciens, ainsi que les étudiants en médecine, les étudiants ou employés en pharmacie, herboristes, bandagistes, et marchands d'instruments de chirurgie qui auront indiqué, favorisé ou pratiqué ces moyens, seront condamnés aux peines prévues au paragraphe premier. La suspension temporaire ou l'incapacité absolue de l'exercice de leur profession pourra en outre être prononcée contre les coupables, conformément aux articles 25, 26 de la loi du 30 novembre 1892, lesquels, dans l'espèce, seront applicables aux pharmaciens et aux herboristes, ainsi qu'aux aspirants ou aspirantes, aux diplômés de ces deux professions.

« Outre les peines correctionnelles mentionnées dans les trois paragraphes qui précèdent, les tribunaux pourront prononcer pendant deux ans au moins et

dix ans au plus, l'interdiction de séjour déterminée par l'article 19 de la loi du 27 mai 1885. »

L'article 16 du projet réprime les violences contre les femmes enceintes :

« ART. 16. — Quiconque sachant qu'une femme est enceinte lui aura volontairement fait des blessures ou porté des coups, ou aura commis sur sa personne toute autre violence ou voie de fait, sera puni d'un emprisonnement d'un à trois ans et d'une amende de 16 à 1.000 francs, sans préjudice des peines plus graves s'il y échet.

« Si les faits ci-dessus ont entraîné l'avortement, la peine sera d'un à cinq ans et d'une amende de 500 à 10.000 francs.

« Sera punie des peines du premier paragraphe toute personne qui, ayant un devoir légal ou contractuel (1) de fournir à une femme enceinte des aliments ou des soins, l'en aura privée au point de compromettre sa santé. Au cas où cette privation d'aliments ou de soins aurait intentionnellement entraîné la mort, le coupable sera puni des peines de l'assassinat (2). »

Donc, dans ce projet, l'avortement devient un délit. Il édicte une forte pénalité correctionnelle contre les tiers auteurs d'un avortement et ce, avec raison. Le projet Barthou, au contraire, n'infligeait qu'une peine de six mois à trois ans. Par contre, alors que ce dernier texte punissait de la même peine la femme enceinte et le tiers, le nouveau édicte une pénalité beaucoup plus

(1) Il s'agit évidemment du mari, n'y aurait-il pas lieu d'étendre cette disposition à la maîtresse de maison renvoyant sa domestique parce qu'elle est enceinte?

(2) Cet article a été rédigé de concert avec MM. Garçon et Berthélemy. Il étend aux femmes enceintes une protection analogue à celle que la loi du 19 avril 1898 (art. 312 Code pénal) a institué en faveur des enfants.

faible : six mois à deux ans pour la femme. Pourquoi ? Il semble que la distinction aurait pu être faite à l'aide de l'article 463 du Code pénal et que le jeu des circonstances atténuantes eût suffi. De même un autre avantage du projet Barthou était de maintenir une aggravation de peine contre les gens de l'art. Elle a été remplacée par la suspension temporaire ou l'incapacité absolue de l'exercice de la profession. Sera-ce suffisant ?

En tout cas, il est certain que le paragraphe 3 de l'article 13 est trop tendre pour les médecins ou autres. La suspension temporaire est insuffisante. C'est l'incapacité absolue qui doit être prononcée dans tous les cas de condamnation en matière d'avortement ou de provocation à cette infraction. « Devra » doit être mis à la place de « pourra ». « Un pareil oubli de ses devoirs chez un spécialiste, dit M. Jean Signorel, le classe parmi les individus dangereux au point de vue social (1). » De là, la nécessité pour le législateur de le mettre dans l'impossibilité absolue de nuire en lui défendant d'exercer sa profession.

Les discussions interminables soulevées par l'interprétation de l'article 317 au point de vue de la tentative sont supprimées ; le projet la prévoyant d'une façon expresse (2). Le projet Barthou, au contraire, excluait la répression de la tentative. Il ne faisait pas plus cesser l'incertitude au sujet des gens de l'art auxquels les circonstances aggravantes devaient être appliquées. Au contraire, la nouvelle proposition en fait une énu-

(1) *Revue politique et parlementaire*, 10 août 1915, p. 218 sq. — La répression de l'avortement, par Jean Signorel.

(2) C'était nécessaire, l'avortement devenant un délit (art. 3 Code pénal).

mération fort complète (1) qui ne laissera prise à aucune controverse.

Une innovation considérable de l'article 13 est de résoudre dans le sens de la logique la question du crime impossible. On se souvient de la fin légale, mais lamentable, qui fut donnée aux poursuites si habilement menées par la police contre les avorteuses de Tourcoing. C'était là une « chinoiserie » et la Haute Assemblée a eu raison de suivre la voie indiquée par la jurisprudence allemande. Dorénavant, il suffira donc d'établir les manœuvres abortives et non l'existence de la grossesse. C'est tout à fait rationnel. Le Grand du Saule le disait déjà dans son *Traité de Médecine légale* : « La mère qui croit porter un enfant dans son sein et qui fait ce qu'il faut pour déterminer son expulsion prématurée, est coupable d'avortement; ceux qui agissent sur elle dans ce sens le sont aussi (2). »

Malgré ses qualités incontestables, le texte voté n'est pas exempt de critiques.

En premier lieu, il ne prévoit aucune aggravation de peine pour le cas où la mort de la femme a suivi les pratiques abortives. Actuellement, dans un cas semblable, une double poursuite est intentée : l'une pour avortement, l'autre pour coups et blessures ayant en-

(1) Elle avait été réclamée par la Société de Médecine légale dans sa séance du 13 février 1911.

(2) Malgré le vote du Sénat et toutes les raisons en faveur de la répression du crime impossible, la Commission de la Chambre a supprimé le membre de phrase « ou qu'il croyait enceinte », se rangeant ainsi à la solution de la Cour de cassation, et prétendant que les articles du Code pénal qui répriment toute violence contre les personnes, atteindront l'auteur d'un tel crime.

J. O. 1919. Documents Parlem. Chambre. S. O. Annexe n° 6679. Séance du 7 août, p. 2347. — Rapport de M. Leredu et J. O. 1920. Documents Parlem. Chambre. S. O. Séance du 29 mars. Annexe n° 637, p. 525. — Rapport de M. René Lafarge.

traîné la mort sans intention de la donner. Une pénalité sérieusement aggravée inspirerait certainement une crainte plus salutaire.

En second lieu, aucune distinction dans la pénalité selon que la femme est consentante ou non. Là encore une aggravation s'impose. En effet, l'avortement pratiqué sans le consentement de la femme a un caractère de gravité indéniable, puisqu'il l'expose à un danger qu'elle ne soupçonne pas et qu'il viole le droit qu'elle possède sur l'enfant qui est dans son sein. M. Destiveaux montre d'une façon très nette la différence capitale qui existe entre ces deux modalités de l'infraction : « Celui qui procure l'avortement à une femme de son consentement blesse les lois naturelles et civiles, sous le rapport de l'enfant, mais celui qui fait avorter une femme contre son gré, viole les mêmes lois dans le rapport de l'enfant et de la mère. De plus, il l'expose à passer pour complice de son crime. Mettra-t-on sur la même ligne celui qui fait avorter de son gré une femme clandestinement enceinte et celui qui fera avorter à son insu l'épouse légitime portant dans son sein l'espoir d'une famille entière (1) ? »

Une troisième aggravation de peine vis-à-vis de l'avortement salarié devrait être incorporée au nouveau projet. Dans ce cas, en effet, il s'agit d'un professionnel qui présente, au point de vue social, de terribles dangers. D'où nécessité d'une pénalité plus sévère que celle appliquée habituellement par le Code pour celui qui récidivera (2). Cette réforme était réalisée par le projet Trouillot de 1891. Il distinguait entre celui qui aura

(1) Destiveaux. — Essais, p. 127. D'après F. Montier. — De l'avortement criminel, p. 83.

(2) Proposé par le projet de MM. Lefas et Leredu. *J. O.* 1917. Chambre. S. O. Séance du 12 juin. Annexe n° 3397.

provoqué « habituellement » à l'avortement et celui qui ne l'aura fait qu'à « titre accidentel ».

En quatrième lieu, par suite de la correctionnalisation, il faudrait limiter le droit pour le juge d'admettre les circonstances atténuantes. En effet, on en abuse. M. Jean Signorel fait remarquer fort justement que « les peines sont devenues presque arbitraires — non pas, comme dans notre ancien droit, dans le sens d'une répression trop sévère — mais bien dans un intérêt d'adoucissement » qui dégénère trop souvent en impunité. « Les juges jouissent d'une omnipotence absolue. Ils ont le droit d'admettre les circonstances atténuantes..... quelque inexcusable que soit l'infraction (1) », quand ils estiment que la peine prononcée par la loi est trop sévère.

Le juge et le législateur ne doivent pas se laisser guider par l'opinion, mais ils doivent réagir et servir de guides aux mœurs publiques. Le mécanisme des circonstances atténuantes est surtout redoutable en matière d'avortement, par suite de l'intérêt social que présente la répression et aussi parce qu'il y a, malheureusement, des magistrats acquis aux idées néo-malthusiennes (2). Aussi serait-il bon d'obliger les juges à motiver les circonstances atténuantes, à condition bien entendu qu'ils n'invoquent que des motifs sérieux. Alors « ils seront bien souvent dans l'impossibilité de trouver des excuses à une infraction que nos mœurs trop faciles tendent de plus en plus à innocenter (3). »

De plus, il y aurait lieu de décider que, quand les cir-

(1) *Revue politique et parlem.*, 10 août 1915. — La répression de l'avortement, par Jean Signorel, p. 227 sq.

(2) Un magistrat devant qui l'on parlait de la répression de l'avortement répondit : « Qu'est-ce que cette plaisanterie-là ? »

(3) Jean Signorel. *Op. cit.*

constances atténuantes seraient admises, les tribunaux devraient toujours appliquer la peine de l'emprisonnement. En effet, qu'importe aux avorteurs qui se sont édifiés une fortune par leur infâme métier, quelques francs, même quelques milliers de francs d'amende? Ils s'en moquent. Une peine corporelle, au contraire, les ferait bien plus réfléchir.

C'est pour la même raison qu'il faudrait rendre ici le sursis inapplicable. Le législateur ne l'a institué que dans des cas peu graves, pour faire peser une menace sur un délinquant primaire. Il n'en est pas de même ici : il s'agit d'un crime réprimé correctionnellement. Tant qu'il était déféré aux assises, le sursis ne s'appliquait pas. Que l'on décide donc qu'il continuera à ne pas s'appliquer, tout au moins quant aux peines corporelles.

Enfin, une dernière disposition du projet de loi se rattache à la correctionnalisation. C'est l'interdiction, fort sage, de rendre compte des débats. Elle est prescrite par l'article 21.

« ART. 21. — Il est interdit de rendre compte des débats auxquels donnera lieu la poursuite; toute infraction à cette disposition sera punie d'une amende de 100 à 2.000 francs. »

Il faudrait même juger obligatoirement à huis clos pour qu'on ne voie plus, comme aux assises, dans ces sortes d'affaires un auditoire spécial de femmes venues pour apprendre ce qui est permis et ce qui est défendu, c'est-à-dire édicter que seuls seront admis aux débats les témoins, experts et représentants de la presse. Mais ces derniers ne pourront plus, comme maintenant, faire une publicité gratuite aux avorteurs.

II. — MESURES PROPRES A FACILITER LES POURSUITES.

Elles sont au nombre de cinq et plusieurs d'entre elles rencontrent des adversaires irréductibles. Ce sont : le droit de poursuite accordé aux associations intéressées à combattre les avortements, la déclaration des fausses couches, la limitation du secret médical, l'impunité accordée à l'avortée dénonciatrice de l'avorteur, sous forme d'une excuse absolutoire, et la création à Paris, à la Préfecture de police, et dans les principales villes, d'un service spécial de recherche des avortements.

1. — *Droit de poursuite accordé aux associations intéressées à combattre les avortements.*

Il a été admis par le projet de loi dans son article 22, ainsi conçu :

« ART. 22. — Les syndicats formés conformément aux lois du 21 mars 1884 et du 30 novembre 1892, pour la défense des intérêts généraux des professions visées au paragraphe 3 de l'article 13, pourront exercer sur tout le territoire de la France et des Colonies les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66 67 et 68 du Code d'instruction criminelle, relativement aux faits visés par la présente loi, ou recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant le tribunal civil, en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil.

« Les Unions des Syndicats précités jouiront des mêmes droits. »

Cette mesure est fort sage et permettra de renforcer

considérablement l'action de la justice. Ce n'est du reste pas là une innovation. La loi du 9 novembre 1915 avait donné aux syndicats anti-alcooliques des moyens d'action contre les ivrognes. Ayant déjà fait cela, on ne pouvait vraiment pas faire moins pour le salut de la race française.

Et cependant, on a fait moins. On a refusé le droit de poursuite aux associations constituées pour la lutte contre la dépopulation ou le relèvement de la moralité et reconnues d'utilité publique, tout citoyen ayant le droit de provoquer l'action des parquets. Dans ce cas, il n'y aurait pas lieu non plus d'autoriser les syndicats médicaux à poursuivre.

Une autre objection provient de ce que le texte voté par le Sénat visait tous les délits prévus par la loi, y compris ceux de propagande anti-conceptionnelle ou de provocation à l'avortement. Or, la loi du 31 juillet 1920 n'a accordé aucun droit de poursuite aux syndicats. Il y aurait lieu de l'étendre à cette matière.

2. — *Déclaration des fausses couches.*

Elle existe depuis fort longtemps dans le département de la Seine. Un décret du 4 juillet 1806 ordonne l'inscription sur le registre des décès des enfants mort-nés. Mais qu'est-ce qu'un mort-né? La question fut posée par la Préfecture au Parquet impérial qui, après avoir consulté des praticiens, dont Tardieu, décida que la déclaration devait être faite pour tous les embryons de six semaines. L'administration créa un registre spécial pour les embryons de moins de quatre mois. Sur les registres des décès, on porta les fœtus de plus de quatre mois.

Les prescriptions du décret de 1806 ne sont pas observées. Elles furent rappelées par des arrêtés des préfets Hausmann, Floquet et de Selves, en 1868, 1882 et 1903. Malgré tout, elles ne furent pas mieux appliquées. En 1912, on déclara 3.626 mort-nés et 594 embryons, soit 4.220 inscriptions, et à Paris les avortements se comptent par milliers. Pourquoi cette différence? Parce qu'aucune pénalité ne sanctionne la nécessité de la déclaration : par suite négligence, et surtout dissimulation pour la plupart des avortements qui sont criminels.

Mais ces mesures ne sont édictées dans le département de la Seine que dans l'intérêt de l'hygiène, car il n'est pas rare de trouver des embryons dans les poubelles. C'est dans un but beaucoup plus élevé qu'il faudrait les étendre à toute la France. Tardieu s'en rendait déjà compte quand il écrivait : « Si tout accouchement, quelle que fût l'époque de la gestation, devait être l'objet d'une déclaration à l'officier de l'état civil, d'une vérification de l'état du fœtus et d'un permis d'inhumer, ce système pourrait prévenir les actes criminels par la crainte d'une exploration qui en amènerait la découverte et viendrait encore en aide à la morale publique... (1) »

Ce sont ces considérations impérieuses, d'ordre public, qui exigent que l'on étende l'obligation de déclarer les fausses couches à toute la France. Le projet de loi voté par le Sénat ne contient pas cette mesure. L'article qui la contenait fut retiré par la commission, arrêtée par les difficultés d'application. D'autres adversaires de cette arme précieuse pour la lutte contre l'avortement prétendent qu'il y a là une atteinte au secret

(1) Tardieu. — Note sur l'obligation de déclarer à l'état civil les fœtus mort-nés. Paris 1881, p. 246.

médical. Or, il n'en est rien, pas plus que quand un médecin déclare une naissance clandestine. Du reste, ce secret professionnel a déjà reçu une atteinte par la loi du 30 novembre 1892, relative à la déclaration des maladies épidémiques, et de nombreuses personnalités médicales (1) sont entièrement favorables à la déclaration de toute expulsion de fœtus ou d'embryon. En 1910, au congrès des médecins-praticiens, ce fut l'avis du docteur Bertillon et du professeur Bossi, de Gênes, mais leurs collègues ne voulurent pas les suivre sur ce terrain. Par contre, l'Académie de médecine a émis le vœu que les embryons fussent déclarés, mais elle n'a pas voulu étendre cette obligation aux produits embryonnaires (2) (placenta en entier ou en partie). Elle vota « qu'il faut appliquer à l'expulsion de tout fœtus, quel que soit l'âge de la vie intra-utérine, les prescriptions des articles 55 et suivants du Code civil ».

M. le sénateur Besnard aurait voulu instituer une sorte de prime à la déclaration pour les filles qui, se voyant enceintes, auraient le droit de se rendre à la mairie pour obtenir un secours immédiat (3).

Mais cette déclaration des fausses couches est-elle suffisante et n'y aurait-il pas lieu d'étendre cette obligation à toute gestation dûment constatée? C'est du moins là l'avis du professeur Pinard et du docteur Foveau de Courmelles. Cette déclaration pourrait être faite soit par la femme enceinte (4) elle-même, soit par le médecin. Mais alors quelles récriminations dans le

(1) Professeur Pinard, docteurs Tissier et Brouardel, M. Mesureur, alors directeur de l'Assistance publique.

(2) Préconisé par les docteurs Bar et Lepage.

(3) *J. O.* 1912. Doc. Parlem. Sénat. S. E. Annexe n° 354, p. 42. — Rapport de M. Besnard sur la proposition Lannelongue.

(4) Evidemment, en cas de déclaration par la femme et à partir de cette déclaration, l'Etat protégerait la gestation.

corps médical ! Et quelles difficultés d'application insurmontables pour les Commissions parlementaires !

3. — *Limitation du secret médical.*

L'avortement n'est pas un crime qui a lieu au grand jour. Il faut donc s'efforcer d'en rechercher la réalité et la cause exacte. Mais là l'action de la justice se trouve en présence de sérieux obstacles : le secret professionnel est l'un des plus importants. Des médecins le reconnaissent. Le docteur Doléris l'avoue avec regret. Il montre le chef de service à l'hôpital incapable de dénoncer le crime que l'autopsie d'une femme vient révéler. Il faudrait refuser le permis d'inhumer et faire ensuite une enquête à laquelle le secret médical interdit au médecin de contribuer.

Si l'on ne veut pas ranger l'avortement parmi les maladies soumises à la déclaration du médecin, tout au moins ce dernier doit-il pouvoir répondre en toute conscience aux questions de la justice. Sinon il met obstacle à l'action répressive et demeure le complice involontaire des criminels.

Voilà pourquoi beaucoup d'autorités ont songé à relever les gens de l'art du secret médical en matière d'avortement. Cette prétention a eu contre elle la presque unanimité du corps médical, une polémique fort vive s'est engagée : sociétés, congrès se sont occupés de la question ; revues, quotidiens s'en sont emparés. En tout cas elle reste entière comme au premier jour. Rien n'a été décidé.

Mais d'abord qu'est-ce que le secret médical ? Dans quel but a-t-il été institué ?

C'est dans le fameux serment d'Hippocrate que l'on trouve son origine. Dans l'ancien droit français, il subsista comme une obligation morale, sanctionnée toutefois par la jurisprudence. Ce n'est que le Code pénal de 1810 qui, par son article 378, en fit une obligation légale. Ce texte est ainsi conçu : « Les médecins, chirurgiens, et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens, les sages-femmes et toutes autres personnes dépositaires, par état ou profession, des secrets qu'on leur confie, qui, hors les cas où la loi les oblige à se porter dénonciateurs (1), auront révélé ces secrets, seront punis d'un emprisonnement de un à six mois et d'une amende de 100 à 500 francs. »

Par contre, l'article 80 du Code d'instruction criminelle oblige toute personne citée en justice à comparaître. Quelle devra donc être l'attitude du médecin pris entre ces deux obligations ? Il devra comparaître, mais refuser de témoigner en se retranchant derrière le secret professionnel. On a prétendu que la jurisprudence, par une extension abusive, avait refusé au médecin de fournir son témoignage à la justice et l'avait condamné lorsqu'il l'avait fait. Elle n'a jamais permis pareille monstruosité. Comme le dit M. Garraud : « Les solutions de jurisprudence que l'on cite se réfèrent à des dépositions de médecins dans des enquêtes civiles, où le médecin était cité à la requête de l'une des parties et déposait dans l'intérêt de celle-ci. Alors, mais alors seulement, des décisions, du reste isolées, ont appliqué l'article 378. Mais je n'en connais pas qui aient condamné un médecin pour avoir rempli le premier devoir

(1) Ces cas visaient les complots contre la sûreté de l'Etat, les crimes de lèse-majesté. Leur dénonciation obligatoire a été supprimée par la loi du 28 avril 1832.

de tout témoin appelé dans un procès criminel, celui de dire la vérité. »

L'article 378 ne vise donc pas la dispense de témoigner; il concerne, au contraire, le cas où un médecin se livre à la médisance, à la diffamation, mais non celui où il comparait devant la justice. Le secret médical doit être considéré comme établi dans l'intérêt des malades, dans l'intérêt général, car il est d'intérêt général que les malades soient assurés du secret de leurs confidences volontaires ou forcées.

Combien l'on est loin de cette conception avec celle actuellement admise par le corps médical. Pour lui, le médecin a le devoir absolu d'un absolu silence même vis-à-vis de la justice. Aussi cette réforme du secret, si nécessaire pour la lutte contre les avortements criminels, a-t-elle rencontré une grande résistance parmi les disciples d'Esculape. Et pourtant, ne semble-t-il pas que lorsque la maladie de la femme résulte d'un crime qu'elle a commis, il y a lieu de placer l'intérêt de l'enfant à naître, l'intérêt de la race, au-dessus de celui de la malade?

Du reste, admettre que le médecin cité en justice doit refuser de répondre aux questions qui lui sont posées est excessif. Il en est de même de l'opinion du doyen Brouardel, qui prétend que le médecin doit le silence, non seulement à l'avortée qui lui a confié le secret, mais encore à l'avorteuse si celle-ci a participé à la confidence (1) !

(1) Ensuite, il continue en ces termes : « Les sages-femmes, matrones ou médecins qui, hélas ! se livrent à la pratique des avortements, en font leur pratique habituelle ; le médecin se trouve en présence d'un crime se répétant fréquemment. Souvent dans une contrée il est seul renseigné sur les causes de son dépeuplement :

Aussi, cette conception erronée du secret médical conduit-elle à des conséquences effrayantes. « Le malade inculpé aura beau solliciter le médecin de parler, celui-ci gardera le silence. L'intérêt privé succombera sous les exigences de l'honneur professionnel... Le corps médical décide que les praticiens devront absolument se taire, refusant, dans les cas les plus graves, de répondre aux demandes instantes de la justice et aux sollicitations de l'inculpé (1). » Le résultat le plus redoutable de ce silence voulu c'est que les médecins peuvent arriver à faire condamner des innocents.

Autre erreur juridique évidente résultant de l'interprétation actuelle, trop rigoureuse, du secret médical : une personne meurt en suppliant le médecin de dénoncer son assassin, il s'y refuse, se prétendant lié par l'article 378.

De même le professeur Pinard cite le cas de deux jeunes femmes gravement malades (l'une d'elles mourut) par suite de manœuvres abortives, qui lui nommèrent le médecin et la sage-femme qui avaient perpétré le crime. Il put saisir les instruments du crime, mais il ne put absolument rien faire d'autre, étant lié par le secret médical.

doit-il, enfermé dans son secret professionnel, laisser cette industrie se perpétuer?

Le devoir du médecin est de mettre un terme à de semblables pratiques; c'est un devoir impérieux, parce que souvent, seul, le médecin connaît ces crimes. Mais il doit le remplir de façon que sa révélation au Parquet soit faite en un temps qui ne puisse mettre en cause aucune des femmes qu'il a soignées... » Brouardel. — Secret médical, p. 162.

(1) *Revue hebdomadaire*, 1^{er} décembre 1917. — Le Secret professionnel, par M. Morizot-Thibault, de l'Académie des sciences morales et politiques.

Dans le cas présent, trois thèses sont en présence : obligation au médecin de parler, possibilité de parler, secret professionnel absolu.

La première est celle que M. le professeur Berthélemy appelle la solution forte, la seconde est la solution douce. Il y aurait encore une quatrième solution, ce serait celle admise par la loi italienne, qui oblige les médecins à dénoncer tout fait dont ils ont connaissance par l'exercice de leur profession et qui peut revêtir le caractère d'un délit. Mais on ne peut songer à pareille chose en France, lorsqu'on voit le tollé presque général soulevé par la modeste réforme proposée.

La solution forte avait été admise par la Commission sénatoriale dans un article ainsi conçu : « Les médecins, sages-femmes, cités comme témoins dans une poursuite pour avortement, sont tenus de déposer sous serment, sous les peines portées contre les témoins défaillants. »

Ce serait évidemment là une innovation considérable dans notre législation, mais fort possible, car des dispositions analogues existent déjà dans certains pays étrangers.

Ainsi l'article 458 du Code pénal belge : « Les médecins, chirurgiens, officiers de santé, pharmaciens, sages-femmes, et autres personnes dépositaires, par état ou profession, des secrets qu'on leur confie, qui, hors le cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice, et celui où la loi les oblige à faire connaître ces secrets, les auront révélés, seront punis, etc. »

De même l'article 498 du Code pénal autrichien spécifie que « les médecins, chirurgiens-accoucheurs ou sages-femmes, qui révèlent à d'autres qu'à ceux qui les

interrogent officiellement les secrets d'une personne confiée à leurs soins, sont punis, etc... »

La législation hongroise sanctionne la violation du secret professionnel, mais déclare formellement que cela ne s'applique pas en cas de déposition en justice.

En Angleterre et en Espagne, le secret médical n'existe qu'à l'état de seule obligation professionnelle. Aucun texte n'en punit la violation et il ne saurait dispenser les médecins de dire la vérité devant les tribunaux quand ils sont cités comme témoins.

Enfin, à l'instar de la législation italienne, certains Etats de l'Amérique du Nord obligent le praticien à dénoncer les avortements criminels (1).

Ce qui se fait à l'étranger peut certes se faire en France? Et l'on voit de suite l'intérêt capital qu'il y a à libérer les médecins du secret médical en ce cas : les avortements diminueront, nombre de coupables hésitant de peur, par suite de la nécessité de dissimuler leur faute, de compromettre leur santé.

Cette solution forte, qui consiste à obliger les médecins à témoigner sous serment, a reçu, dit M. Berthélemy, l'approbation du premier criminaliste de notre pays, qui est bien un des premiers criminalistes de l'Europe, du professeur Garraud, de l'Université de Lyon, ainsi que celle d'un très grand nombre de juristes français.

Du reste, voici en quels termes M. Garraud se rallie à cette solution : « Il est difficile de penser que la violation du secret médical, sur la demande même de la justice, soit illicite ou plutôt délictueuse. Je crois plutôt que l'article 378 crée, au profit du dépositaire des

- (1) D'après M. Morizot-Thibault à la Société générale des prisons. *Revue pénitentiaire*, juillet-septembre 1917, p. 181.

secrets professionnels, une exemption de déposer qui ne permet pas, s'il se réfugie derrière le secret professionnel pour ne pas répondre, de le traiter en témoin défaillant.

Mais il y a un intérêt tellement évident à ne pas laisser cette échappatoire aux hommes de l'art, dans les affaires d'avortement, que je m'associe à la proposition de décider législativement : « Que les médecins et sages-femmes, appelés à témoigner dans une affaire d'avortement, seront tenus de témoigner sous serment, sous les peines portées contre les témoins défaillants. »

En somme, le conflit entre deux devoirs, celui de déposer, celui de garder le secret professionnel, peut être tranché par la loi souveraine. Or, le devoir de témoigner l'emporte ici au point de vue social où l'on doit toujours se placer, sur le devoir de se taire.

Grâce à l'antisepsie, l'avortement volontaire est presque devenu sans danger. A ce contre-poids à son développement qui nous manque, il faut en chercher un autre, et quel frein plus puissant pour l'arrêter que l'obligation imposée aux médecins et sages-femmes de ne pas le cacher (1) ! »

Du reste, ce secret médical que certains défendent avec une telle âpreté, n'est nullement intangible. De nombreuses brèches y ont déjà été faites : loi du 3 mars 1822, sur la police sanitaire, enjoignant à tous les médecins d'avertir les administrations sanitaires de tous les symptômes de maladie pestilentielle. Egalement la loi du 30 novembre 1892, qui oblige, dans son article 15, le médecin à faire la déclaration des cas de maladies épidémiques.

Enfin la loi du 15 février 1902, sur la protection de

(1) *Revue pénitentiaire*, octobre-décembre 1917, p. 376.

la santé publique, astreignant le médecin à déclarer les maladies contagieuses de première catégorie. De plus, le secret médical n'existe pas dans l'armée où les tares de tous sont inscrites sur des feuilles de renseignements au vu et su de tout le monde.

Voici donc tout un ensemble de cas où le secret médical a subi de graves atteintes. N'y a-t-il pas lieu de lui faire une nouvelle brèche, puisque, comme l'enseignait saint Alphonse de Liguori, le médecin peut et doit parfois enfreindre le secret professionnel, « *ad advertendum grave damnum commune* ». Or, dit M. le chanoine Gaudeau, « la dépopulation, et en particulier l'infâme contagion de l'avortement, ne sont-elles pas pour le pays *gravissimum damnum commune* (1) ? »

Du reste, il n'y a même pas atteinte au secret médical, car le médecin n'est lié par aucune obligation professionnelle vis-à-vis des avorteurs. Le silence n'est prescrit au praticien que pour protéger le malade contre ses indiscretions, mais il n'a jamais consisté dans un privilège dispensant le médecin de déposer en matière criminelle quand il en est requis. En tout cas, il n'y a pas lieu d'invoquer le sentiment d'humanité qui domine tout le secret médical pour garantir une femme en danger par suite du crime qu'elle a commis. Au-dessus de la pitié due à ces malheureuses, il faut placer l'intérêt de la nation, de la race, de la société. Il est inadmissible que la certitude de l'impunité que la conception actuelle du secret professionnel donne aux avortées et aux avorteuses, dure plus longtemps. Il ne peut continuellement y avoir là un obstacle à la sauvegarde du pays. L'existence de la race, la répression d'un

(1) D'après M. Berthélemy : la Dépopulation et l'Académie de Médecine. *Revue politique et parlementaire*, novembre 1917.

crime, ne doivent pas dépendre d'un privilège corporatif.

On prétend que le témoignage du médecin ne servira pas à la justice, car il est souvent bien difficile de distinguer la cause d'un avortement. Il se peut; mais alors le médecin deviendra arbitre et son témoignage servira à combattre une accusation mal fondée. Le silence en pareil cas serait désastreux.

Aller révéler au juge un fait dont on a eu connaissance au cours de l'exercice de sa profession est une chose bien différente que de répondre à un magistrat qui vous interroge. Le médecin, sans manquer au secret médical, peut aider la justice dans son œuvre de répression et ce d'une façon très efficace. Une avortée, en mourant, confie au praticien qui la soigne le nom de l'avorteur ou de l'avorteuse : appelé en témoignage, le médecin traitant peut-il refuser de répéter au juge d'instruction les révélations de la moribonde? Son silence serait inadmissible. La conception actuelle du secret médical est un moyen scandaleux de se « défilier ». Voilà pourquoi la solution forte doit être admise. Le médecin doit être obligé de témoigner en justice (1).

Du reste, il ne s'agit nullement là de faire du médecin un dénonciateur comme certains ont pu le croire. Cette réforme n'en fera nullement un « pourvoyeur de cachots », comme le prétend le *Moniteur Médical*. Mais il y a une chose certaine, c'est que si le secret médical continue à être absolu comme il l'est actuellement, les médecins resteront comme aujourd'hui les confidents muets, les complices tacites des criminels qui s'atta-

(1) Outre les autorités déjà citées, MM. Millerand, Viviani, Nail, Mesureur, Bureau et Henry Fougère dans sa proposition de loi, se sont prononcés dans ce sens. M. Berthélemy, professeur à la Faculté de droit de Paris, après avoir soutenu cette thèse, l'a abandonnée.

quent à la vitalité de la race française. La science soutiendra le crime.

La solution forte a soulevé de telles récriminations, aussi véhémentes qu'incompréhensibles dans le corps médical, que beaucoup de ses partisans, M. Berthélemy tout le premier, se sont ralliés à la solution douce, estimant qu'il fallait mieux se contenter de peu, mais malgré tout obtenir une réforme de l'inadmissible situation actuelle. De là le texte bâtard suivant voté par le Sénat le 28 janvier 1919 :

« ART. 14. — Les médecins, sages-femmes et pharmaciens, cités comme témoins dans une poursuite pour avortement, pourront, sans tomber sous le coup de l'article 378 du Code pénal, déposer sur les faits reprochés au prévenu, dès lors qu'ils ne mettront en cause aucune personne vis-à-vis de laquelle ils seront tenus par le secret professionnel. »

Cette solution ralliera-t-elle les médecins intransigeants? Il est permis d'en douter quand on connaît les conclusions inconcevables votées par la plus haute émanation du corps médical : l'Académie de Médecine.

Cependant, ce texte reproduit l'avis de nombreux médecins : docteur Doléris, docteur Lepage, professeur Pinard. Ils estiment qu'il serait dangereux de défendre l'intégralité du secret médical et d'empêcher la justice de poursuivre les coupables d'un crime de lèse-nation. Le médecin, en dénonçant les avorteurs quand sa conscience le lui permettra, restera absolument dans son rôle qui est de toujours et partout conserver la vie. C'est là, d'après le professeur Pinard, élargir le secret médical. Cela permettra au médecin de sauvegarder la vie d'un certain nombre d'enfants. Pour cela, il faut donc

qu'il puisse témoigner en justice sur les faits par lui connus quand la poursuite est exercée, à condition que le médecin ne dise rien relativement aux personnes vis-à-vis desquelles il est lié par le secret professionnel. Mais il faut se rappeler que le médecin ne doit le secret qu'à son malade et non aux auteurs de sa mort ou des accidents qui ont mis sa vie en péril. C'est ce qu'a dit le professeur Pinard lors de la discussion de la question à l'Académie de Médecine : « Il faut qu'un médecin puisse dénoncer à la justice un avorteur ou une avorteuse quand il y a certitude scientifique que l'avortement est criminel... »

« Le secret doit rester intangible, mais le médecin doit rester libre de parler et le secret n'est pas dû à l'avorteur. »

Enfin, le texte voté par le Sénat est conforme au vœu émis dans sa séance du 23 juillet 1917 par la Société de Médecine légale. Il était ainsi conçu : « Stipulation par la loi que le médecin cité en justice, toujours dispensé de témoigner quand sa conscience le lui interdit, demeure libre de fournir son témoignage à la justice répressive sans s'exposer à aucune peine; qu'il doit le faire, au surplus, contre les auteurs des avortements envers lesquels il n'est retenu par aucune obligation professionnelle. »

Quelle serait la portée de cet article 14 admis par le Sénat? Certains de ses partisans prétendent, étant donnée la difficulté de prouver la criminalité d'un avortement, que le témoignage du médecin ne sera utile à la justice qu'une fois sur mille. Seul, peut-être, mais on verra qu'il n'en sera plus de même en le coordonnant avec la dénonciation de l'avortée. D'autres, et c'est

exact, prétendent que les médecins ne diront que ce qu'ils voudront (1).

En tout cas, cette solution douce permettra au médecin de ne plus avoir la bouche éternellement fermée par le serment d'Hippocrate. Mais tout dépendra de sa conscience. Les médecins douteux observeront toujours un silence prudent. Les intransigeants continueront à se taire, puisque telle est leur conviction. Par contre, il faut espérer qu'un certain nombre se ressaisiront, comprenant que leur témoignage est nécessaire, et qu'après avoir vilipendé la mollesse des pouvoirs publics, il serait peu glorieux pour eux de rester dans l'inertie.

Mais il n'est pas à souhaiter que le texte voté par le Sénat soit définitivement adopté. Il a déjà été repoussé par la Commission de la Chambre, et avec raison. En effet, c'est tout l'un ou tout l'autre : la déposition du médecin en justice doit ou être interdite ou être rendue obligatoire. On ne peut admettre que quelqu'un témoigne ou non suivant sa conscience. C'est juridiquement inadmissible. Cette solution doit être repoussée et l'obligation de déposer doit être édictée sous la sanction des peines portées contre les témoins défaillants. Le texte voté par le Sénat doit être considéré comme un pis-aller.

Enfin, la troisième des thèses en présence est celle du secret professionnel absolu ; c'est celle de la grande ma-

(1) C'est là l'avis de M. le doyen Larnaude, qui voudrait que le corps des médecins soit organisé sur un type analogue aux ordres d'avocats, pour permettre de surveiller étroitement les brebis galeuses qui se glissent dans cette corporation et d'y maintenir les hautes qualités morales si nécessaires à son existence. C'est également l'opinion de M. Clément-Charpentier, avocat à la Cour d'appel. *Revue pénitentiaire*, janvier-mars 1918, p. 486 sq.

jorité du corps médical, qui la base sur une question d'honneur corporatif mal compris. Elle est admise par l'Association générale des médecins de France, qui a émis son opinion dans les termes suivants : « Le Conseil général de l'Association générale des médecins de France, comprenant plus de dix mille médecins, fidèle à ses traditions, à ses statuts et à sa mission de maintenir l'exercice de l'art dans les voies conformes à la dignité de sa profession, justement ému de la proposition faite à l'Académie de Médecine, de supprimer, dans certains cas, le secret médical, proteste avec indignation contre cette tentative d'atteinte à la conscience des médecins. »

Cette opinion est erronée; on voit clairement qu'elle émane de gens qui ont peur de devenir des délateurs, des dénonciateurs, des pourvoyeurs de cachots.

Est-ce la même crainte qui pousse l'Académie de Médecine à défendre avec opiniâtreté l'intangibilité du secret? On ne sait. En tout cas, son président, M. le docteur Hayem, s'est exprimé en ces termes : « Le secret médical est intangible, car il est la sauvegarde des malades; pour être efficace, il doit être absolu... un secret est un secret. On ne doit pas céder, si on cède sur le moindre point on est perdu, et au bout du compte, l'intérêt social commande qu'on ne cède rien. »

Vraiment on se demande en vain quel péril si grave peut faire courir au corps médical tout entier la limitation du secret professionnel dans le cas particulier de l'avortement? Mais il y a mieux. A l'unanimité, l'Académie de Médecine vota le principe suivant : « Il ne

peut exister d'obligation légale au-dessus de l'obligation morale (1). »

Les auteurs de ce texte ont-ils réfléchi à ses conséquences effroyables : c'est la rébellion contre la loi, c'est la lutte ouverte contre l'autorité, c'est la révolte contre la société! Un corps des plus importants de la nation se déclare lui-même hors la loi, ou plutôt au-dessus des lois! Quelle prodigieuse responsabilité endossent ceux qui disent : « Que la société et les juges se débrouillent; nous, médecins de France, nous ne voulons rien savoir et nous nous en lavons les mains (2). » On ose à peine le croire et l'on veut se persuader qu'il ne s'agit là que d'une rodomontade et que, lorsqu'un texte formel existera, le corps médical qui rend chaque jour de si importants services au pays, s'inclinera tout entier.

Quelles peuvent bien être les raisons qui ont pu guider l'Académie de Médecine? Les uns pensent qu'elle a jugé inefficace le remède proposé par suite de la difficulté pour le praticien d'affirmer si l'avortement a été provoqué ou non. Mais cela ne sera pas, car le secret médical ne sera limité que si un autre moyen est

(1) Cet avis est d'autant plus incompréhensible qu'en 1902 l'Académie de Médecine avait statué tout différemment à propos de l'obligation de déclarer les maladies contagieuses : « Ce ne sont pas seulement la tradition et les mœurs, disait le rapporteur, c'est aussi la loi qui impose au médecin le secret professionnel. Ce que la loi a fait, elle peut aussi le défaire et quand les prescriptions de la loi sont commandées par l'intérêt public, on est mal venu à refuser d'y obéir en se retranchant derrière la tradition, si ancienne et si respectable qu'elle soit. L'obligation morale de garder le secret professionnel est primée par l'obligation légale de faire la déclaration. » Ces considérations furent approuvées par l'Académie. — *Revue pénitentiaire*, octobre-décembre 1917, p. 371.

(2) Docteur Doléris, dans le *Matin* du 28 août 1917. — Le docteur Doléris est partisan de la limitation du secret médical.

admis : l'excuse absolutoire à l'avortée dénonciatrice. Et même, si cela était, si dans la grande majorité des cas le médecin, même délié du secret professionnel, ne pouvait apporter un concours vraiment utile à la justice, il y aurait quand même lieu de passer par dessus l'intérêt d'une corporation, de limiter le secret médical, pour obtenir la condamnation, ne serait-ce que de quelques rares avorteurs, et pour permettre de sauver l'existence de quelques enfants à naître.

En second lieu, le docteur Foveau de Courmelles prétend (1) que l'on arrivera par là à priver les avortées des secours des médecins; elles mourront ou deviendront inaptes à toute maternité ultérieure. D'après lui, c'est ce qui est déjà arrivé avec la loi de 1892, obligeant le praticien à déclarer les maladies contagieuses, car pour éviter la bruyante désinfection administrative faisant fuir, s'ils sont commerçants, leurs clients, les classes modestes soignent elles-mêmes rougeole et scarlatine. Ne serait-ce pas là une crainte chimérique? Il est douteux que ce minime inconvénient détourne le malade de se faire soigner. En cas d'avortement, la femme aura quand même recours au médecin, car elle pourra s'assurer l'impunité en dénonçant son avorteur ou son avorteuse.

Reste une troisième raison, qui n'en est pas une, et qui seule a dû déterminer l'entêtement de presque tout le corps médical : c'est une question d'honneur, de dignité professionnels. Vraiment on renonce à comprendre. N'y aurait-il « pas de médecine possible dès qu'une brèche est faite au secret professionnel? Alors il n'y aurait donc pas de médecine en Angleterre, en Autriche, en Belgique, en Espagne, en Italie (2)? » En tout cas, il y a une chose certaine, c'est que, dans ces

(1) Dans le *Matin* du 24 août 1917.

(2) *Presse Médicale*, 1917, n° 51. — M. Barthélemy, professeur à la Faculté de droit de Paris.

pays-là, les médecins ne sont pas les complices tacites des criminels qui attentent à la vie même de la nation.

On a vu que la limitation du secret médical n'est pas une mesure unique : elle marche de pair avec une autre. Il faut que le témoignage de l'avortée vienne renforcer celui du médecin. Ce double témoignage est nécessaire pour atteindre l'avorteur. S'il en était autrement, le médecin ne saurait rien dans la plupart des cas, car avorteurs et avorteuses ne manqueraient pas de recommander le silence à leur cliente. De même le médecin dirait à l'avortée de s'abstenir de toutes confidences pour ne pas faire de lui un témoin redoutable.

Seule, la coordination de ces deux mesures constituera un remède efficace. Dénonciation de l'avortée et témoignage du médecin sont les pinces de la tenaille dans laquelle M. Berthélemy veut prendre l'avortement, si toutefois le corps médical veut bien ne pas briser une des deux branches de son outil?

Alors, « se complétant mutuellement, se contrôlant l'un l'autre, vivifiés l'un par l'autre, le témoignage du médecin et celui de la femme deviennent les deux mâchoires d'un étau, d'où, si habiles qu'ils soient, avorteurs et avorteuses ne pourront s'échapper (1). »

4. — *Impunité accordée à l'avortée dénonciatrice.*

Le témoignage de l'avortée est donc indispensable pour arriver à une répression efficace. Comment l'ob-

(1) *Revue pénitentiaire*, juillet-septembre 1917, p. 207 sq. — Exposé de M. E. Prévost à la Société générale des prisons.

tenir? Il suffira, pour cela, de lui accorder l'impunité si elle dénonce l'avorteur ou l'avorteuse, sous forme d'une excuse absolutoire. Ce moyen enlevant toute sécurité au coupable, aura certainement de bons résultats. Du reste, la prime à la dénonciation ne sera pas une nouveauté dans nos lois. Elle est employée bien souvent, toutes les fois qu'il y a danger social, car « il faut un intérêt social puissant pour que la justice se détermine à provoquer cette action (délation) et à en profiter pour diriger ses pas (1). »

Dans le cas présent, n'y a-t-il pas un intérêt social à laisser en dehors de la répression l'avortée, qui est une malheureuse, trop souvent du reste excusée en justice? Si elle est assurée de l'impunité en dénonçant l'avorteuse, elle le fera et amènera l'arrestation de cette dernière, beaucoup plus dangereuse que l'avortée.

Il y a autant d'avantages pour l'Etat à employer ici ce procédé qu'à s'en servir en matière de fausse monnaie, de falsification de billets de banque, de complot, d'attentats anarchistes (2). « La conservation de la race a-t-elle donc moins d'importance que la défense de

(1) Chauveau et Faustin Hélie, tome II, p. 170.

(2) L'impunité au dénonciateur est admise de nombreuses fois dans notre législation : loi du 4 germinal an II (corruption de fonctionnaire); arrêté du 27 vendémiaire an III, tendant à encourager par des récompenses les dénonciateurs des fraudes sur les droits d'entrée et de sortie; — art. 284, 285 et 288 du Code pénal (délits commis par voie d'écrits sans nom d'auteur); loi du 28 avril 1832, d'où sont sortis les articles 108 et 144 du Code pénal sur la révélation des crimes compromettant la sûreté de l'Etat et sur l'absolution des délateurs de ceux qui auront contrefait le sceau de l'Etat ou falsifié des billets de banque; loi du 13 mai 1863, d'où est sorti l'article 138 du Code pénal qui exempte de peine le faux monnayeur qui dénonce ses complices; décret du 31 décembre 1889 en matière de douane; décret du 22 avril 1892 pour les contributions indirectes; loi du 18 avril 1886, article 10, sur les pénalités contre l'espionnage; loi du 18 décembre 1893, d'où sont sortis les articles 266 et 267 du Code pénal, qui exemptent de peine ceux qui ont révélé des associations de malfaiteurs.

la bourse, la sauvegarde du régime, la protection de la frontière ou l'intérêt du fisc (1)? Cette excuse à l'avortée dénonciatrice a été acceptée par la presque unanimité des juristes (2). M. Cuche va même plus loin et sans doute avec raison. Il prétend qu'il faut encourager les dénonciations : « Et après tout, contre quoi luttons-nous? Sinon contre le vice et le mal. N'ayons pas de fausse honte, il est de bonne guerre de soudoyer des ennemis à un tel adversaire.

Autrement dit, je serai partisan d'instituer une prime à la dénonciation des avortements et même une prime élevée, 500 francs par exemple, la vie d'un enfant vaut bien cela. » Une telle proposition a peu de chances d'être jamais agréée, étant donné le caractère français qui répugne à la délation, surtout pécuniairement récompensée.

Il n'y a donc lieu de ne s'occuper que de l'excuse absolutoire. Ses adversaires soulèvent deux objections : ils redoutent les tentatives de chantage et ils considèrent ce moyen comme répugnant.

Le docteur Doléris, qui craint le chantage, cite l'exemple suivant : « Appelé comme expert à une affaire d'assises, j'ai vu défiler à la barre une douzaine de filles publiques qui avaient été très bien travaillées pour une dénonciation calomnieuse et qui n'était basée que sur ce fait qu'elles étaient allées prendre une consultation chez un médecin... Le jury a rendu un verdict d'acquiescement, mais j'ai tremblé, à ce moment-là, à la

(1) M. Berthélemy, dans le *Matin* du 13 août 1917.

(2) Les professeurs Garraud, Berthélemy, Garçon, Bonnacasse, Chauveau, Cuche, Demogue, Roux, Monnier, Weiss en sont partisans. M. Villey y est opposé. Enfin MM. Millerand, Morizot-Thibault, Viviani, Nail... et M. Henry Fougère, dans sa proposition de loi, admettent l'excuse absolutoire.

pensée qu'il suffisait de la dénonciation d'une femme pour entraîner la condamnation d'un médecin innocent (1).»

Mais cette tentative de chantage si bien préparée a manqué son but. Que redouter alors? Ferait-on à la magistrature l'affront de supposer que ses membres ne sauraient discerner la vérité là où le jury a pu le faire? Ces craintes de chantage sont chimériques. Il n'y en aura pas plus qu'actuellement. Aujourd'hui, pour obtenir un acquittement, une avortée peut aussi dénoncer et faussement. Or, ces fausses dénonciations ne deviendront pas plus nombreuses, au contraire, car l'avortée qui aura fait une dénonciation inexacte ou mensongère sera châtiée sévèrement par le magistrat correctionnel qui frappera sans pitié. En effet, il ne faut pas oublier, comme ont l'air de le faire les adversaires de l'excuse absolutoire, qu'il existe dans le Code des pénalités contre le chantage. Rien n'empêche du reste de les renforcer dans le cas présent (2).

La seconde observation, c'est que ce moyen est répugnant : c'est l'avis du sénateur Cazeneuve, du professeur Pinard. C'est possible; mais, de même qu'aucun intérêt corporatif ne peut prévaloir contre l'intérêt primordial de l'existence nationale, aucun moyen ne doit être repoussé pour sauver cette existence.

Beccaria avait déjà relevé ce qu'il y avait d'odieux dans de tels moyens basés sur la délation. Mais Diderot répondait avec son bon sens pratique : « Rien ne peut balancer l'avantage de jeter la méfiance entre les scélérats, de les rendre suspects et redoutables l'un à

(1) *Revue pénitentiaire*, juillet-septembre 1917, p. 177 sq.

(2) Demandé par une proposition de loi de M. Adolphe Chéron et de plusieurs de ses collègues, du 22 janvier 1920. *J. O.* 1920. Doc. Parlem. Chambre. Annexe n° 201, p. 97.

l'autre et de leur faire craindre sans cesse, dans leurs complices, autant d'accusateurs. Cela n'invite à la lâcheté que les méchants et tout ce qui leur ôte le courage est utile. La délicatesse de l'auteur (Beccaria) est d'une âme noble et généreuse; mais la morale humaine, dont les lois sont la base, a pour objet l'ordre public et ne peut admettre au rang de ses vertus la fidélité des scélérats entre eux pour troubler l'ordre et violer les lois avec plus de sécurité (1). »

Les deux objections des adversaires de l'excuse absolutoire doivent donc être repoussées, et il y a tout lieu de croire que cette immunité aurait certainement une action très efficace pour empêcher les avortements criminels. Nombre de femmes qui regrettent leur acte par la suite dénonceront volontiers celui ou celle qui les a fait avorter. Ou bien, si elles n'osent pas remplir le rôle de délatrices, elles n'hésiteront pas à venir apporter leur témoignage quand elles sauront les poursuites commencées. De plus, la crainte de la dénonciation arrêtera ceux dont la conscience est chancelante, sur la pente du mal. Le chantage ne sera pas non plus à redouter, l'excuse absolutoire n'étant accordée que si la dénonciation est reconnue exacte.

C'est pourquoi le Sénat a voté l'article accordant l'immunité à l'avortée dénonciatrice, bien qu'il fut combattu par la commission et par le Gouvernement. Il est ainsi conçu :

«ART. 15. — Sera exempte de toute peine la femme qui, avant toute poursuite commencée, aura donné connaissance aux autorités des manœuvres abortives commises sur sa personne par un tiers, ou qui, même de-

(1) D'après M. Berthélemy : L'Académie de Médecine et la dépopulation. — *Revue politique et parlementaire*, janvier 1918.

puis les poursuites commencées, aura procuré l'arrestation de ceux qui ont pratiqué sur elle lesdites manœuvres, ou leurs coauteurs ou complices.

« Le juge d'instruction (1), après avoir vérifié l'existence de cette excuse, déclarera immédiatement qu'il n'y a pas lieu de suivre, sans préjudice du droit de l'inculpée, dans le cas où elle aurait été poursuivie, que le tribunal se prononce sur ladite excuse. »

5. — *Création de services spéciaux de recherches des avortements.*

Un autre et dernier moyen propre à faciliter les poursuites consisterait dans la création d'un service de police des mœurs féminines, chargé de rechercher les cas d'avortement, comme cela existe en Angleterre. Ce service fonctionnerait à Paris, à la Préfecture de police, et également dans les principales villes de France (2). Il lui serait adjoint un certain nombre de médecins particulièrement spécialisés dans ces questions et qui seraient chargés de faire des enquêtes rigoureuses, non seulement sur les cas d'avortement pour lesquels des dénonciations seraient parvenues aux parquets et aux commissariats de police, mais même spontanément sur les faits leur paraissant suspects.

De plus, ce service surveillerait les officines des sages-femmes ou, les cabinets des médecins connus comme

(1) C'est le juge d'instruction et non le tribunal comme en cas d'excuse absolutoire pour espionnage; il y a là un changement complet dans l'instruction criminelle.

(2) Préconisé par M. le docteur Lepage à la Société générale des prisons. — *Revue pénitentiaire*, juillet-septembre 1917, p. 196.

venant trop facilement en aide aux femmes qui ne veulent pas mener leur grossesse à terme.

Tels sont les moyens répressifs proposés pour combattre les avortements criminels. Seront-ils efficaces? Il y a lieu de l'espérer, mais en tout cas la lutte engagée serait beaucoup plus facile à mener si l'on arrive, par un ensemble de remèdes préventifs, à réduire le nombre des avortements.

2. — Remèdes préventifs

On peut les diviser en deux catégories : les uns sont spéciaux, les autres généraux. Sans diminuer la nécessité qui existe de se servir des premiers, on peut toutefois dire que les seconds seront les plus efficaces, car ils agiront tous sur les causes mêmes du mal.

I. — REMÈDES PRÉVENTIFS SPÉCIAUX.

Ils sont au nombre de trois : la répression de la propagande anti-conceptionnelle, la réglementation de la profession de sage-femme et la surveillance des maisons d'accouchement.

1. — *Répression de la propagande anti-conceptionnelle.*

Le travail acharné des néo-malthusiens en faveur des

manœuvres abortives et des pratiques anti-conceptionnelles est certes l'une des causes principales de la multiplication des avortements. Prohiber toute propagande à l'avortement et à ces tristes habitudes, en faire un délit, était certes un moyen efficace de lutter contre le mal. Proposé dans tous les projets de loi sur cette matière, ce remède a finalement fait l'objet d'un texte séparé devenu la loi du 31 juillet 1920.

Il était temps d'agir. Puisse la mesure législative n'être pas intervenue trop tard ! Le néo-malthusianisme (1) a actuellement empoisonné toutes les classes de la société. Il ne s'est organisé en France qu'à la fin du dix-neuvième siècle. C'est le 30 août 1896 que le docteur Paul Robin créa la « Ligue de la Régénération humaine », longtemps subventionnée par le Conseil municipal de Paris (2). La propagande (3) était faite par des journaux : *Régénération*, *Rénovation*, *Génération consciente* et le *Malthusien*, et par des conférences faites, souvent avec la collaboration des Bourses du travail, par Sébastien Faure, Nelly Roussel, Jeanne Dubois. Cette propagande était surtout efficace dans les

(1) Cette doctrine n'a rien de commun avec celle de Malthus, qui était un austère pasteur. Craignant un accroissement de la population formidablement supérieur à celui des subsistances, il préconisait, pour réduire le chiffre de la population, non pas les pratiques anti-conceptionnelles qu'il a toujours violemment combattues, mais les mariages tardifs, la contrainte morale, la continence sexuelle, la chasteté.

(2) Bien avant déjà les autorités avaient protégé semblable propagande. Le Préfet de l'Allier en 1838, celui de la Somme en 1848, recommandent à leurs administrés de limiter le nombre de leurs enfants. En 1852, le Conseil municipal de Versailles crée un prix de tempérance et prescrit de tenir compte de plus, pour son attribution, du nombre modéré des enfants du lauréat.

(3) Tous les moyens étaient bons pour leur triste but. Ainsi, à Tours, des agents néo-malthusiens relevaient les publications de mariage et envoyaient aux futurs époux des prospectus indiquant les moyens d'éviter la fécondation.

milieux ouvriers et socialistes, car ses adeptes présentaient ces pratiques comme un moyen de rédemption des salariés. « Plus de chair à plaisir, plus de chair à travail, plus de chair à canon », telle était leur devise. Ils essayaient de justifier leur doctrine en disant qu'ils évitaient de la misère, qu'ils évitaient la naissance d'enfants débiles et dégénérés. Mais, en réalité, ce n'est pas là ce qu'ils redoutent : c'est l'enfant tout court, parce qu'il coûte de la douleur, de l'argent, parce qu'il est une gêne.

Et c'est là, la lamentable histoire de la majorité des familles françaises !

Mais, en tout cas, ce que les néo-malthusiens ne disent pas, c'est que les pratiques anti-conceptionnelles portent atteinte à la santé de la femme ; de graves troubles physiologiques en résultent. Les fibromes sont très fréquents chez les femmes n'ayant pas eu de grossesse ou n'ayant eu qu'un enfant. Parfois même le cancer est la suite des pratiques néo-malthusiennes.

Telle était la situation il y a quelques années : une propagande infâme minait journellement la vie du pays et les pouvoirs publics laissaient faire, la législation était impuissante. Rares étaient les poursuites et, le plus souvent, elles aboutissaient à un non-lieu, car il n'y avait pas de texte. De plus, la jurisprudence entraînait complètement les efforts des parquets qui, par des moyens détournés, trouvaient dans la loi sur les outrages aux bonnes mœurs les armes nécessaires pour atteindre la propagande anti-conceptionnelle. C'est ainsi que dans un arrêt du 19 novembre 1910, la Cour de cassation prétendit que l'annonce faite dans les journaux devait être obscène dans sa rédaction même ; il ne suffisait pas que la chose annoncée soit obscène, il fallait que l'obscénité éclate dans la formule employée.

Evidemment, cette condition n'étant jamais remplie, c'était l'impunité assurée aux auteurs de pareilles annonces (1).

De même, le 23 novembre 1912, la Cour de cassation décidait que « la distribution des brochures contenant les descriptions de l'union sexuelle, ou l'exposé des moyens d'éviter la grossesse, ne peut par elle-même constituer le délit prévu par la loi du 16 mars 1898, complétée par la loi du 7 avril 1908. »

Enfin la Cour suprême estimait que le livre ne pouvait être poursuivi, aussi cassa-t-elle, le 19 novembre 1914, un arrêt condamnant l'auteur d'un « Traité complet sur l'avortement spontané et criminel, ouvrage sans précédent à l'usage des médecins, sages-femmes et gens du monde », vendu au prix de 12 francs, ouvrage qui n'était qu'un recueil de pratiques anti-conceptionnelles et de moyens propres à obtenir l'avortement.

De pareilles décisions sont pour le moins surpre-

(1) Cet arrêt est d'autant plus étrange que la jurisprudence de la Cour de cassation était tout à fait contraire. Une décision du 19 juillet 1838 (Sirey 1839-1-158) le prouve : « Attendu que s'il est vrai que ledit écrit ne renferme pas d'expressions obscènes ou qui pourraient blesser la pudeur, il n'en a pas moins un but immoral et contraire aux bonnes mœurs... » C'est à se demander si aujourd'hui la Cour suprême n'est pas néo-malthusienne, et s'il n'aurait pas dit juste ce parlementaire qui prétendait que tant que ces pratiques n'étaient répandues que dans les classes aisées et riches, et leur profitaient, on les protégeait, mais que du jour où, répandues dans les milieux pauvres, elles risquèrent de porter atteinte au bien-être de ces mêmes classes, par suite de la réduction du nombre des travailleurs et des soldats, alors on prit rapidement des mesures législatives pour les réprimer.

On ne peut mieux stigmatiser l'égoïsme bourgeois. En tout cas, une chose est certaine, c'est que ce sont les classes possédantes qui ont eu les premières le triste monopole des pratiques anti-conceptionnelles et l'on peut citer à ce propos le mot d'un député, père de six enfants, qui flétrissant, en 1913, à la tribune de la Chambre, les actes néo-malthusiens surtout en usage dans les familles aisées, montrait le Gouvernement et disait : « Dix-neuf ministres, dix enfants ! »

nantes et l'esprit subtil de la Cour de cassation aurait certes mieux fait de s'exercer à trouver dans les textes le moyen de réprimer une si honteuse propagande, que de torturer l'article 317 pour permettre, dans les cas si rares où l'on peut la prouver, de punir la tentative d'avortement.

Aujourd'hui, de pareilles décisions judiciaires sont impossibles, car il y a un texte : la loi du 31 juillet 1920 (1), qui considère comme délits la propagande anti-conceptionnelle et la provocation à l'avortement.

Il est trop tôt encore pour apprécier les résultats certainement efficaces de cette mesure législative.

2. — *Réglementation de la profession de sage-femme.* *Limitation de leur nombre.*

« Les sages-femmes, dit Brouardel, sont de celles qui pratiquent l'avortement de beaucoup les plus nom-

(1) Loi du 31 juillet 1920, réprimant la provocation à l'avortement et à la propagande anti-conceptionnelle. (*J. O.* du 1^{er} août 1920, p. 10934.)

Article premier. — Sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 100 francs à 3.000 francs quelconque :

Soit par des discours proférés dans des lieux ou réunions publiques ;

Soit par la vente, la mise en vente ou l'offre, même non publique, ou par l'exposition, l'affichage ou la distribution sur la voie publique ou dans les lieux publics, ou par la distribution à domicile, la remise sous bande ou sous enveloppe fermée ou non fermée, à la poste ou à tout agent de distribution ou de transport, de livres, d'écrits, d'imprimés, d'annonces, d'affiches, dessins, images et emblèmes ;

Soit par la publicité de cabinets médicaux ou soi-disant médicaux, Aura provoqué au crime d'avortement, alors même que cette provocation n'aura pas été suivie d'effet.

Art. 2. — Sera puni des mêmes peines quelconque aura vendu,

breuses. » Leur nombre est beaucoup trop considérable. De là, la proposition par le docteur Bertillon au congrès des médecins-praticiens de 1910 de limiter leur nombre et de soumettre leur profession à la surveillance d'un service d'inspection. Le Congrès ne voulut pas suivre son rapporteur dans cette voie. Au contraire, le Syndicat général des sages-femmes de France demanda une réglementation rigoureuse de sa profession pour séparer celles qui font honnêtement leur métier, des criminelles connues sous le nom de *faiseuses d'anges*.

Pour cela il y aurait lieu d'organiser la collation du diplôme de sage-femme : au lieu du banal et sans va-

mis en vente, ou fait vendre, distribué ou fait distribuer de quelque manière que ce soit, des remèdes, substances, instruments ou objets quelconques, sachant qu'ils étaient destinés à commettre le crime d'avortement, lors même que cet avortement n'aurait été ni consommé, ni tenté, et alors même que ces remèdes, substances, instruments ou objets quelconques proposés comme moyens d'avortement efficaces seraient, en réalité, inaptes à les réaliser.

Art. 3. — Sera puni d'un mois à six mois de prison et d'une amende de 100 à 5.000 francs quiconque, dans un but de propagande anti-conceptionnelle, aura, par l'un des moyens spécifiés aux articles 1 et 2, décrit ou divulgué, ou offert de révéler des procédés propres à prévenir la grossesse, ou encore facilité l'usage de ces procédés.

Les mêmes peines seront applicables à quiconque, par l'un des moyens énoncés à l'article 23 de la loi du 29 juillet 1881, se sera livré à une propagande anti-conceptionnelle ou contre la natalité.

Art. 4. — Seront punis des mêmes peines les infractions aux articles 32 et 36 de la loi du 21 germinal an XI, lorsque les remèdes secrets sont désignés par les étiquettes, les annonces ou tout autre moyen comme jouissant de vertus spécifiques préventives de la grossesse, alors même que l'indication de ces vertus ne serait que mensongère.

Art. 5. — Lorsque l'avortement aura été consommé à la suite des manœuvres ou des pratiques prévues à l'article 2, les dispositions de l'article 317 du Code pénal seront appliquées aux auteurs des dites manœuvres ou pratiques.

Art. 6. — L'article 463 du Code pénal est applicable aux délits ci-dessus spécifiés.

Art. 7. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies, dans les conditions qui seront déterminées par des règlements d'administration publique.

leur certificat de bonnes vie et mœurs que l'on exige des candidates, il faudrait exiger des antécédents irréprochables contrôlés par une enquête sérieuse.

L'interdiction sous sanction de toute publicité autre que noms, titres, qualité et adresse, ainsi que les conditions d'admission et de séjour, doit être prescrite aux sages-femmes. Cela a, du reste, été prévu par l'article 9 de la proposition de loi votée par le Sénat le 29 janvier 1919 (1).

Enfin, il faut limiter le nombre des sages-femmes. Elles sont 12.152 en France (2). Leur nombre est à peine inférieur à celui des médecins, c'est-à-dire qu'il y a presque autant de personnes pour soigner les femmes en couches que pour toutes les autres maladies. La conséquence, c'est que 75 pour 100 des sages-femmes vivent à l'état de misère. Il faudrait les répartir sur le territoire pour qu'elles puissent gagner honorablement leur vie et non les laisser affluer vers les villes où beaucoup ne peuvent vivre qu'en ayant recours à des manœuvres criminelles. En effet, il y a peu de sages-femmes dans les départements où il y a beaucoup de naissances, d'où complication, et souvent, mort des accouchées. Ainsi, en 1911, près de 50.000 femmes ont accouché sans aucun secours. Par contre, dans d'autres départements, une sage-femme honnête ne peut vivre de son métier. Tel était le cas en 1911 :

Du Gers, de la Côte-d'Or, où il y avait 22 accouchements pour 1 sage-femme;

(1) Ce texte mettra fin à la publicité honteuse faite par les sages-femmes et pour laquelle certaines dépensaient des sommes considérables, dont le docteur Bertillon a relevé les chiffres, et qui atteignent : 2.014, 4.914, 5.441, 5.748, 8.055 et 13.225 francs! (Congrès des médecins-praticiens de 1910.)

(2) *Bulletin de l'Académie de Médecine*. — Séance du 16 octobre 1917, p. 400 sq. Exposé de M. le docteur Bar.

De la Marne, où il y avait 25 accouchements pour 1 sage-femme.

Par contre, on comptait :

Dans la Manche, 332 accouchements pour 1 sage-femme ;

Dans l'Ille-et-Vilaine, 361 accouchements pour 1 sage-femme ;

Dans les Côtes-du-Nord, 470 accouchements pour 1 sage-femme.

D'où, dans le plus grand nombre des cas, les accouchements ne procurent-ils que des gains minimes. En 1907, à Paris, le gain moyen d'une sage-femme était évalué à 1.200 francs. En 1911, dans vingt et un départements, chaque sage-femme gagnait moins de 2 francs par jour. C'était la misère. Comment auraient-elles pu vivre si certaines ne s'étaient livrées à d'infâmes pratiques ? En effet, beaucoup de celles qui n'ont pas l'âme fortement trempée ne résistent pas quand elles sont sollicitées pour des manœuvres abortives. Un grand nombre d'entre elles, n'ayant pas suffisamment pour vivre, deviennent des déclassées. Deux tristes métiers les guettent : elles seront prostituées si elles sont jolies, faiseuses d'anges si elles sont laides.

Si, au contraire, leur nombre est limité, si elles sont réparties d'une façon équitable dans l'ensemble du pays, leur métier les nourrira et elles ne failliront plus lorsqu'on viendra les solliciter pour d'odieuses manœuvres. Une semblable réforme s'impose. Elle amènera certainement une réduction du chiffre des avortements.

3. — *Surveillance des maisons d'accouchement.*

Il y a longtemps que l'on a constaté que de nom-

breuses maisons, soi-disant d'accouchement, ne sont que des officines d'avortement, aussi a-t-on songé à les soumettre à une surveillance rigoureuse qui ne nuira en rien aux établissements honnêtes et qui permettra de plus de traquer ce fléau si redoutable (1).

Pour arriver à ce résultat, il faut décider que, seuls, un docteur en médecine ou une sage-femme pourront assumer la direction médicale d'une maison d'accouchement; il faut édicter que l'ouverture d'un tel établissement sera soumise au régime de l'autorisation, bien préférable à celui de la déclaration, qui peut laisser passer un directeur indigne. Enfin, un service de surveillance des maisons d'accouchement, exercé par des médecins qualifiés, doit être organisé. Du reste, toutes les modifications proposées ont été réalisées par le titre premier du projet de loi voté par le Sénat le 29 janvier 1919. En voici le texte :

« Du régime des maisons d'accouchement et de leur surveillance :

« ARTICLE PREMIER. — Est considéré comme maison d'accouchement, pour l'application de la présente loi, tout établissement privé dans lequel, à titre onéreux ou gratuit, et en nombre quelconque, les femmes sont admises soit pour y faire leurs couches, soit afin d'y être soignées pour les suites immédiates des couches (2).

« ART. 2. — Une maison d'accouchement peut être ouverte ou tenue par un particulier, par une œuvre de bienfaisance ou par une société, à la condition que la direction médicale effective de l'établissement soit assurée par un docteur en médecine ou une sage-femme.

(1) Seul le congrès des médecins-praticiens de 1910 s'éleva contre l'institution d'une telle surveillance.

(2) Par suite de ces dispositions, les accouchements dans les hôtels sont interdits.

« Un docteur en médecine ou une sage-femme ne peut diriger plusieurs maisons d'accouchement.

« Toute personne (1), toute œuvre de bienfaisance ou société se proposant d'ouvrir, de tenir, de diriger ou de transférer, même temporairement, une maison d'accouchement, doit demander l'autorisation au préfet du département où la maison doit être établie. Dans le département de la Seine, la demande d'autorisation est adressée au préfet de police.

« La même autorisation est exigible pour la ou les annexes adjointes à la maison d'accouchement.

« ART. 3. — Le préfet se prononce, dans le mois, sur la demande d'autorisation.

« Le refus d'autorisation doit être basé, soit sur les conditions hygiéniques défectueuses de l'établissement, suivant avis du Conseil d'hygiène départemental, soit sur le fait de condamnations prévues par l'article 7 de la loi (2), soit enfin sur une raison d'immoralité.

« Ce refus est notifié au postulant avec les motifs.

« Dans le délai d'un mois, à compter de cette notification, appel peut être interjeté devant le Ministre de l'Intérieur, qui statue sur avis conforme d'une commission spéciale, composée de cinq membres désignés par le Conseil supérieur d'hygiène publique de France. Cette commission entend l'intéressé s'il le demande (3).

« ART. 4. — Lesdites maisons sont placées sous la

(1) La Commission de la Chambre ajoute à cet endroit : « ... même docteur en médecine ou sage-femme... » — *J. O.* 1920. Doc. Parlem. Chambre. Annexe n° 637. Séance du 29 mars 1920. Rapport de M. René Lafarge.

(2) Avec raison, dans un but de généralisation et pour obtenir une plus haute valeur morale des directeurs des maisons d'accouchement, la Commission de la Chambre a supprimé les mots : « prévues par l'article 7 de la loi ».

(3) Somme toute, c'est le régime spécial créé pour le département

surveillance du Préfet et, dans le département de la Seine, du Préfet de police.

« Cette surveillance s'exerce régionalement par l'entremise de médecins désignés par le Ministère de l'Intérieur, sur la proposition des Facultés de médecine, des Facultés mixtes de médecine et de pharmacie et des Ecoles de plein exercice de médecine et de pharmacie, qui constituent autant de centres régionaux.

« Les médecins surveillants, ainsi désignés, exercent leurs fonctions sous la direction des préfets qui leur adjoignent, s'il y a lieu, des agents administratifs (1).

« Une redevance sera perçue par l'Etat sur chaque maison d'accouchement, proportionnellement au nombre des lits. Les médecins surveillants seront rémunérés (2).

« ART. 5. — Quiconque ouvre, tient ou dirige, même temporairement, une maison d'accouchement sans autorisation, ou qui est convaincu d'avoir adjoint à une maison une ou plusieurs annexes non autorisées, sera passible d'une amende de 500 à 1.000 francs et d'un emprisonnement de six jours à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

« La maison est immédiatement fermée aux nouvelles entrées. La fermeture est définitive après la sortie des femmes en traitement.

de la Seine par l'ordonnance de police du 9 août 1828 qui est étendu à toute la France.

La Commission de la Chambre a ajouté à cet article 3 un cinquième paragraphe ainsi conçu : « Le recours contre la décision du Ministre peut être porté devant le Conseil d'Etat, conformément au droit commun. »

(1) La Commission de la Chambre a supprimé tout ce troisième paragraphe.

(2) Ce service d'inspection, dont les membres sont désignés par les Facultés, permet d'espérer que toute préoccupation politique en sera bannie.

« Indépendamment des poursuites pour exercice illégal de la médecine, les mêmes peines sont applicables à quiconque, dépourvu du titre de docteur en médecine, donne asile dans une maison d'accouchement à des femmes ayant avorté ou à des femmes enceintes, avant le sixième mois de la grossesse, à moins que cette admission ne soit prononcée sur la demande écrite d'un docteur en médecine, lequel avisera immédiatement, sous peine d'une amende de 100 à 500 francs, le Préfet du département ou le médecin surveillant.

« ART. 6. — Quiconque a mis les médecins ou agents, chargés de la surveillance, dans l'impossibilité de remplir leurs fonctions, soit en leur refusant l'entrée de la maison, soit de toute autre manière, est passible des peines prévues au premier paragraphe de l'article précédent. Toutefois, la fermeture de la maison ne sera pas prononcée si le coupable est un employé à gages ou un commis ayant agi sans ordre.

« ART. 7. — L'autorisation ne peut être accordée à un postulant, s'il a encouru des condamnations pour crimes ou délits prévus aux articles 330 à 334, 345 à 355 du Code pénal, ou s'il a été condamné en vertu des dispositions de la présente loi.

« ART. 8. — Toute condamnation encourue dans les conditions de l'article 7 par le directeur, la directrice ou le propriétaire d'une maison d'accouchement, ou toute raison d'immoralité à la charge de ces personnes, entraîne le retrait immédiat de l'autorisation.

« L'autorisation peut, en outre, être retirée par le Préfet sur rapport du médecin surveillant et avis du Conseil départemental d'hygiène, après une mise en demeure restée sans effet.

« La décision du retrait est motivée.

« Dans le délai de huit jours, à dater de la notification, appel suspensif peut être interjeté devant le Ministre de l'Intérieur qui statue, dans la quinzaine, sur avis conforme de la commission spéciale prévue à l'article 3, laquelle entend l'intéressé s'il le demande.

« Si l'urgence est constatée par l'unanimité du Conseil départemental d'hygiène, la décision du Préfet est immédiatement exécutoire nonobstant appel.

« Toute décision administrative retirant l'autorisation détermine les mesures conservatoires à prendre dans l'intérêt des femmes qui se trouvent en traitement lors du retrait.

« ART. 9. — En aucun cas, les directeurs ou directrices ou propriétaires desdites maisons ne pourront recourir à la publicité, notamment par voie d'annonces, de prospectus, d'enseignes, si ce n'est pour indiquer leurs nom, titres, qualité et adresse, ainsi que les conditions d'admission et de séjour.

« En cas d'infraction à ces prescriptions, les délinquants seront frappés des peines prévues à l'article 5, et l'autorisation pourra être retirée.

« En cas de retrait d'autorisation, le recours prévu au quatrième paragraphe de l'article 8 est applicable.

« ART. 10. — Les articles 2 et suivants sont applicables aux maisons d'accouchement actuellement ouvertes.

« Dans les trois mois qui suivront la promulgation de la présente loi, les directeurs, directrices ou propriétaires devront se soumettre aux prescriptions prévues aux dits articles.

« ART. 11. — A titre de disposition transitoire, les médecins chargés, au moment de la promulgation de la présente loi, de l'inspection des maisons d'accouchement, en vertu de l'ordonnance de police du 9 août 1828,

peuvent conserver leurs fonctions suivant arrêté conforme du Préfet de police. Le régime prévu à l'article 4 sera ensuite appliqué au fur et à mesure des vacances.

« ART. 12. — Un décret portant règlement d'administration publique déterminera les mesures d'exécution des articles ci-dessus, notamment les conditions dans lesquelles s'exercera la surveillance prévue à l'article 4, et fixera le montant et le mode de perception de la redevance prévue au même article. »

Tel est le dernier des trois moyens préventifs spéciaux proposés pour lutter contre l'avortement.

II. — REMÈDES PRÉVENTIFS GÉNÉRAUX.

Quid leges sine moribus?

Bien qu'il n'y ait pas lieu d'être pessimiste et qu'on soit en droit d'espérer beaucoup des remèdes précédents, il est cependant certain que les plus efficaces de tous seront ceux qui agiront sur les racines mêmes du mal. Il faut supprimer les motifs qui poussent la mère à se faire avorter, pour diminuer le nombre des avortements. C'est sur les causes qu'il faut agir si l'on tient à en restreindre sérieusement la quantité. Laissez la femme à ses inspirations. écartez les besoins matériels dont le poids entraîne et subjugué trop souvent sa volonté, éloignez d'elle les démarches perfides, les industries intéressées à sa faiblesse et le sentiment maternel, dégagé des circonstances qui l'invitent à faillir, combattrà lui-

même le fléau, bien mieux que ne pourraient le faire les lois répressives. Quelles sont donc les causes de l'avortement?

1. — *Causes sociales de l'avortement.*

Elles sont de deux sortes : les premières sont spéciales à l'avortement, les secondes lui sont communes avec celles des pratiques anti-conceptionnelles. Elles mènent d'abord à celles-ci, et ensuite, si elles sont inefficaces, à la suppression du fœtus.

Parmi les premières de ces causes, les principales sont : la crainte du déshonneur et celle de la misère. « La misère est la grande faiseuse d'anges », dit M. P. Strauss. Parfois, mais peu souvent, le vice véritable mène au crime. Quelquefois une femme mariée y a recours pour cacher une faute; c'est ainsi que l'avortement mondain est le plus souvent adultérin, mais c'est assez rare, car dans notre législation le pavillon conjugal couvre la marchandise.

Une autre cause, fort peu commune mais qui cependant peut se produire, c'est le cas d'une femme syphilitique qui se fait avorter pour ne pas donner le jour à un enfant taré.

Le grand nombre des avortements résulte de plus de la vulgarisation scientifique et commerciale des moyens destinés à les procurer. Les progrès de l'asepsie et de l'antisepsie ne sont certainement pas étrangers à cet accroissement redoutable. Autrefois, la conservation de la race était défendue par la peur du danger; aujourd'hui, au contraire, on peut se faire avorter « comme on se fait arracher une dent » (Professeur Pinard).

La faiblesse coupable du jury doit être aussi rendue responsable de l'aggravation du mal : la répression n'existant plus, les criminels peuvent donner libre cours à leurs mauvais instincts. Les jurés oublient trop souvent qu'ils sont des juges et qu'il est du devoir des magistrats d'appliquer une peine même sévère.

Une autre cause est l'injustice de la société vis-à-vis de la fille-mère. L'égoïsme des classes bourgeoises envers la jeune fille qui a *fauté* est vraiment révoltant. Combien de personnes ne seraient pas plutôt portées à voir en elle une criminelle qu'en la femme qui s'est fait avorter? Aussi comprend-on facilement que, trompée, abandonnée par son amant, la jeune fille enceinte cherche à se débarrasser de son fruit. Il faudrait, pour remédier à cela, faire une loi efficace sur la recherche de la paternité.

Il y a aussi l'avortement de la prostituée : c'est là une conséquence fatale de son métier. Celui-là, on ne l'empêchera jamais. Demandez donc à une fille publique ou à une courtisane de mener à bien leur grossesse? Elles vous répondront qu'il leur faut vivre et, pour cela, ne pas interrompre leur commerce. Jamais elles ne consentiront à être mères (1).

Enfin il y a des causes d'avortement spéciales à la guerre. L'augmentation formidable de leur nombre pendant cette période résulte d'une crise morale provenant des salaires élevés que touchaient les femmes, des allocations généreusement distribuées. La grossesse

(1) M. le docteur Le Bec (*Revue pénitentiaire*, juillet-septembre 1917, p. 167), à la Société générale des prisons, avançait que si ces femmes croyaient à une sanction morale qui s'exerce au delà de la tombe et à laquelle personne ne peut échapper, elles n'auraient plus recours au crime et mèneraient à bien leur grossesse. Oui, mais si elles croyaient à la sanction morale, elles ne se seraient jamais prostituées.

était redoutée, car elle était un obstacle au travail et au gain. La présence des troupes alliées (1), l'inconduite de certaines femmes pendant que leurs maris étaient retenus au loin par leurs obligations militaires (2), sont autant de causes de la multiplication effroyable des avortements au cours de la guerre. Enfin il faut y ajouter la triste situation où se trouvaient de nombreuses femmes violentées par des Allemands.

Telles sont les causes qui poussent le plus souvent la mère à supprimer l'enfant à naître. Il en est d'autres plus générales, qui sont communes à l'avortement et aux pratiques anti-conceptionnelles. Les principales sont la propagande néo-malthusienne, l'immoralité croissante, les transformations de la vie moderne et de l'état économique et social.

On connaît les néfastes effets de la doctrine des partisans du libre amour. Elle s'est tellement répandue qu'aujourd'hui, pour la majorité des gens, dans les relations sexuelles, légitimes ou illégitimes, la fécondation est devenue non le but mais le danger. « La mentalité actuelle est parvenue à ce point que, non seulement les manœuvres fœticides sont considérées comme un acte à peine répréhensible, alors que le Code les qualifie crimes, mais encore qu'on y a recours « comme on

(1) Surtout anglaises et américaines. En 1916, la Cour d'assises de Rouen jugea 6 affaires d'avortement. Ce chiffre monta à 14 en 1917 et à l'origine de presque toutes les affaires on trouva un soldat anglais. (*Revue pénitentiaire*, juillet-septembre 1917, p. 175. — Exposé de M. Mourral à la Société générale des prisons.)

(2) A ce propos, M. le sénateur Cazeneuve cite le passage suivant de Tacite :

« C'est à peine si sous les yeux de leurs maris elles se conduisent toujours honnêtement; qu'arrivera-t-il quand elles ne seront plus surveillées? Et comment pourront-elles supporter cette sorte de divorce qui dure quelquefois plusieurs années? » (*Annales* III, 33. — *Revue pénitentiaire*, juillet 1917, p. 203.)

« prend une simple purgation », suivant les expressions de Cazot (1). »

En second lieu, il faut citer l'immoralité croissante, l'absence de plus en plus complète de sens moral et ce, dans toutes les classes de la société. Cela provient de l'affaiblissement des idées religieuses nécessaires pour que la masse mène une existence conforme à la moralité. Une sérieuse éducation morale du peuple s'impose donc. Seule, elle pourra combattre le néo-malthusianisme et la pornographie.

Comme le dit M. Berthélemy : « Une triple cuirasse protégeait autrefois les embryons : la peur de l'enfer, la peur de la mort, la peur de la peine. On ne croit plus à l'enfer, on ne craint plus la mort mise en fuite par l'antisepsie; l'imbécile mansuétude des jurys a supprimé la peine (2). »

Une conséquence de la diminution de la moralité est le développement des unions libres, qui ne désirent jamais la procréation, alors que l'union légitime, si parfois elle la redoute et la restreint, souvent aussi la désire et l'accepte avec joie.

Autre conséquence : la femme mondaine se fait souvent avorter pour ne pas renoncer à sa vie de fêtes et de plaisirs; par sensualité, pour ne pas être privée de l'acte d'amour, ou pour ne pas porter atteinte à la finesse de ses traits (3).

En troisième lieu, les transformations de la vie moderne et de l'état économique et social sont encore

(1) Exposé de M. Hennequin à la Société générale des prisons. — *Revue pénitentiaire*, juillet-septembre 1917, p. 193.

(2) *Revue politique et parlementaire*, novembre 1917. — L'Académie de Médecine et la dépopulation, par H. Berthélemy, professeur à la Faculté de droit de Paris.

(3) C'est ce qui se passait déjà à Rome : « Ut careat rugarum crimine venter... » (Ovide, *Amours*, II, 13.)

parmi les causes de l'avortement. Ce sont : l'extension de la grande industrie, l'afflux des ouvriers dans les villes, l'augmentation considérable du coût de la vie. Ajoutez à cela le déchaînement des ambitions, l'arri-visme, l'individualisme, l'appétit immodéré du luxe et de toutes les jouissances, la tendance à s'affranchir de toute gêne, la haine de la discipline, et vous comprendrez pourquoi tant de ménages ne veulent pas s'em-barrasser d'une famille.

Enfin il existe encore une autre cause très grave : le féminisme, qui écarte la femme de son rôle naturel, qui parle trop de droits et pas assez de devoirs. Tendant à rendre le mariage moins désirable et surtout la maternité plus incommode, il constitue un danger pour l'a-venir des nations. « La masculinisation de la femme est, à tous les points de vue, un des grands périls de la civilisation contemporaine. C'est un facteur desséchant et stérilisant (1). »

La conséquence de toutes ces causes, c'est que, trop souvent, l'on pratique les manœuvres anti-conception-nelles et qu'en cas d'insuccès on n'hésite pas à avoir recours à l'avortement, car on ne veut pas avoir d'en-fants. On vise ce but par intérêt dans la classe paysanne (2), par égoïsme dans la bourgeoisie, par co-quetterie chez les femmes du monde.

Dans la bourgeoisie, la cherté du logement, la volonté bien arrêtée de ne pas diminuer son train de vie habi-tuel par suite de l'accroissement des charges familiales, le désir d'éviter le morcellement de la succession et d'en assurer l'intégralité à l'enfant que l'on veut unique,

(1) P. Leroy-Beaulieu. — La question de la population, 1913, p. 273.

(2) La domestique enceinte est généralement congédiée, d'où re-cours à l'avortement pour conserver sa place.

peut-être aussi le but d'éviter des souffrances à la femme, font que l'on ne dépasse en aucun cas le nombre d'enfants fixé d'avance.

Comme le disait justement le docteur J. Bertillon : « Les Français ne comprennent pas que ce qui fait la dignité de l'union des deux sexes c'est l'amour fécond. »

Le mariage est de plus en plus considéré comme n'ayant qu'un but : l'argent ou la volupté qui amène nécessairement la recherche de la stérilité. L'on ne se marie que rarement pour fonder une famille, basée sur l'amour réciproque des époux, mais presque toujours on traite l'union conjugale comme une affaire commerciale.

Après cela il n'y a pas lieu de s'étonner de voir des ménages supprimer sans hésitation et même avec joie l'enfant à naître (1).

2. — *Remèdes préventifs généraux : rétablissement des tours.*

Les deux principales causes de l'avortement sont la crainte du déshonneur et celle de la misère. Pour combattre ces deux motifs, il suffit de rétablir les tours qui permettront à la fille-mère de remettre aux soins de la charité publique, en restant inconnue, l'enfant dont elle est accouchée. Dans le même but, l'Académie de Médecine a demandé la création de maternités où toute

(1) On cite le cas de notaires normands qui ont des peines inouïes à faire comprendre à de futurs conjoints qu'on ne peut insérer dans le contrat qu'ils s'engagent à ne pas avoir d'enfants.

femme, gratuitement ou non, puisse être reçue dans des conditions de secret absolu, sans qu'aucune enquête ne soit faite pour connaître son identité.

Le premier de ces deux moyens est plus simple, car il a déjà fonctionné en France. Rétablissez les tours et la fille-mère, tranquillisée, ne redoutant plus le déshonneur ni la misère, renoncera aux manœuvres abortives.

Constitués légalement par un décret du 19 janvier 1811, ils ne furent supprimés officiellement que par la loi du 27 juin 1904, mais depuis longtemps il n'y en avait plus. En 1860, on en comptait seulement 25 dans toute la France. La loi de 1904 organisa, pour les remplacer, l'abandon à bureau ouvert. Ce système a fait faillite. Certains départements n'ont pas de bureau d'abandon. Tel est le cas du Morbihan, du Jura, de l'Eure... Dans ces régions, quand une femme veut abandonner un enfant, elle doit se mettre en rapport avec l'Assistance publique, qui envoie une préposée pour le chercher. Que l'on est loin de la discrétion du tour!

Dans les autres départements, les bureaux ne sont pas assez nombreux. Il n'y en a qu'un seul à Paris. Aussi le nombre des enfants abandonnés diminue continuellement. De 12.641 en 1904 il est passé à 8.170 en 1913. C'est peu auprès du nombre des nouveau-nés sauvés annuellement lorsque les tours fonctionnaient. C'est que ces derniers permettaient aux enfants de naître, les bureaux d'abandon ne leur ont jamais permis.

L'étude de la statistique montre d'une façon probante l'efficacité des tours. Quand leur nombre augmente, celui des enfants abandonnés suit la même progression; si l'on en supprime une certaine quantité, les nouveau-nés sauvés diminuent dans une même proportion. Ainsi en 1812, il y avait en France 235 tours, et leur nombre augmenta jusqu'en 1834, aussi le nombre des enfants

abandonnés passa-t-il de 99.346 en 1819 à 123.699 en 1833. Par contre, de 1834 à 1838 on supprima 185 tours; résultat : en 1838 il n'y a plus que 95.624 enfants abandonnés. Que sont devenus les 28.000 enfants qui manquent? Ils furent sans doute victimes des *faiseuses d'anges*.

On voit quel incontestable avantage résulterait pour le pays du rétablissement des tours, à raison d'un au moins par arrondissement. Aussi nombreux sont ceux qui le réclament (1). Mais non moins nombreux sont ses adversaires. Ils prétendent d'abord que cette mesure ne diminuera pas le nombre des avortements et qu'il n'y a pas lieu de faire revivre une institution désuète pour une infime minorité. Mais si infime que soit le nombre des enfants sauvés, ne seraient-ils que quelques dizaines, que quelques unités, ils valent cependant la peine que la société prenne soin d'eux et ils sont suffisamment pour légitimer le rétablissement des tours.

En second lieu, ils estiment que cette institution a une action démoralisatrice. C'est « un avis donné au public, une affiche apposée dans la rue et portant : quiconque veut se débarrasser du soin d'élever ses enfants pour en donner la charge à la société, est invité à le déposer ici et sera dispensé de toute justification (2). » S'il est vrai que le tour a pu permettre à des parents légitimes de se débarrasser de leurs enfants, ce n'est pas là un

(1) Propositions de loi de M. Eugène Chanal. *J. O.* 1912. Doc. Parlem. Chambre. S. E. Annexe n° 2269, p. 76 sq.

Propositions de loi de M. Louis Martin. *J. O.* 1915. Doc. Parlem. Sénat. Séance du 18 février. Annexe n° 41, p. 17 sq.

Dans le même sens : *J. O.* 1919. Doc. Parlem. Chambre. 2^e séance du 21 mars. — Rapport de M. Doizy sur diverses propositions de loi tendant à combattre la dépopulation.

(2) F. Montier. — De l'avortement criminel. Paris 1894, p. 27 sq.

mal, car il est certain que l'Assistance publique sera une meilleure éducatrice que ces parents dénaturés.

On reproche aussi à cette institution de faciliter la débauche en supprimant un frein salulaire : la crainte de l'enfant. Mais, au contraire, supprimer cette crainte est un bien, c'est le but vers lequel on doit tendre, car cela évite le crime. Les avortements, les infanticides diminueront. Evidemment, les naissances illégitimes, les abandons s'accroîtront, mais notre pays y gagnera quelques enfants de plus.

Le débauche n'augmentera pas. La fille-mère, a-t-on dit, n'hésitera pas à courir de nouvelles aventures. Actuellement, elle n'hésite pas non plus, et dans ce but elle se fait avorter. En effet, ce n'est pas à l'heure de la faute que la pensée du tour et des facilités qu'il peut procurer hante l'imagination, mais c'est généralement quand la faute a produit son fruit que l'on envisage les moyens de la dissimuler de n'importe quelle manière et, au besoin, par le crime.

Les inconvénients du tour semblent chimériques, ses avantages incontestables. Il y a donc un intérêt primordial à son rétablissement.

3. — *Mesures propres à relever la mentalité publique.*

Le mal dont souffre le pays est d'ordre moral. Aussi faut-il lutter contre la débauche et l'immoralité de la jeunesse, combattre la pornographie, empêcher la vulgarisation scientifique et commerciale (1) des moyens

(1) A ce point de vue, il serait salulaire d'édicter que les substances abortives, les canules, etc., ne pourraient être vendues que sur ordonnance du médecin.

d'avortement. Le remède consiste surtout dans le redressement de la mentalité publique. Aussi ne saurait-on trop applaudir à la mesure législative réprimant la provocation à l'avortement et la propagande anti-conceptionnelle. Comme le disait M. Hennequin (1) : « Il est permis d'en attendre un sérieux assainissement de l'esprit public et d'espérer que, libérée des obsessions des apôtres de la « génération consciente », « de la grève des ventres » et de la « procréation volontaire », la population se montrera plus disposée à remplir les devoirs qu'impose d'une manière si pressante la résurrection de la France et on peut même dire son existence dans l'avenir. »

De plus, la lutte contre la débauche doit être menée à l'aide d'une police inflexible de la voie publique, et complétée par celle contre l'alcoolisme nécessitant une réglementation sérieuse des débits de boissons et la limitation de leur nombre. Ces deux vices annihilent le corps et avilissent l'âme : il faut les combattre vigoureusement.

On a vu plus haut que les jeunes filles trompées sont parmi celles qui se livrent le plus à l'avortement. Il faudrait, pour éviter cela, organiser d'une façon efficace la recherche de la paternité et établir une peine contre le séducteur. A ce sujet, M. le sénateur F. Martin a proposé un texte qui tend en partie au but visé. Il est ainsi conçu : « La fille enceinte peut demander au président du Tribunal civil d'appeler devant lui celui qui l'a séduite et qui l'abandonne. Les deux parties sont entendues séparément, puis réunies, sur la promesse, soit de mariage, soit d'entretien de l'enfant.

« Si cette tentative de conciliation échoue, la fille sé-

(1) *Revue pénitentiaire*, juillet-septembre 1917, p. 193.

duite et abandonnée sera admise, par addition aux cas prévus par la loi du 16 novembre 1912, à faire trancher par le Tribunal la question de paternité de l'enfant qu'elle a conçu (1). »

Enfin il faut réhabiliter la fille-mère devant l'opinion publique, modifier la morale à son égard. On ne doit pas toujours voir en elle celle qui a commis une faute, car elle s'est rachetée par la maternité. Sans aller jusqu'à considérer comme honnête toute grossesse, en n'importe quelle circonstance, on doit cependant admettre que la femme enceinte a toujours droit au respect de la société. Et à ceux qui disent que de telles idées ne tendent qu'à encourager le vice et la débauche, il faut répondre qu'elles n'ont qu'un but : éviter le crime.

4. — *Mesures préventives diverses.*

Le 18 septembre 1917, à la demande de M. le professeur Pinard, l'Académie de Médecine vota la résolution suivante : « Lorsque la procréation ne sera plus pour la femme ni une charge, ni un déshonneur, le nombre des avortements sera considérablement réduit. » Par l'énonciation de cette vérité, on sort de la question de la lutte contre un fléau spécial pour atteindre à un problème beaucoup plus vaste, celui de la dépopulation et ce sont tous les remèdes qui ont été suggérés pour le résoudre, du moins en partie, que l'on doit succinctement examiner.

Ces mesures tendant à rendre moins onéreux l'entre-

(1) *J. O.* 1919. Débats Parlem. Sénat. Séance du 28 janvier.

tien d'un enfant, on ne redoutera plus sa naissance et on n'essaiera plus de l'empêcher par l'avortement.

Pour cela, il faut multiplier les crèches, les « Gouttes de lait », développer les secours aux femmes en couches, faire cesser l'inégalité actuelle où l'on voit souvent dans la même maison une fille-mère toucher des secours mensuels et une épouse légitime chargée d'enfants végéter dans la misère.

Enfin, des réformes d'ordre plus général encore sont à réaliser, réformes qui amèneront certainement une augmentation du nombre des naissances, comme le prouvent les quelques essais qui ont été tentés (1).

Parmi les principales de ces mesures proposées, il faut citer : la construction d'habitations, de logements salubres pour les familles nombreuses; les primes à la natalité sous forme d'un capital versé à la naissance de chaque enfant à partir du troisième; les dégrèvements d'impôts pour les familles nombreuses. Il y aurait également lieu de modifier les charges militaires des pères de plusieurs enfants, en les faisant passer par anticipation dans la territoriale, et des célibataires ou hommes mariés sans enfants en les maintenant quelques années de plus dans la réserve pour compenser.

Une modification du régime successoral donnerait

(1) Une seule mesure de ce genre a été prise en France. Ce fut en 1813, l'exemption du service militaire pour les jeunes gens mariés. Les résultats ne se firent pas attendre, ainsi que le montre le tableau suivant :

Années	Nuptialité pour 1.000 habitants	Natalité pour 1.000 habitants	Nombre de naissances
1811	7,07		
1812	7,68	30,45	883.000
1813	13,28	30,72	895.000
1814		33,85	996.000

(Extrait du Dictionnaire encyclopédique des sciences médicales. Article France, par Bertillon père). — Des résultats analogues

certes de bons résultats. L'Etat devrait acquérir l'héritage des personnes sans enfants. Dans les autres cas, les successions seraient partagées intégralement entre les descendants jusqu'à trois (chiffre de la famille normale). Au-dessous de ce nombre, le tiers de la succession reviendrait au fisc, s'il y avait deux enfants; les deux tiers s'il n'y en avait qu'un.

Tels sont les remèdes proposés pour la lutte contre l'avortement. Les moyens indirects : amélioration des conditions d'existence des classes pauvres, extension croissante des œuvres d'assistance à l'enfance, législation nettement favorable aux familles nombreuses, semblent les plus efficaces. Seules des mesures de ce genre pourront à la longue modifier le sentiment général actuel qui considère comme une charge, sinon comme un malheur, la naissance d'un enfant. On pourra ainsi arriver à des résultats dans la classe laborieuse, ouvrière ou paysanne.

Quant à l'égoïsme bourgeois, on ne peut rien contre lui. Mais on peut frapper de mesures fiscales rigoureuses les célibataires et les gens mariés sans enfants. Ce ne sera pas là une pénalité, mais un moyen de rétablir l'égalité des charges entre les citoyens.

furent obtenus à Madagascar par le général Galliéni, à l'aide de mesures fiscales. C'est ainsi qu'à Tananarive le taux de la natalité, pour 1.000 habitants, passa de 38,2 en 1900, à 45,5 en 1901, 47,4 en 1902 et à 51,3 en 1903.

J. O. 1917. Doc. Parlem. Chambre S. O. Séance, du 6 novembre. Annexe n° 3910, p. 1593 sq. — Propositions de loi de MM. Amédée Peyroux, Bachimont, etc., tendant à augmenter la natalité.

CONCLUSION

L'avortement est punissable dans l'intérêt de la société. La répression actuelle est inefficace. Les mesures proposées permettront de l'atteindre plus sûrement.

Il ne faut pas se faire d'illusions. Elles ne l'atteindront pas toujours, car, dans certaines classes de la société, l'avortement est entré dans les mœurs. Or, la loi ne peut rien contre les mœurs. N'y a-t-il donc pas de remèdes?

Si, mais ce sont des remèdes préventifs. Les véritables causes de l'avortement sont : l'égoïsme à deux que pratiquent beaucoup de ménages, la crainte du déshonneur, la misère. On peut atteindre certaines de ces causes, notamment la misère. On peut recueillir les enfants des filles-mères, créer partout des crèches et des « Gouttes de lait », supprimer enfin, pour les pauvres, la charge écrasante que représente aujourd'hui l'entretien d'un enfant.

On peut enfin remettre en honneur, par une série de mesures, la maternité et les familles nombreuses et créer un état d'esprit nouveau.

C'est une œuvre de longue haleine, mais c'est la seule efficace et le salut du pays est à ce prix.

Vu :

Le Président,

R. GARRAUD.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,

L. JOSSERAND.

Permis d'imprimer :

Lyon, le 18 juillet 1921.

Le Recteur de l'Académie,

Pour le Recteur et par délégation :

Le Vice-Président du Conseil de l'Université,

L. JOSSERAND.

BIBLIOGRAPHIE

I. — DOCUMENTS

Journal officiel :

1891. Doc. Parl. Chambre, p. 2963.
1909. Déb. Parl. Chambre, 2^e séance du 25 novembre, p. 2930 sq.
1909. Déb. Parl. Chambre, 1^{re} séance du 17 décembre, p. 3537 sq.
1909. Déb. Parl. Chambre, 1^{re} séance du 21 décembre, p. 3609 sq.
1910. Doc. Parl. Sénat S. E. Annexe n° 354, p. 45 sq., 59 sq. — Rapport sur la dépopulation de la France par M. le sénateur Lannelongue.
1910. Doc. Parl. Sénat, séance du 10 juin. Annexe n° 311, p. 963.
1910. Doc. Parl. Chambre, séance du 5 juillet. Annexe n° 3229, p. 333 et n° 256, p. 646. — Projet de loi de M. Barthou.
1912. Doc. Parl. Chambre S. E. Annexe n° 2269, p. 76. — Proposition de loi E. Chanal pour le rétablissement des tours.

1912. Doc. Parl. Sénat S. E. Annexe 354, p. 42. — Rapport sur la dépopulation de M. le sénateur Lannelongue et rapport de M. Besnard.
1912. N° du 26 novembre, p. 9963. — Discours de M. Klotz, Ministre des Finances, lors de la séance d'ouverture de la Commission extra-parlementaire de la dépopulation.
1912. Doc. Parl. Sénat S. E., séance du 19 décembre. Annexe n° 402, p. 143. — 2° rapport de M. Besnard sur la proposition Lannelongue. — Rapport général sur les causes de la mortalité, de M. Paul Strauss.
1913. Débats Parl. Sénat, séance des 30, 31 janvier, 6 et 7 février, p. 20 à 23, 25 à 37, 40 à 45, 50 à 51.
1913. Débats Parl. Chambre, séance du 28 mars.
1914. Doc. Parl. Sénat, séance du 11 décembre 1913. Annexe n° 449, p. 85. — 2° rapport supplémentaire fait par M. le sénateur Cazeneuve.
1914. Débats Parl. Sénat, séance du 5 mars, p. 300 sq.
1915. Doc. Parl. Sénat S. O., séance du 18 février. Annexe n° 41, p. 17. — Proposition de loi de M. le sénateur Martin, pour le rétablissement des tours.
1915. Doc. Parl. Sénat S. O., séance du 18 février. Annexe n° 42, p. 18. — Proposition de loi de M. le sénateur Martin pour suspendre provisoirement dans les régions occupées l'article 317 du Code pénal.
1917. Doc. Parl. Sénat S. O., séance du 8 février. Annexe n° 31. — 3° rapport supplémentaire de M. le sénateur Cazeneuve.
1917. Doc. parl. Chambre, séance du 12 juin. Annexe n° 3397. — Proposition de loi de MM. Lefas et Leredu.
1917. Doc. Parl. Chambre S. O., séance du 6 novembre. Annexe n° 3910, p. 1593 sq. — Proposition de loi de MM. Amédée Peyroux, Bachimont, etc., tendant à augmenter la natalité.
1918. Doc. Parl. Sénat S. O., séance du 10 janvier. Annexe n° 3. — 4° rapport supplémentaire de M. Cazeneuve.
1918. Doc. Parl. Chambre, séance du 21 mars. Annexe n° 4487, p. 437 sq. — Proposition de loi de M. Henry Fougère.

1918. Débats Parl. Sénat, séance du 21 novembre, p. 775 sq.
1919. Débats Parl. Sénat, séances des 24 et 28 janvier.
1919. Doc. Parl. Chambre, 2^e séance du 21 mars. — Rapport de M. Doizy sur diverses propositions de loi tendant à combattre la dépopulation.
1919. Doc. Parl. Chambre S. O., séance du 7 août. Annexe n° 6679, p. 2347. — Rapport de M. Leredu sur la proposition de loi sur la répression des avortements.
1919. Annexes p. 101 à 118. — Statistique du mouvement de la population en 1914, 1915, 1916, 1917, dans 77 départements.
1919. Annexes p. 323 à 330. — Statistique du mouvement de la population en 1918 dans 77 départements.
1920. Doc. Parl. Chambre, séance du 22 janvier. Annexe n° 204, p. 97. — Proposition de loi de M. Adolphe Chéron et de plusieurs de ses collègues pour favoriser l'accroissement de la natalité.
1920. Doc. Parl. Chambre. Annexe n° 616, p. 512. — Proposition de loi Henry Fougère.
1920. Doc. Parl. Chambre S. O., séance du 29 mars 1920. Annexe n° 637, p. 525. — Rapport de M. René Lafarge sur la proposition de loi votée par le Sénat, et sur celle de M. Henry Fougère.
1920. Doc. Parl. Chambre. Annexe n° 940, p. 1523. — Avis de la Commission d'hygiène, formulé par M. Georges Lévy, sur les projets de loi contre l'avortement.
1920. Doc. Parl. Chambre, séance du 23 juillet. Annexes n°s 1357 et 1358, p. 2065 et 2067. — Proposition de loi de M. Ignace et de plusieurs de ses collègues, tendant à réprimer l'avortement et la propagande anti-conceptionnelle.
1920. N° du 1^{er} août, p. 10934. — Loi du 31 juillet 1920, réprimant la provocation à l'avortement et la propagande anti-conceptionnelle.
1920. Annexe au n° du 18 août, p. 853 sq. — Statistique annuelle du mouvement de la population en France pendant l'année 1919 pour 77 départements seulement.

1921. Annexe au n° du 31 janvier, p. 109 à 116. — Mouvement de la population en France au cours du premier semestre 1920.
1921. Annexe au n° du 10 avril, p. 231 à 236. — Rapport de M. le Garde des Sceaux sur l'Administration de la Justice criminelle en France, de 1914 à 1919.
1921. N° du 1^{er} juillet. — Résultats provisoires du recensement du 6 mars 1921.
1921. Annexe au n° du 31 juillet, p. 345 sq. — Statistique annuelle du mouvement de la population en France pendant l'année 1920.

DALLOZ. — Recueil périodique d'arrêts.

SIREY. — Recueil d'arrêts.

II. — OUVRAGES GÉNÉRAUX

DROIT

- BLANCHE. — Etudes pratiques sur le Code pénal. Paris 1888, t. IV.
- BOITARD. — Leçons de droit criminel revues par Gustave de Linage et Faustin Hélie, 1867.
- CHAUVEAU et FAUSTIN HÉLIE. — Théorie du Code pénal. Paris 1872, t. IV.
- GARRAUD, RENÉ. — Traité théorique et pratique de droit pénal français, 2^e édition. Paris 1900, t. IV.
- LE GRAVEREND, J.-M. — Traité de la législation criminelle en France, 3^e édition, 2 tomes. Paris 1830.
- LE SELLYER. — Traité de la criminalité, de la pénalité et de la responsabilité. T. I. Paris 1874.
- F. VON LISZT. — Traité de droit pénal allemand, 17^e édition, 1908. Traduction de René Lobstein, 1913.
- RAUTER. — Traité théorique et pratique de droit criminel français. Paris 1836.

VIDAL, G. — Cours de droit criminel et de science pénitentiaire. Paris 1910.

MÉDECINE

Dictionnaire encyclopédique des sciences médicales.

LACCASSAGNE. — Précis de médecine judiciaire. 2^e édition, Paris 1886.

III. — OUVRAGES SPECIAUX

ACHARD, M. — L'avortement et la propagande anti-conceptionnelle. Thèse droit, Toulouse 1917.

ALLEMANE, FÉLIX. — L'avortement criminel. Thèse droit, Toulouse 1911.

BALESTRINI, RAFFAELLO. — Aborto, infanticidio ed esposizione d'infante. Torino 1888.

BAUSSET, Eugène. — De l'avortement criminel, Thèse médecine, Paris 1907.

BERTILLON, JACQUES. — La dépopulation de la France, Paris 1913.

BONNET, CH. — Dépopulation et repopulation. Thèse médecine, Paris 1903.

BOULAY, CH. — La dépopulation française. Thèse médecine, Paris 1915.

DELAPLANE, H. — Contribution à l'étude de l'avortement criminel dans ses rapports avec les théories néo-malthusiennes et la législation. Thèse médecine, Paris 1911.

DUMAS, ALPHONSE. — Contribution à l'étude de l'avortement criminel. Thèse médecine, Paris 1911.

- GALLET, H. — La notion de la tentative punissable. Paris 1898.
- JACQUEMIN, E. — Avortement et secret médical. Thèse médecine, Paris 1911.
- LECLERC (D'). — Le secret médical dans le cas particulier de l'avortement criminel, suivi d'une observation de M. Garraud, édité par l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Lyon.
- LEROY-BEAULIEU, P. — La question de la population, 1913.
- MONIN, ROBERT. — La dépopulation. Ses rapports avec les théories néo-malthusiennes et l'avortement criminel. Thèse médecine, Paris 1910.
- MONTIER, FERNAND. — De l'avortement criminel. Thèse droit, Paris 1894.
- DU MORIEZ 'St . — L'avortement. Thèse droit, Aix 1911.
- MORIN (D'). — Considérations sur l'avortement criminel dans le ressort de Nancy, de 1900 à 1920. Mâcon 1921.
- SCHTERBANOFF. — Réflexions médico-légales sur l'avortement. Thèse Montpellier, 1915.
- TARDIEU. — Etude médico-légale sur l'avortement. Paris 1881.
- TARDIEU. — Note sur l'obligation de déclarer à l'état civil les fœtus mort-nés. Paris 1881.
- VIDAL, J. — Le droit à l'avortement. Thèse médecine, Toulouse 1908.

IV. — REVUES, JOURNAUX, ETC...

Annales de Gynécologie, 1905, p. 245 sq., 250 sq. — Analyses d'ouvrages allemands : *Über Indikationen und Methoden der fakultativen Sterilisierung der Frau*, par O. Sarwey, professeur à la Faculté de Tubingen, in *Deutsche med. Wochensch.* 1905, n° 8, p. 292. *Légitimité et indication de l'empêchement à la conception*, par A. Gœnner. *Zeit. für Gyn.* 1905, n° 2, p. 94.

Annales de Gynécologie, 1905, série II, 2, p. 206 sq. — Statistique de l'avortement, par le D^r Doléris.

Bulletin de l'Académie de Médecine, 1917.

Bulletin de la Société de Médecine légale de France, 1910. — Le congrès des praticiens et l'avortement médico-social, par MM. Chassevant et Granjux, p. 149 sq.

Bulletin de la Société de médecine légale de France, 1916. — La déclaration des avortements, par le D^r Léon Tisier.

Le Correspondant, 25 avril 1894. — Un cri d'alarme, par le Marquis de Nadaillac.

Journal de Médecine et de Chirurgie pratiques, 1908, p. 879. — D^r Doléris. Avortement criminel : mesures à prendre.

Journal de Médecine et de Chirurgie pratiques, 1915.

Matin d'août et septembre 1917. — Articles de MM. Berthélemy, D^r Foveau de Courmelles, D^r Doléris, Mesureur.

Revue Bleue, 23 mai 1908. — Un crime qu'on ne punit plus, par Jacques Lux.

Revue critique de la législation et de la jurisprudence, t. XV, 1859. — Tentative d'avortement. Médecin, par Girard de Vasson.

Revue des Deux Mondes, 15 avril 1915. — La tâche de demain. La population, par E. Colson.

Revue hebdomadaire, 1^{er} décembre 1917. — Le secret professionnel, par Ch. Morizot-Thibault.

Revue pénitentiaire :

1897. — Essai sur la tentative, par M. Saleilles.

1902. — Note sur le crime impossible, par Maurice Bernard.

1908, novembre-décembre.

1909, novembre-décembre.

1910, juillet-octobre.

1911, juillet-octobre.

1912, juillet-octobre.

1913. — Discussion à la Société générale des prisons sur la répression de la propagande anti-conceptionnelle.

1915, avril-mai.

1917. — Discussion à la Société générale des prisons sur la répression de l'avortement.

1918. — Discussion à la Société générale des prisons sur la répression de l'avortement.

1919, avril-juin.

et passim.

Revue philanthropique, 1907, p. 145 sq. — D^r Drouineau.
L'avortement : mesures à prendre.

Revue politique et parlementaire, 1915, 10 juillet, 10 août. —
La répression de l'avortement, par J. Signorel.

Revue politique et parlementaire, 1917, 10 juillet, 10 novembre. — Article de M. Berthélemy.

Revue politique et parlementaire, 1918, janvier. — L'Académie de Médecine et la dépopulation, par M. Berthélemy.

Revue politique et parlementaire, 1918, janvier. — Le problème fondamental de notre politique future, par M. Landry.

Revue scientifique, 21 juin 1884. — L'avortement criminel chez les anciens et les modernes, par E. Verrier.

Scuola positiva nella giurisprudenza penale, 25^e série, III, 6, 1915. — Salvatore Messina : Le viol en temps de guerre et le droit à l'avortement, p. 289.

Silvio Longhi : Les femmes violentées en temps de guerre et le « cas de nécessité », p. 481.

Bernardino Alimena : Conclusion sur la violence charnelle et le droit à l'avortement, p. 673.

et passim.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
CHAPITRE I. — IMPORTANCE DU SUJET.....	7
1. LA DÉPOPULATION DE LA FRANCE.....	7
2. STATISTIQUE DE L'AVORTEMENT.....	18
CHAPITRE II. — DEFINITION DE L'AVORTE- MENT	24
CHAPITRE III. — LEGISLATION ACTUELLE. — SON INSUFFISANCE	27
1. LÉGISLATION ACTUELLE	27
§ 1. <i>Eléments constitutifs de l'avortement</i>	28
§ 2. <i>Peines et circonstances aggravantes</i>	31
§ 3. <i>De la tentative</i>	35
§ 4. <i>De la complicité</i>	41
2. IMPUISSANCE DE LA LÉGISLATION ACTUELLE...	42
CHAPITRE IV. — POSITION DE LA QUESTION. — L'AVORTEMENT EST-IL UN CRIME?.....	49
1. LE DROIT A L'AVORTEMENT.....	49
2. L'AVORTEMENT EST UN CRIME.....	58

CHAPITRE V. — REMÈDES PROPOSES.....	68
1. REMÈDES RÉPRESSIFS	71
I. <i>Correctionnalisation de l'avortement..</i>	71
II. <i>Mesures propres à faciliter les poursuites</i>	81
1. Droit de poursuite accordé aux associations intéressées à combattre les avortements.....	81
2. Déclaration des fausses couches..	82
3. Limitation du secret médical.....	85
4. Impunité accordée à l'avortée dénonciatrice	100
5. Création de services spéciaux de recherches des avortements.....	105
2. REMÈDES PRÉVENTIFS.....	106
I. <i>Remèdes préventifs spéciaux</i>	106
1. Répression de la propagande anti-conceptionnelle	106
2. Réglementation de la profession de sage-femme. — Limitation de leur nombre	110
3. Surveillance des maisons d'accouchement	113
II. <i>Remèdes préventifs généraux</i>	119
1. Causes sociales de l'avortement...	120
2. Remèdes préventifs généraux : rétablissement des tours.....	125
3. Mesures propres à relever la mentalité publique	128
4. Mesures préventives diverses.....	130
CONCLUSION	133

